

TCHAD : GUEDDAFI S'EN VA, L'OUA ARRIVE

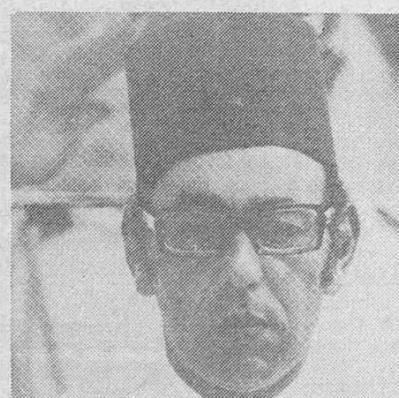
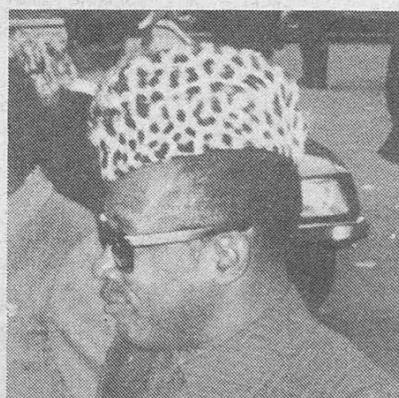
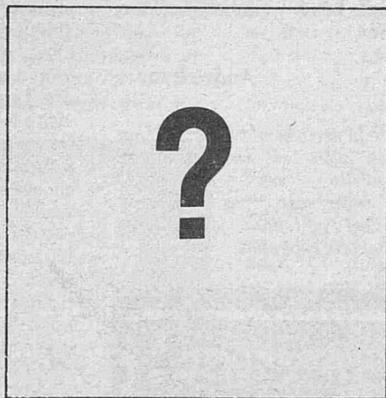
RENAULT : IL ETAIT UNE FOIS DES IMMIGRES EN GREVE
LA MARTINIQUE QUELQUES ANNEES AVANT L'INDEPENDANCE

SEMAINE DU 6 AU 12 NOVEMBRE 1981

SAFRONTIÈRE

L'Afrique à Paris

ET LES LIBERTES?



Tunisie:
«on» a tué
la démocratie

SOMMAIRE

• Paris. La conférence Franco-Africaine :

- « Du beurre et des canons ! »

Pages 3 et 4

- Les défis des temps nouveaux

Page 3

- Mitterrand gendarme de l'Afrique ?

Pages 4 et 5

• Quels rapports avec les pays d'émigration ?

Pages 6

• Renault : Il était une fois des immigrés en grève

Pages 8 et 9

• La Martinique quelques années avant l'indépendance

Pages 12 et 13

• Tunisie : la démocratie étranglée

Page 11

• Le Tchad après le retrait des troupes libyennes

Page 15

• Culture : Entretien avec le caricaturiste Algérien : Rachid Kaci

Pages 17 et 18

• José Afonso : le chantre du Portugal

Page 19

• Sans Frontière Services

Pages 22 et 23

Ont participé à ce numéro :

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE

Mejid DABOUSSI AMAR

Khadidja BACHIRI

Kamal BELARBI

Fatima BELHADI

Joël BOULARD

Saïd BOUZIRI

Peira CAVA

Amadou GAYE

HARTMANN

Joëlle LANISSI PINTO

Mustapha MOHAMMEDI

Driss MOURAD

Mac Odou N'DIAYÉ

Aline N'GOALA

Mohamed NEMMICHÉ

Blaise N'DJEHOYA

PACO

Fowzia ZOUAOU
Marc WEITZMANNMaria KALALOBÉ
Mongo BETTILeïla SEBBAR
MOGNISSAkli Tadjer
NOURREDINEALI
Mohamed AIT KADDOUR
Franck ROUSSEL
Fabienne MESSICA

Publicité :

Leïla HADDAD
Habib ARFAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
Directeur de publication : Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Impression. 93. Montreuil.

NOUVELLES LITTÉRAIRES:
La coupe est pleine

Après s'être fait donneur de leçons anti-racistes, Jean-François Kahn serait-il devenu le leader d'une nouvelle croisade anti-musulmane ? La lecture des numéros 2808 et 2809 des Nouvelles littéraires tendrait à le prouver.

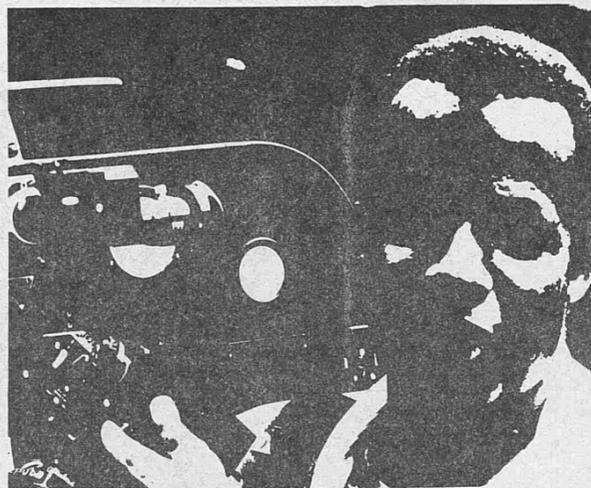
Je ne suis pas musulman, mais j'ai été choqué par le couverture de cet hebdomadaire.

Je trouve indmissible qu'un journal, par provocation publicitaire -ou alors c'est plus grave- se livre à une agression anti-islamique.

Dans les numéros suivant on peut lire : « Nouveau massacre antisémite » « Les salauds ».

Laissez-moi vous dire d'abord que je suis indigné et révolte par l'odieuse attentat d'Anvers et je crie de toutes mes forces : « les salauds ».

Cependant l'article se poursuit sur un terrain raciste. Jean-François Kahn précise : « qui sont les assassins ? Palestiniens, gauchistes dévoyés, néonazis, provocateurs du service d'ordre ne sait quelle force occulte acharnée à déstabiliser les démocraties ? »



Le titre est sans nuance : « La paix à la merci de l'Islam ». Imaginons un seul instant les réactions à la suite d'un titre « La paix à la merci de l'église catholique » ou la « paix à la merci des juifs... »

La photo choisie pour la couverture incriminée illustre cette généralisation abusive. Le titre n'est d'ailleurs suivi d'aucun point d'interrogation. Il s'agit d'une affirmation.

Cette métonymie publicitaire est lourde de conséquences : aucun anti-raciste conséquent n'a le droit d'assimiler l'armée britannique au protestantisme, le sionisme au judaïsme, Khomeiny à l'Islam, l'Opus Dei à l'église catholique.

La rédaction aurait pu nuancer avec un titre « la paix à la merci des fanatiques de l'Islam » f... mais la paix n'est-elle pas tout simplement à la merci des fanatiques quel que soit leur bord ?

Certes ce sont des interrogations mais je trouve indécent de placer côte à côte un peuple, en l'occurrence le peuple palestinien et des idéologies racistes ou anti-démocratiques. J.F. Kahn a -à raison- rajouté le terme « dévoyés » pour qualifier ces gauchistes qu'il croit capables d'un tel crime. Pour les Palestiniens : rien ! Or il s'agit d'un peuple traversé lui aussi par des contradictions iternes. On n'a pas le droit de laisser planer le doute sur l'ensemble d'un groupe. D'autres avaient déjà dans le passé de sinistre mémoire, jeté l'anathème sur des communautés religieuses ou ethniques. On sait hélas comment cela a fini.

André Baur...

Je pense que ma contribution au débat est importante et qu'elle est susceptible d'intéresser vos lecteurs. C'est pourquoi je me suis permis cet envoi.

LISEZ, FAITES CONNAÎTRE, PARTICIPEZ

ABONNEZ-VOUS

A

SANS FRONTIERE

Journal de l'immigration et
du Tiers-Monde

BULLETIN D'ABONNEMENT PAGE 22-23

HONGRIE:
En mémoire
d'Octobre 1956

Le 23 octobre 1956, à Budapest, la statue de Staline tombe, la foule crie de joie, chante, s'embrasse. Le lendemain, les tanks russes sont partout dans les rues... tirs de mitraillettes, cadavres d'enfants, de jeunes et de femmes. Puis quelques mois plus tard, les arrestations, les emprisonnements, les déportations, et les fuites à l'étranger. Les événements d'octobre hongrois ne bouleversent pas que l'histoire des pays de l'Est, avec le commencement d'invasion militaire « légale » du territoire d'un peuple sous souveraineté étrangère, mais aussi toute l'intelligence européenne qui continuait à croire dans un « socialisme » certain.

Les conseils ouvriers hongrois, se transformant ensuite en milices populaires, ne tentaient que d'obtenir satisfaction à leurs demandes vitales et justes : faire disparaître le système bureaucratique qui paralysait la vie sociale et l'organisation du travail, et se défendre contre l'intervention étrangère armée à la main. Les étudiants et les intellectuels concernés de près par le système de décisions bureaucratiques et policier, cherchaient à remplacer celui-ci par un autre, plus juste et plus démocratique.

Que voit-on aujourd'hui en Pologne, dans ce mouvement extraordinaire qui touche l'ensemble de la société, depuis la naissance du premier syndicat libre et indépendant des pays de l'Est, qu'est « Solidarité F » ? On a eu du mal à comprendre Lech Walesa lors de sa visite à Paris, pourtant il n'a fait que de répéter inlassablement les mêmes choses : nous, les ouvriers ne voulons pas prendre le pouvoir politique, ne nous attribuez pas de volonté qui n'est pas la nôtre, comprenez le sens de notre lutte : nous voulons contrôler et gérer la production, dans un système démocratique et libéral. Pour cela les conditions sont changées à nos jours, parce que les continents et les peuples se sont rapprochés, grâce aux moyens audio-visuels ; on ne peut plus nous mentir.

25 ans après l'octobre hongrois, il est temps de relier la mémoire et la lutte, de continent en continent, d'un peuple à l'autre. Il est aussi possible de changer de comportement et de pensée, l'horizon nous est ouvert plus à présent.

L'Occident, après tant d'années et de siècles,

devrait sentir la retombée de effets de la colonisation, de tant d'ethnocides et de génocides, d'extermination raciale, au nom de sa Civilisation, au nom de son bien-être. Les leçons venues des races opprimées, des juifs, des arabes, des indiens, des tziganes ou d'autres, devraient enfin être prises en compte. La leçon religieuse polonaise n'en est qu'une parmi tant d'autres, tout comme l'était la lutte du peuple hongrois en 1956.

L'histoire des Magyar ne date pas que de quelques années ou de siècles. Les huns d'Attila avaient bien payé tribut pour l'audace d'avoir osé conquérir l'Europe Centrale venue de l'Oural Russe, tout au long de leur histoire. L'invasion turque, puis germanique, puis russe : jamais la liberté, jamais l'indépendance, jamais l'autonomie. L'actuel territoire des magyar n'existe que depuis 1920 ainsi retréci ; l'immense majorité du peuple se retrouve divisé, dispersé et isolé en minorité nationale en URSS, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, et surtout en Transylvanie (Roumanie). Erdély ou Séke-yföld. Leur lutte est un combat quotidien pour survivre, pour ne pas perdre les traditions, les coutumes, la langue ; l'identité culturelle.

En mémoire de l'octobre hongrois, que certains appellent révolution, d'autres soulèvement ou révolution, en mémoire de tant de vies assassinées, emprisonnées, déportées et disparues, nous joignons la mémoire de tout un peuple, qui est destiné à disparaître, par une voie moins spectaculaire et moins violente. La lutte à entreprendre pour défendre leur cause, est celle de la lutte de toute l'Humanité. Comme les peuples opprimés et néo-colonisés du Tiers-Monde, les indiens des Amériques nous apportent leur témoignage de l'existence d'une vie humanitaire et communautaire, d'une vie d'amour et de respect, il nous est possible de découvrir d'autres Civilisations que la nôtre, d'autre réalité, et d'autres perspectives.

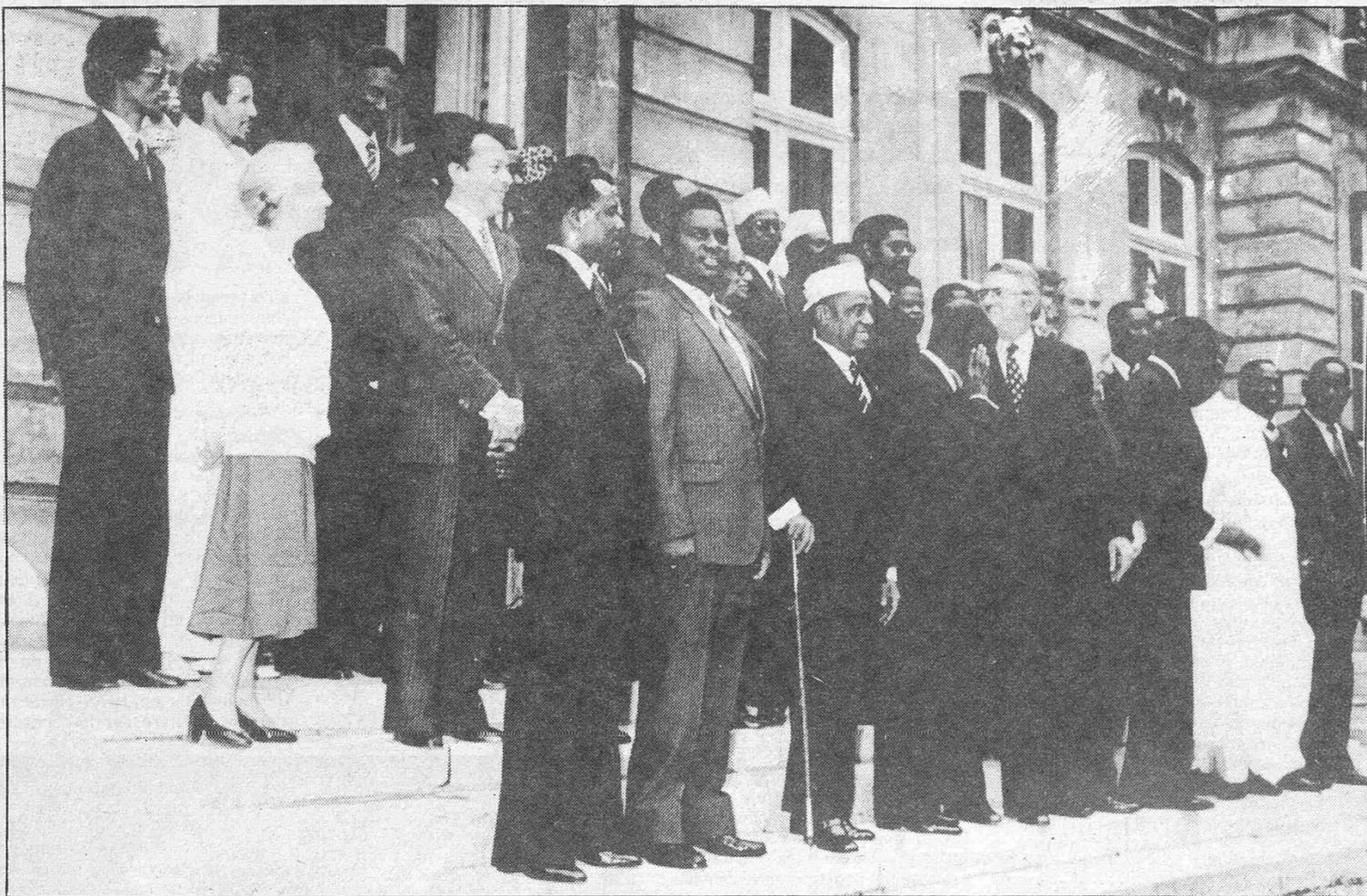
Mais avant tout, faudrait-il apprendre à voir et à écouter les peuples tout près de chez nous, comme ceux de la Hongrie, et comme ceux de la Pologne. Notre vision du monde changera désormais.

Margie-Rita Kiss



CONFERENCE FRANCO-AFRICAINNE DE PARIS

Inaugurés par Pompidou les « Sommits » franco-Africains se sont tenus régulièrement chaque année, tradition reprise par Giscard « l'Africain », puis maintenue par Mitterrand qui a préféré en faire la « rencontre des chefs d'Etats français et africains ».



LES DEFIS DES TEMPS NOUVEAUX

Les champions se sont éteints sur le Sommet Franco-Africain de Paris. Ils étaient presque tous là ; la plupart, tyrans à la petite semaine ne s'étant jamais présentés aux suffrages de leurs peuples : Mobutu, le corrompu, bourreau du peuple Zaïrois, le ridicule Bongo « Monsieur Tiroir-Caisse », Kolingba encore à la recherche de sous providentiels pour « payer ses fonctionnaires », Abdou Diouf, issu d'un coup d'Etat Constitutionnel et membre de l'Internationale Socialiste, Ahmed Abdallah des Comores homme-lige des mercenaires et autres affreux, réunis autour de Mitterrand, le socialiste pour débattre de problèmes de leurs pays. **Imposture !**

Reste à entretenir la flamme de l'espoir.

Pour la première fois, la France a dit des choses que des millions d'Africains attendaient depuis vingt ans. Au-delà des grandes déclarations et des manifestations de bonne volonté renouant avec la tradition humaniste de ce pays qui « a souvent dit des choses justes mais emprunté des sentiers obliques », reste le drame d'un continent chaque jour confronté aux dures réalités d'un monde de plus en plus dominé par les appétits d'argent.

L'Afrique plus que quiconque a payé un lourd tribut de sang et

d'efforts aux lois du marché symbolisé par trois siècles de capitalisme brutal et aveugle.

Est-il besoin de rappeler que la faim, la misère, la maladie et la mort sont le lot quotidien de millions d'enfants, d'hommes et de femmes manquant du minimum vital, et que cette in-



sulte faite à la condition humaine reste la plus grande « tare du monde moderne » où il existe encore tant de Bastilles à prendre. Au moment où des dizaines de chefs d'état et de gouvernements se réunissent pour parler de coopération, une pensée particulière doit être faite pour les millions de travailleurs im-

migrés, jetés sur les routes de l'exil, souvent objets de mépris, de haine et d'indifférence au pays de Voltaire, et où l'on a savamment inculqué à certains le complexe de supériorité des nantis et l'ignar-dise des rassasiés.

A cet égard, l'une des premières formes de coopération entre la France et les pays africains passe par l'action culturelle qui fera découvrir aux uns et aux autres les richesses insoupçonnées de l'Autre, et contribueront à abattre les barrières souvent nées de la peur. Cet impératif catégorique soutenu par une pédagogie ponctuelle, doit être une des tâches des nouveaux dirigeants socialistes.

Il s'agit à présent de traduire dans les faits les grandes idées dégagées au cours de cette conférence, d'opérer des changements structurels aussi bien dans les pays africains dominés par des bourgeoisies affairistes et néo-coloniales, que dans la philosophie même de la coopération qui ne doit plus être fondée sur la charité et le paternalisme.

Une page d'histoire vient d'être tournée dans les tumultueux rapports entre la France et les Pays d'Afrique.

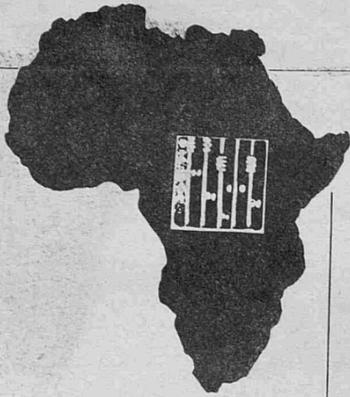
Aux socialistes maintenant de répondre aux défis des temps nouveaux !

Macodou Ndiaye

DU BEURRE ET DES CANONS

Issue de la communauté française proposée par De Gaulle en 58 et perpétuée par l'Ocam, l'échec de cette institution autrefois installée à Yaoundé... devait se transformer dans la forme qui constitue l'actualité de cette semaine. Le discours d'ouverture du président français insistait sur les conflits qui déchirent l'Afrique d'aujourd'hui et reprenait assez fidèlement les thèmes économiques défendus à la conférence de Paris sur les PMA et à Cancun. La réponse au discours de Mitterrand fut faite par Houphouët-Boigny en sa qualité de « sage » et doyen de la famille africaine. Ce dernier devait insister sur l'écho des propositions économique du nouveau gouvernement en Afrique : énergie, matières premières, développement et sécurité. Sur la base des conférences de presse que tenait M. Vauzelle, chargé de résumer les interventions et l'identité des intervenants, SF a pu glaner ça et là des propositions qui toutes ou presque avaient pour sujet le problème d'autosuffisance alimentaire et la sécurité des nations invitées. Après le discours de Mitterrand, liant l'indépendance des

nations et les problèmes économiques, Houphouët-Boigny devait défendre l'idée d'une institution aux mécanismes aptes à modifier les distorsions issues de l'échange inégal, critiquant le manque de moyens du « Stabex ». Il devait conclure par une déclaration qui résumait la préoccupation dominante du débat : le préalable au développement serait la paix et la sécurité. Pour reprendre la formule de Bernard Bongo, « il ne fallait pas avoir peur de négocier, ni de négocier dans la peur ». La Haute-Volta, le Bénin, les Seychelles s'inscrivaient dans la déclaration de la Côte d'Ivoire. Le Niger insistait non seulement sur les fluctuations des prix des matières premières mais aussi sur le problème de la monnaie de paiement, puisque les pays de la zone franc subissent les errements du franc français (dévaluation) sans pouvoir de négociation ni de contrainte, ce que reconnaissait Mitterrand, disposé à oeuvrer pour une « prévisibilité » des cours monétaires. Le Sénégal faisait sensation en proposant une ponction de 5 % sur les budgets de guerre des principales puissances



Du beurre ...

militaires, à peu près 25 milliards de dollars à convertir aux fins d'autosuffisance alimentaire et autres projets de développement. L'Ile Maurice plaide pour une formation accrue de ses cadres, fondement, selon elle, d'une économie et d'une politique de liberté.

La Tunisie représentée par son premier ministre M'Zali venait pour la première fois, tandis que l'Angola, la Tanzanie, le Soudan, l'Éthiopie, la Somalie, et l'Égypte assistaient au titre d'observateurs.

Absences remarquables du puissant Nigeria pourtant attendu ainsi que du roi Hassan II. La croissance des participants en termes quantitatifs, témoigne de l'intérêt politique suscité en Afrique par la trilogie Mitterrand-Cheyssson-Cot qui bénéficie d'un indéniable capital de sympathie auprès des chefs d'État africains, pour qui la France représente depuis quelques mois une manière de porte-parole auprès des grandes puissances, les USA (pour les problèmes économiques et financiers) et l'URSS avec qui ils partagent l'essentiel du monopole des moyens de violence. Cette rencontre a montré la persistance d'un plaidoyer pour une nouvelle organisation économique mondiale, une politique plus cohérente en matière de développement (« *Small is beautiful* »), la stabilisation des prix des matières premières, enfin un processus d'intégration plus



poussé pour une transformation sur place des produits de base. Mitterrand devait expliquer que le primat de l'axe Nord-Sud, tout en étant une préoccupation majoritaire de ses « partenaires » impliquait la prise en compte de la sécurité, ce qu'on appelle conventionnellement l'axe Est-Ouest. La diplomatie du nouvel état français est apparue en complète distortion, quelquefois en contradiction avec le programme électoral du PS sur le Tiers-Monde : dans une interview accordée à Philippe Decraene au Monde du 4/11, le président de la République en réponse à l'affaire du Sahara, disait en substance que ses positions en tant que premier secrétaire du PS et celles qu'il soutient depuis son accession au pouvoir ne peuvent ignorer le point de vue des États (c'est à dire des gouvernements NDLR), argument logique qui montre bien le glissement dû aux contraintes d'un statut qui l'engage au-delà de ses idées personnelles.

Si on a beaucoup parlé de sécurité et d'agriculture, rien n'a filtré par contre des rencontres bilatérales ; ainsi comme nos compatriotes vivant dans le « sud » et sujets à la malnutrition et à la désinformation, nous sommes restés sur notre ... faim.

Blaise N'Djehoya

Libre opinion

APRES GISCARD MITTERRAND GENDARME DE L'AFRIQUE?

Voici des années que je dénonce ce trait particulièrement démagogique du Tiers-Mondisme de la « gauche » française : on se pose volontiers en chevalier défenseur de la veuve et de l'orphelin en Amérique Latine, chasse gardée de Paris, où se déploie une domination aussi odieuse que toute autre, motus et bouche cousue. A peine élu, François Mitterrand, associé au Président du Mexique a, dans une fracassante proclamation, assuré de son soutien les révolutionnaires du Salvador aux prises avec une dictature protégée par les Américains.

On attend toujours du président français de gauche une déclaration similaire en faveur des progressistes africains luttant contre des dictatures francophile pourtant aussi cruelles, aussi cynique, aussi hostiles aux masses populaires que leurs homologues d'Amérique latine, à moins que les mots français n'aient plus de sens.

François Mitterrand n'a pas eu jusqu'ici une seule parole, il n'a pas fait un seul geste qui indique qu'il se préoccupe tant soit peu du sort et des aspirations des populations africaines - en quoi il ne s'est nullement démarqué de ses prédécesseurs immédiats. La dévaluation du franc, par exemple, a été faite, comme d'habitude, sans tenir aucun compte de la misère des paysans et des chômeurs africains ; on sait pourtant fort bien aujourd'hui quel effet désastreux ne peut manquer d'avoir toute manipulation monétaire sur des populations fagotées de telle sorte par la zone franc qu'elles en subissent tous les inconvénients sans jamais en connaître le moindre avantage.

François Mitterrand n'a pas une seule fois laissé entendre qu'il se souciait de la manière dont les dictateurs africains protégés par la France dilapident les revenus procurés par les matières premières de nos pays, le pétrole notamment ; il ne peut cependant ignorer qu'une utilisation rationnelle de ces ressources soulagerait substantiellement la misère de nos populations ; mais il a entonné l'hymne insipide de l'aide généreuse de la France, loin de dédaigner l'héritage d'hypocrisie de ses prédécesseurs immédiats.

François Mitterrand n'a encore rien dit jusqu'ici sur les droits de l'homme qui sont bafoués en Afrique francophone plus que n'importe où ailleurs. Il ne peut pourtant ignorer les tragédies et les atrocités dont, depuis les indépendances, sont le théâtre des

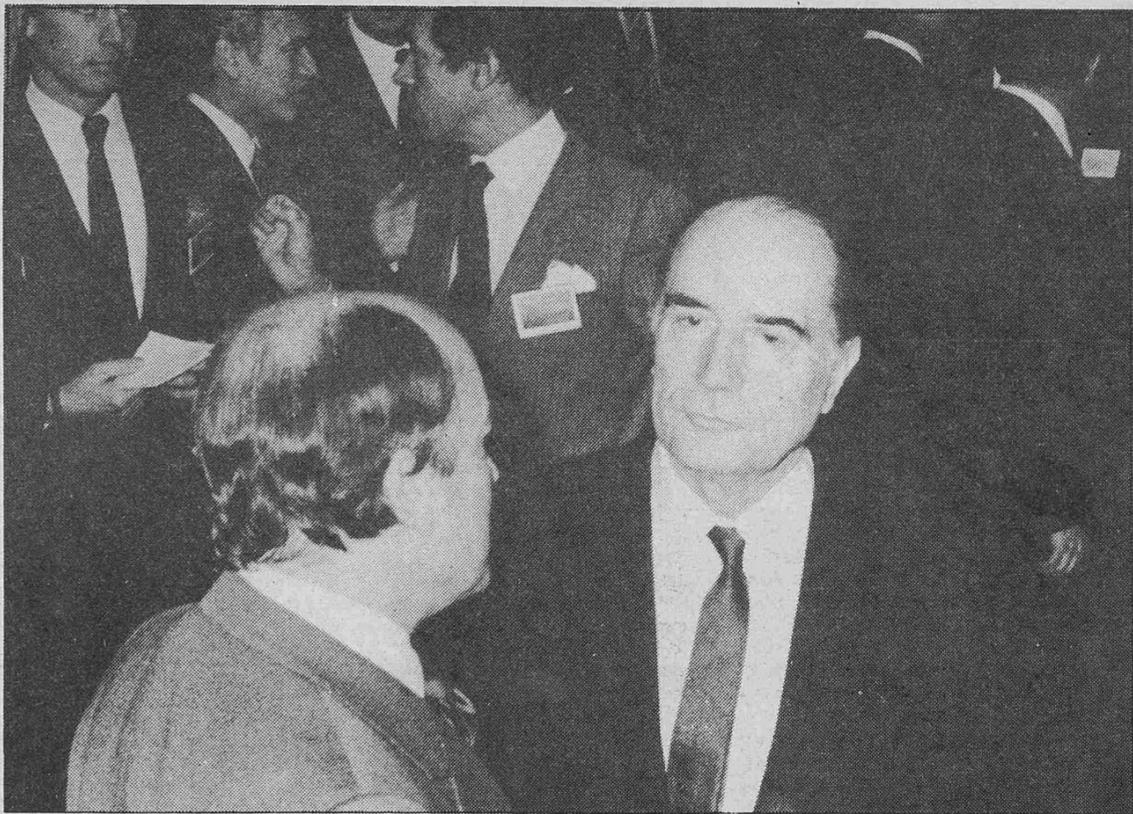
ainsi placés, n'en déplaie au chauvinisme béat des théoriciens du néo-colonialisme, sous un régime qui, peu ou prou, s'apparente à l'occupation.

François Mitterrand n'a pas émis une seule réserve sur la « coopération » et « l'assistance technique » telles qu'elles furent pratiquées par ses prédécesseurs immédiats qui, en patronnant les Foccart, Debizet et tutti quanti, couvrirent des crimes tels que l'assassinat de Félix-Roland Mounié à Genève en 1960, l'assassinat à Paris de Ben Barka en 1965, le meurtre d'Ossendé Afana en 1966, l'assassinat du Dr Outel Bono en 1973 après celui de Germain Mba en 1971, et récemment le meurtre sur le territoire

l'égaré des populations africaines, allant même dans certains cas jusqu'à friser la provocation.

Comment en effet qualifier autrement la bienveillance affichée au début du mois d'août par le président français de « gauche » à l'égard, entre autres, d'un homme aussi méprisable que Bongo, président du Gabon, au moment même où l'audace criminelle de cet homme corrompu défrayait la chronique grâce aux révélations provoquées par le massacre d'Auriol ?

Comment qualifier l'indulgence stupéfiante à laquelle le pouvoir socialiste a semblé se résigner progressivement à l'égard du général Mobutu, agent notoire de la C.I.A., massacreur des opposants zaïrois, sorte de super-Pinochet africain à l'instar d'un Ahidjo son compère qui sera



pays tels que le Cameroun, le Centrafrique, le Gabon, pour ne mentionner que l'Afrique Centrale.

En Centrafrique précisément le maintien des troupes de Barracouda est venu infliger un cinglant démenti aux illusions répandues naguère sur la fin de l'interventionnisme français. François Mitterrand, grand ami des progressistes sud-américains, ne peut pourtant ignorer combien la présence de troupes étrangères dans un pays sous-développé, fussent-elles animées des intentions les plus idéalistes, comme le sont d'ailleurs (on ne le dit pas assez) les conseillers militaires yankee dans les diverses Républiques latino-américaines, fausse le jeu politique de peuples

français du citoyen français Robert Luong.

Des affaires récentes ont pourtant révélé, s'il en était besoin, que les coopérants et assistants français en Afrique dite francophone constituent une forme de grossière ingérence dans le destin de nos peuples, tout comme la présence de conseillers militaires américains constitue, à en croire la gauche tiers-mondiste française, une grossière immixtion dans le destin des peuples bolivien, salvadorien ou guatémaltèque.

Bref, alors même qu'il ferrailait avec passion contre l'impérialisme des autres, François Mitterrand n'a pas un seul instant manifesté l'intention de balayer devant sa propre porte. Au contraire son attitude a constamment manifesté le mépris bien connu des dirigeants français bourgeois à

justement la vedette de l'actuel sommet franco-africain ?

FRANÇOIS MITTERRAND COMME RONALD REAGAN

Ces nouvelles assises franco-africaines ne sauraient être autre chose qu'une excellente illustration de l'impuissance de la France, quelles que soient les options de ses dirigeants, à accepter cette décolonisation, cette instauration d'un nouvel ordre entre le nord et le sud, qu'elle ne cesse pourtant de prêcher dans toutes les arènes internationales. Il ne s'agira pas cette fois plus qu'hier d'échange, de concertation entre hommes libres, mais de diktats, enrobés de sucre d'une trompeuse phraséologie, allant de haut en bas, du Blanc au Noir, du colonisateur au colonisé, du maître à l'esclave.

Mitterrand Gendarme

François Mitterrand aujourd'hui, comme Giscard d'Estaing hier, se comportera en gendarme politique et économique de l'Afrique, avec d'ailleurs la bénédiction de son prétendu adversaire Ronald Reagan, en vertu d'une distribution des tâches dont seuls les « gogos » peuvent douter.

On voit bien d'autre part le bénéfice de prestige et de légitimation que François Mitterrand compte tirer de la réunion autour de sa personne de roitelets nègres vassalisés utilisant à peu près tous, la pire violence pour s'imposer aux masses et se maintenir au pouvoir ; il se trouve que c'est très exactement le même profit que de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing ont tiré de ce rite grotesque ; c'est d'ailleurs aussi le même profit que tire Ronald Reagan, ou tout autre président américain, en procédant de la même façon avec les vassaux latino-américains de Washington.

En effet, les présidents américains, dont on connaît le peu de cas qu'ils font des populations latino-américaines, ont aussi coutume de légitimer la domination de leur pays sur ses voisins en affichant leurs rapports de chaleureuse amitié avec les dirigeants sud-américains parvenus au pouvoir et s'y maintenant à force de massacres de populations.

François Mitterrand considère-t-il donc que ces rapports d'amitié personnelle entre un Reagan et ses vassaux latino-américains suffisent à absoudre les crimes des dictateurs du Salvador, du Guatemala, de l'Argentine, et à faire le bonheur des populations latino-américaines ? Pourquoi ses propres accolades à un Bongo, à un Mobutu suffiraient-elles alors à faire le bonheur des populations africaines en proie à la misère et à l'oppression de ses amis les dictateurs ? En somme que reproche donc au juste François Mitterrand à Ronald Reagan ? De ne pas parler français sans doute ?

Alors que signifie en définitive la réunion à Paris de dictateurs africains sous l'égide d'un président de « gauche » ? Tout bêtement que la rhétorique du nouveau pouvoir français n'est qu'un masque destiné à dissimuler la vraie nature des rapports entre Paris et l'Afrique dite francophone, laquelle se définit, comme d'habitude, par la défense acharnée, sous la bannière de la ruse et du mensonge, d'intérêts de type impérialiste dans lesquels il est hors de question que nos populations, jamais consultées, mais toujours exploitées et spoliées, puissent trouver leur compte.

Il ne nous sert à rien désormais de prolonger l'illusion d'un pouvoir socialiste français différent des pouvoirs précédents de la Cinquième République ; nous devons le combattre avec tous nos moyens, comme nous avons combattu de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing.

Les nationalistes français de « gauche » au pouvoir aujourd'hui ne sont pas plus disposés que les nationalistes français de droite, leurs prédécesseurs d'hier, à lâcher la proie de leur domination en Afrique pour l'ombre des utopies de Marx ou de Jaurès. Comment pourrait-il en être autrement avec des gens qui ne rougissent pas d'édifier l'indépendance énergétique de leur pays sur l'uranium du Gabon et du Niger, avouant ainsi cyniquement que, à leurs yeux, le Gabon, le Niger et les autres Etats Africains Francophones, c'est encore et toujours la France ? Cela ne vous rappelle-t-il donc rien ?

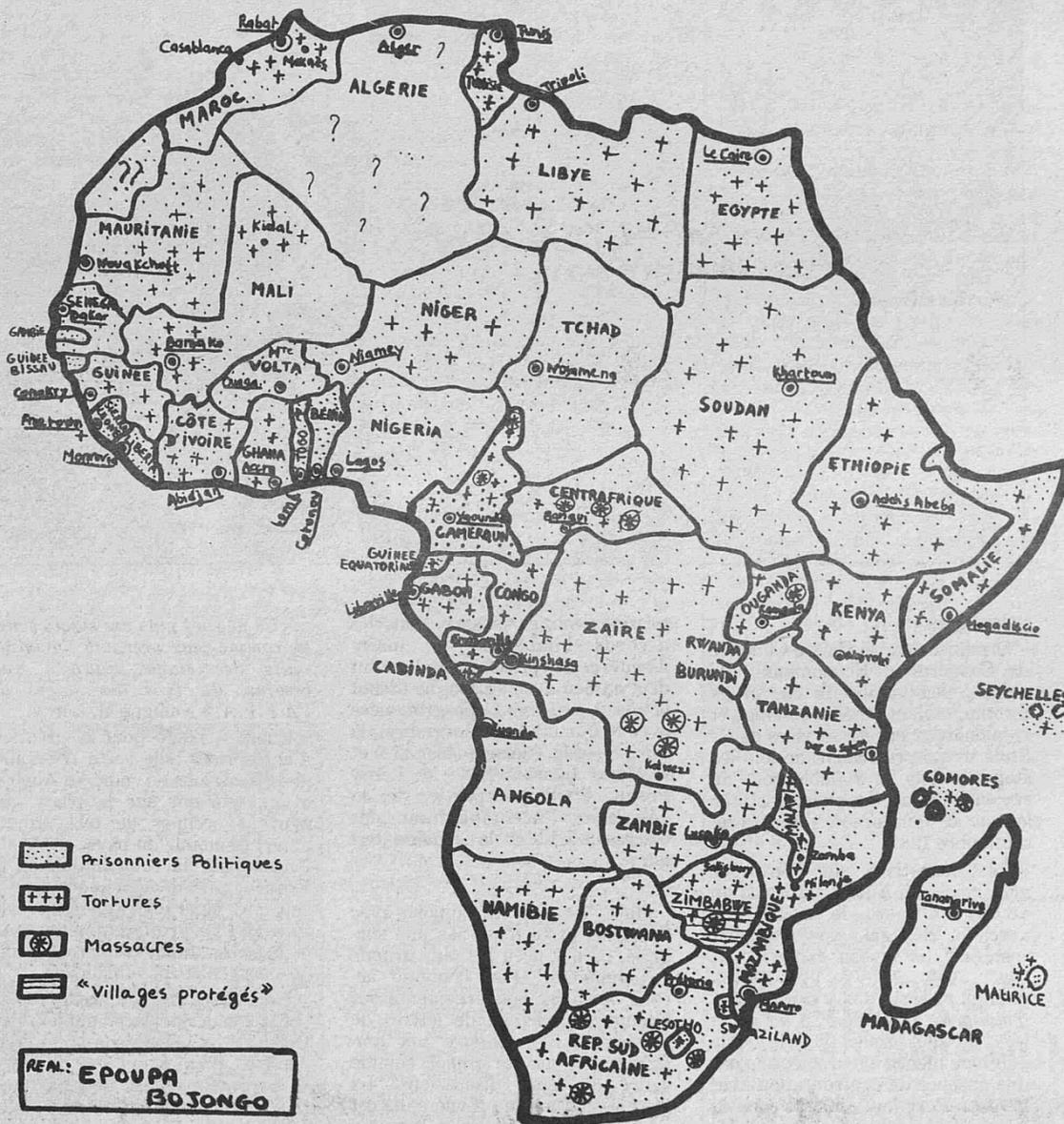
Mongo Betti
Directeur de la revue :

Peuples noirs - Peuples africains.

TRENTE-TROIS ETATS, COMBIEN DE PEUPLES ?

Le sommet constitue la 8ème Conférence des chefs d'état de France et d'Afrique depuis sa création en 1973. Cette année, outre les pays membres, assistent aux réunions treize pays venus en tant qu'observateurs. Cet élargissement du sommet est le fait de la

volonté de F. Mitterrand de ne pas limiter cette rencontre aux seuls dirigeants africains francophones, conformément à l'idée « qu'il est indispensable d'ouvrir beaucoup plus largement l'éventail des relations (de la France) sur le continent (africain) ». (1).



Les treize pays venus en tant qu'observateurs sont : l'Angola, le Cap-Vert, l'Egypte, l'Ethiopie, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Maroc, le Sao-Tome et Principe, la Sierra-Leone, le Soudan, la Tunisie et le Zimbabwe.

Les vingt pays-membres comprennent la France et 19 états africains, dont nous donnons la liste ci-dessous en indiquant, pour chacun d'entre eux, les « grands sujets de préoccupation » en ce qui concerne les atteintes au droit de l'homme selon Amnesty International (2) :

BENIN : détention sans jugement de dissidents politiques, emprisonnements à la suite de procès irréguliers, et application de la peine de mort.

BURUNDI : détention sans jugement de prisonniers politiques.

CENTRAFRICAINE (république) : Après le règne sanglant de Bokassa, l'arrivée au pouvoir de Dacko a permis des « progrès notoires » dans le domaine des droits de l'homme. Mais les prisons centrafricaines renferment encore des prisonniers d'opinion.

COMORES : détention de prisonniers politiques dans des conditions très pénibles (peu de visites, soins médicaux insuffisants, etc...)

CONGO : détention de prisonniers politiques dans des conditions très pénibles (peu de visites, soins médicaux insuffisants, etc).

CONGO : détention sans jugement de prisonniers politiques (dont 34 ressortissants de la province de Cabinda détenus depuis plus de quatre ans et demi).

COTE D'IVOIRE : rafles de ressortissants étrangers (Ghana) et détention dans des conditions telles que plusieurs sont morts, enrôlement de force de militants syndicaux.

DJIBOUTI : détention arbitraire d'opposants politiques et usage de la torture.

GABON : détention de prisonniers politiques et application de la peine de mort.

HAUTE-VOLTA : Rien à signaler.

MALI : emprisonnements politiques. Détention sans jugement d'opposants, exil et bague (mines de sel de Kidal) intérieurs assassinats politiques, mauvaises conditions de vie pénitentiaires, torture et application de la peine de mort.

ILE MAURICE : rien à signaler.

MAURITANIE : arrestation de détention sans jugement d'opposants politiques.

NIGER : rien de notable depuis la libération du président de l'Assemblée, Boubou Hama, et de l'ancien président Hamani Diori.

RWANDA : après les massacres ethniques (entre Tutsis et Hutus) de ces dernières années, règne une détresse apparente.

SENEGAL : arrestation sans inculpation de militants politiques.

SEYHELLES : détention sans jugement et mauvaises conditions de vie pénitentiaires (alimentation, hygiène, soins médicaux).

TCHAD : exécutions sommaires et disparitions de prisonniers capturés par les diverses factions politiques.

TOGO : arrestation et détention sans jugement, discrimination régionale (au détriment des ethnies du sud).

ZAIRE : arrestation et détention sans jugement des opposants, conditions de vie pénitentiaires pénibles (taux de mortalité élevé chez les prisonniers politiques et les personnes détenues sans jugement), exil intérieur, torture, assassinats politiques, fréquentes condamnations à mort et exécutions.

Cette liste montre que, malgré l'élargissement du sommet, il y a peut-être encore une grande absence : la démocratie. Rencontre des chefs d'état, certes oui, rencontre des peuples, certainement pas. Et ceux qui réclament (à juste titre) un nouvel ordre international fondé sur des rapports d'égalité et de justice, pourraient, à quelques exceptions près, commencer par instaurer ce nouvel ordre dans leur propre pays. L'instauration d'une démocratie réelle dans tous les pays est la condition sine qua non de toute tentative pour changer les rapports internationaux.

Jibé

(1) « Le parti Socialiste et l'Afrique sud-saharienne », publié entre les deux tours de l'élection présidentielle, mai 1981.

(2) « Rapport 1980 » et les autres publications régulières d'Amnesty International.

France - pays d'émigration

LA NOUVELLE POLITIQUE

Le gouvernement français a commencé une série de contacts et de discussions, appelée à se développer dans les semaines et mois à venir, avec les gouvernements du pays d'origine. Quels sont les grands axes de cette politique et quelles réactions a-t-elle suscité chez les gouvernements des pays d'émigration ? Sans Frontière s'en est entretenu avec Mr Thierry Leroy, chef du Cabinet de Mr Autain.



En prenant leurs fonctions, les nouveaux responsables ont hérité d'une situation marquée par la fameuse politique d'aide au retour, impulsée par Lionel Stoléro, et symbolisée par l'accord Franco-Algérien signé en septembre 1981 après de longs mois de négociations difficiles.

La partie française y exprimait, faut-il le rappeler, sa volonté d'aboutir au départ « incité » de trente cinq mille algériens par an. Les multiples déplacements de l'ex-secrétaire d'Etat visaient avant tout à faire avaliser cette politique par les pays d'émigration, peu désireux d'affronter un retour massif de leurs citoyens émigrés, ou, lorsqu'ils en acceptaient le principe, telle l'Algérie, n'étaient nullement préparés à en assumer toutes les conséquences.

Mais si la nouvelle politique se veut à l'opposé de la « politique du Million », elle veut par ailleurs, en retenir quelques aspects « positifs » bien que limités, surtout dans le domaine de la formation-retour.

Au Secrétariat d'Etat, on estime donc positif le travail de la commission inter-ministérielle mise en place en juillet 1978, et qui a réalisé plusieurs programmes de formation-réinsertion.

Présidée par Mr Fernand Laurent, cette commission avait multiplié les contacts avec les pays d'origine, pour examiner avec eux les possibilités de réinsertion, et en mettant en place, là où cela s'est avéré possible, des stages de formation pour les travailleurs

volontaires.

Organisée par la Caisse Centrale de Coopération Economique, ces stages, peu nombreux en fin de compte, étaient jugés trop longs et trop onéreux par les services de M. Stoléro, qui préféraient de loin les stages courts et à faible coût de revient, comme on a pu le constater lors de la signature de l'Accord de septembre 1981.

Ces tentatives qui ont par ailleurs abouti à la signature d'un accord (en cours de ratification) avec le Sénégal, sont souvent restées à un niveau exploratoire. Elles n'en restent pas moins, pour M. Leroy, des « expériences-témoins » à développer. A ses yeux, c'est le seul aspect positif de la politique menée et caractérisée par une absence de confrontation avec les pays d'origine. Ainsi les comités mixtes prévus par les accords de main-d'oeuvre se réunissaient rarement.

« Nous voulons insérer notre politique envers la population immigrée », observe M. Leroy « dans un cadre beaucoup plus global : celui de la coopération ; d'ailleurs il n'est pas interdit d'envisager, dans un avenir lointain de fonder en un seul ministère ces deux aspects et c'est pourquoi il nous faut, en plus des mesures arrêtées sur le plan français, créer un nouveau cours de relation avec les pays ».

C'est le sens de la suppression dans les prochains jours de la circulaire de l'aide au retour.

Par ailleurs, il est systématiquement demandé aux pays d'origine la réunion des com-

missions mixtes prévues dans les accords bilatéraux de main-d'oeuvre. Ces prises de contact ont déjà eu lieu avec l'Espagne (début octobre), ou sont programmées avec le Portugal (fin novembre), la Turquie et la Tunisie (décembre) et le Maroc (mars 1982) ; M. Leroy faisait d'ailleurs partie de la délégation accompagnant M. Cheysson à Rabat la semaine dernière.

Mais c'est dans les rapports avec l'Algérie, et ce n'est pas une surprise, qu'il y a eu les plus grands changements. D'un commun accord, les deux gouvernements ont maintenu l'échange de lettres de septembre 81 « malgré son ambiguïté et son origine » comme cadre de leurs discussions. La commission mixte prévue dans cet accord s'est réunie en juillet et a impulsé une série de rencontres de comités annexes spécialisés, dont les travaux ont rapidement avancé, puisqu'on aborde maintenant la phase de réalisation.

Formation, Aide à la création d'entreprises, et développement du potentiel de formation en Algérie sont les trois volets de cette nouvelle coopération. Un groupe permanent regroupant l'Ambassade d'Algérie à Paris et les administrations françaises est chargé d'harmoniser les demandes de formation-retour formulées par des travailleurs, les offres d'emploi des sociétés nationales algériennes et les stages possibles en France, et l'on prévoit le démarrage de certains stages avant la fin de l'année.

« Ce ne sont plus des stages courts, comme ceux prévus à l'origine, mais des stages adaptés aux besoins, du type des stages de l'A.F.P.A. » souligne M. Leroy.

Quant à l'aide pour la création d'entreprises, elle reste tributaire des discussions en cours en Algérie et qui portent sur la place que peuvent occuper de tels projets dans l'économie du pays, alors que l'accord sur la contribution de la France au développement des capacités algériennes en matière de formations professionnelles est déjà réalisé, tant sur le programme que sur l'enveloppe financière.

En dehors de cet accord, et à l'occasion des déplacements de Mrs Defferre et Cheysson à Alger, d'autres thèmes ont été abordés. Une formule évitant de faire deux fois le service militaire aurait été arrêté et va être publiée prochainement, alors que la question de la double nationalité de fait des jeunes immigrés nés après le 1er janvier 1963, n'a pas été encore abordée, les autorités algériennes ne montrant pas un quelconque empressement à en discuter. Le contrôle des « faux touristes » au départ de leur pays semble être aussi une des préoccupations du Secrétariat d'Etat où l'on penche vers un contrôle au départ du pays d'origine plutôt qu'aux frontières françaises. Les critères mis en place, par la loi votée au Parlement risquent de ne pas être totalement objectifs et efficaces, et « il vaut mieux », affirme M. Leroy, que la rigueur s'exerce au départ, si l'on veut maîtriser les flux migratoires »

SANS-PAPIERS

Les boîtes d'esclavage

Depuis quelques temps, les grèves des Sans-Papiers se multiplient, en particulier dans le secteur de la distribution de prospectus. A l'FHO compagnie spécialisée dans le dépannage rapide de plomberie, c'est mardi 3 novembre que l'affaire a éclaté.

La trentaine de Sans-Papiers qu'embaioie clandestinement l'EHO pour sa distribution de tracts publicitaires s'est en effet présentée ce jour-là dans les bureaux de l'entreprise afin d'obtenir un contrat de travail, conformément à la loi.

A l'intérieur, une surprise les attend : une soixantaine de personnes, composées d'ouvriers professionnels de la boîte et apparemment de quelques vigiles et membres des milices patronales, les entourent. Immédiatement les insultes fusent, notamment à l'encontre du représentant CFDT, les menaces (« Sales négros, personne ne sortira d'ici, il va y avoir des morts ! ») et des coups sont échangés.

Wali, le délégué CFDT, réussit à faire appeler la police afin d'éviter, pense-t-il, l'affrontement. Mais en arrivant, le commissaire Martin fait évacuer les Sans-Papiers entre deux haies de policiers, le tout accompagné de quelques brutalités et d'injonctions violentes.

Aussitôt, les grévistes s'installent devant la porte, improvisant un « sit-in » qui va durer toute la nuit.

L'Inspecteur du Travail, alerté, venu sur les lieux afin de confronter les deux parties, se fait menacer par le patron lui-même et il est contraint à repartir. Patrick Veille, attaché de presse de M. Autain, Secrétaire d'Etat aux immigrés, qui passe vers 18h30 ce même mardi afin de temporiser la situation, se fait menacer à son tour.

Les « miliciens » ayant eu quelques grenades lacrymogènes, multipliant les provocations, P. Veille demande à la Préfecture d'assurer la protection des grévistes, mesure qui se solde par la présence de trois ou quatre policiers placés en permanence sur les lieux. Protection pour le moins maigre, on en conviendra.

Au moment où nous bouclions, la situation n'avait pas évolué. Un meeting de soutien était organisé pour le jeudi 5 à 18h30, devant le siège de l'EHO, où les Sans-Papiers se préparaient à passer leur seconde nuit. Une plainte avait d'autre part été déposée par les grévistes à l'encontre de l'intervention de la Police et de la présence des « miliciens ».

Cette affaire illustre une fois de plus la gravité de la situation des « sans-papiers » et l'impossibilité qu'ils ont de faire reconnaître leur travail. Le gouvernement est coincé entre ses objectifs et le fait qu'il ne s'est doté d'aucun moyen concret pour faire appliquer sa loi. C'est donc, de façon absurde, aux immigrés eux-mêmes que revient la charge de faire appliquer une loi dont les carences ne sont plus à démontrer.

K.B.

M.W.

Dans le 18ème

DES IMMIGRES SQUATTENT UN ANCIEN CLANDE

Depuis le mardi 27 octobre les habitants expulsés de la rue Laghouat occupent un immeuble au 23 rue de la goutte d'or. Cet immeuble un ancien bordel fermé depuis 1979.

Cette occupation sera-t-elle suivie par d'autres ? quand on connaît la situation de l'immobilier dans ce quartier on est tenté de penser que cela peut se répéter au vue des conditions de logement dans la Goutte d'Or.

affaires, les couvertures, les matelas, les meubles étaient jetés par les fenêtres, je suis surpris de trouver une personne (après j'ai su que c'était l'huissier, M. Vergnes), qui me dit « ramassez vos affaires ». Je refuse, il me dit « vous inquiétez pas, je m'en occupe ». Je proteste et je lui demande qui vous êtes ? ». Il me dit : « Je suis de la police ». Je m'étonne qu'il ne soit pas en uniforme, il me dit « je suis commissaire de police. » Une demi-heure après, alors que tout était déjà démolé et saccagé, la police arrive, c'est là que j'ai compris qu'il n'était pas de la police et j'ai tout de suite témoigné devant la police que ce monsieur s'est présenté comme un policier ».

C'était le 12 Octobre alors que tout le monde était au travail, aucun préavis n'avait été donné aux habitants.

En fait, l'affaire de l'hôtel de la rue Laghouat est à plusieurs rebondissements, en effet, l'an dernier en décembre il y eut coupure de l'électricité par le gérant et même une première tentative de mettre les locataires dehors en murant quatre chambres dans l'hôtel. La SERTIP assigne les locataires en justice, et est obligée de se retirer car elle était en possession simplement d'une promesse de vente et n'avait même pas fait sa déclaration d'intention d'aliéner la démarche nécessaire à faire pour tenir au courant la ville de Paris qui a le droit de préemption (c'est la procédure normale), et comme dit Catherine du comité de défense du logement « leur demande au tribunal n'a pas marché, ils ont eu recours à une nouvelle offensive complètement illégale » « Le coup de Force » cela peut leur coûter un peu de fric mais ils récupèrent l'immeuble. Je pense qu'ils feront comme pour l'immeuble de la rue Léon, des deux pièces à 1 500 F et ce qui est sûr c'est que ce ne sera plus la

même la mairie trouve « le procédé inadmissible et scandaleux », le député socialiste a envoyé plusieurs lettres au Préfet de Paris et l'hôtel de Ville.

Le comité de défense de la Goutte d'Or espérait que les conseillers municipaux socialistes demanderaient une réquisition d'immeuble pour reloger les habitants. Il soutient que Jospin dans sa conférence de presse a parlé de cette réquisition. A la permanence de Jospin on parle surtout de réhabilitation. En effet le quartier est plein de logements où la situation est dramatique, où les propriétaires laissent se délabrer les immeubles, coupent l'eau, le gaz et l'électricité, et même laissent s'installer des joueurs de carte toute la nuit et dans certains cas la prostitution comme au 40 rue de la Goutte d'Or. Un moyen de dégoûter les habitants et les pousser à quitter les lieux.

La Mairie de Paris a proposé aux habitants un centre de sinistré : rue boudricourt dans le 13^e. Quotidiennement des démarches au député, à la Mairie de Paris, étaient effectuées, en même temps que les gars étaient obligés de passer par le 18^e arrondissement pour savoir quoi faire pour la nuit.

Les seules propositions de logement qui leur ont été faites, un foyer dans le 13^e à 850 F par mois, ou un foyer à St Germain en Laye ne pouvaient leur convenir.

« On occupe ici, dit Aïssa, on demande un logement ici ou ailleurs, mais dans le 18^e, c'est notre quartier ».

Pour cela il y a deux solutions possibles :

- soit les conseillers municipaux demandent à la Mairie qu'elle exerce son droit de réquisition de l'immeuble. Elle en a la possibilité pour un ou cinq ans afin de loger des gens en difficulté, contre une indemnité d'occupation.

- soit le propriétaire accepte de louer aux occupants.

Les habitants expulsés interviennent auprès des élus et demandent aux associations d'agir avec eux : le MRAP 18^e dénonce dans un communiqué « la situation qui leur est faite et qui anticipe sur le sort réservé aux habitants de la Goutte d'Or victimes de la spéculation immobilière. Il soutient leur lutte et demande qu'une procédure de réquisition soit entamée, comme l'envisageait L. Jospin au cours de sa conférence de presse du 13 octobre 81, pour permettre leur relogement ».

De leur côté, les résidents veulent aussi rendre la deuxième solution possible, ils veulent ouvrir un compte bloqué de manière à verser des loyers et afin de payer les charges d'électricité et d'eau.

Ils se déclarent prêts à prendre leurs responsabilités afin de montrer leur bonne volonté. Payer des loyers qui ne soient pas exorbitants et des conditions acceptables.

Situation délicate pour M. Lionel Jospin qui se trouve avec une demande de la part des habitants du quartier pour que d'une part il ne puisse pas y avoir de situation de fait accompli par les spéculateurs immobiliers, à partir du coup de force, ce qui serait un précédent dangereux et d'autre part, quoi faire afin de reloger les gens dans des conditions acceptables, et faire en sorte que le quartier ne change pas de population sous la pression de spéculateurs.

S.B.



KADER BLUES

Une fois n'est pas coutume, le verdict de Créteil condamnant le gardien Bellet et sa femme à 5 ans avec sursis pour l'assassinat de Kader (cf. S.F. n° 34) a provoqué quelques remous. Paulette Nevoux, jeune députée socialiste du Val de Marne, s'est exclamée : « je suis outrée par ce jugement. Je me pose des questions sur la justice de ce pays. Ce n'est plus une justice de classe mais de peau. Je connais parfaitement les cités comme celle où a été tué le jeune Kader. Je comprends le désarroi de ses amis. Je suis inquiète de leurs réactions possibles. Mais elles seront hélas légitimes ».

Ces amis, les « copains de Kader », s'organisent sur le terrain. Ils ont commencé par ouvrir un mini-local dans une cave pour discuter des suites à donner au procès. Entretemps, ils ont maille à partir avec la police intervenue illico presto pour défendre le boulanger raciste du coin qui a refusé de se faire interviewer dans le cadre du tournage d'un nouveau film super-8 par les jeunes. Malgré son fusil, il a pris un coup sur la tête, cependant qu'un jeune de la cité Couzy se fait inculper pour port d'arme (une matraque plombée).

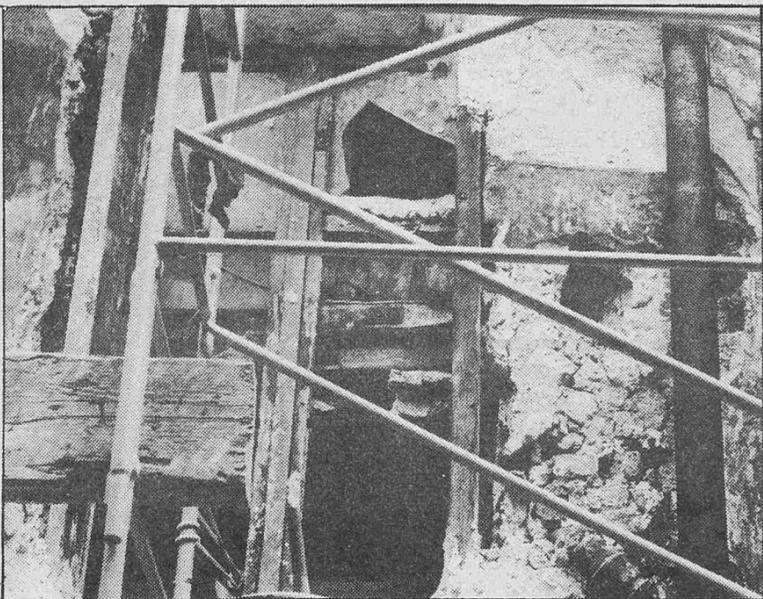
Ces amis se sont aussi manifestés

à Lyon. Vendredi soir d'abord, une vingtaine de personnes improvisent un rassemblement de protestation place Bellecour, sous le siège du Progrès. Samedi après-midi ensuite, place du Pont, le « Barbès » lyonnais, où cent à cent-cinquante personnes se sont réunies à l'appel de « Za'ama d'banlieue » pour manifester aux cris de : « ilotage, quadrillage, y'en a marre » et « flics, hors des cités ».

Quelques interventions au mégaphone rappellent les circonstances de l'assassinat de Kader et comparent les 2 mois et demi de prison ferme qu'a écoupé le gardien avec les quinze mois et demi de (plus des amendes s'élevant jusqu'à 6 500 francs) des jeunes coincés lors des rodéos. Dans les deux cas, la justice évoque la loi « Sécurité et Liberté », pourtant censée être abrogée.

Enfin, les manifestants rappellent que si « la prison n'est pas une solution » pour l'assassin de Kader, elle ne l'est certes pas non plus pour les jeunes qui eux, n'ont tué personne ! La manif se terminera par une brève occupation des locaux du « Progrès » pour imposer au minimum au principal quotidien local un communiqué qualifiant ses journalistes de « touristes de banlieue ».

Mogniss



Hôtel rue Laghouat, lors des travaux entrepris en octobre 80 par les habitants.

Moi le matin, je vais au travail, raconte Ammar, j'étais malade et j'ai demandé à sortir du boulot : j'arrive à l'hôtel vers 9 h, 9h30, je trouve le vieux, il a plus de 60 ans et deux autres locataires qui partent, j'ai pensé peut-être que c'était des travaux, c'est vrai cet immeuble est très vieux, cela faisait longtemps qu'on demandait des travaux.

Mais tout de suite, j'ai vu que les

population qui est maintenant à la Goutte d'Or qui pourra y habiter ».

Le coup de force du 12 Octobre a été unanimement désapprouvé le lendemain du saccage. Lionel Jospin, député du quartier a fait une conférence de presse devant le 6 rue FLaghouat pour dénoncer cette « expulsion brutale et intolérable » ainsi que « les actes de vandalisme, pour mettre les habitants devant le fait accompli »

Meeting de la M.T.I. REGULARISATION SANS CONDITIONS

Samedi 31 octobre à la Bourse du Travail, la salle Eugène Varlin est pleine de travailleurs immigrés.

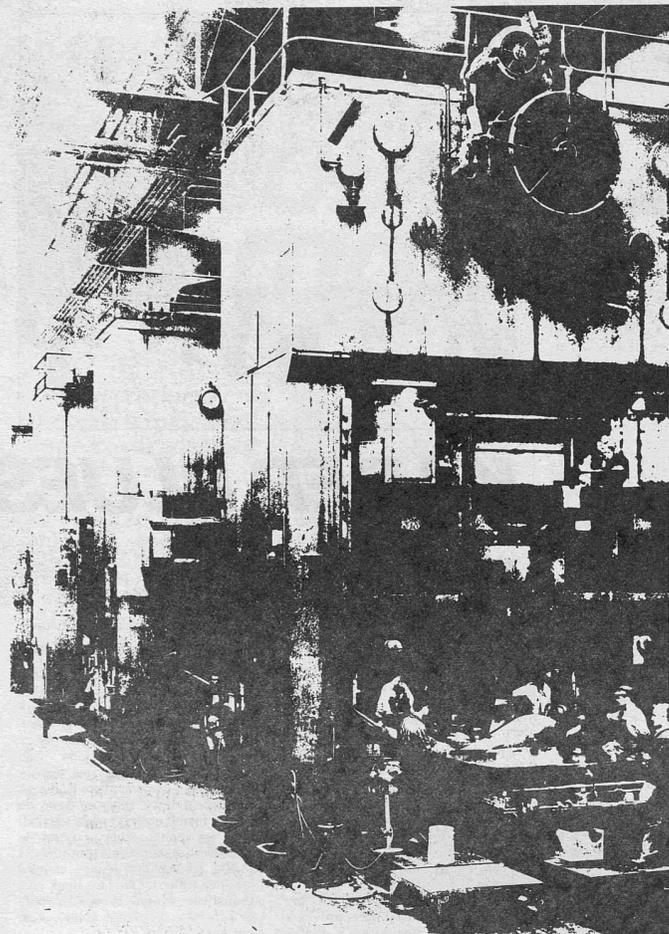
La Maison des Travailleurs Immigrés (M.T.I.) appelle à un Meeting pour la régularisation des « sans-papiers ». Le Meeting commence par le témoignage des principaux concernés : les « sans-papiers » Egyptiens, Tunisiens, Marocains, Mauriciens qui racontent leurs conditions. Une misère qui dure pour la plupart depuis des années : ils demandent « la régularisation sans condition » car la majorité des patrons ne veulent rien entendre, et ne veulent surtout pas délivrer de contrats.

Les responsables de la M.T.I. rappellent l'espoir que les immigrés ont mis dans l'arrivée de la chauche au pouvoir et exigent pour la partie la plus insécurisée des immigrés la

régularisation, tout en affirmant « nous ne pouvons accepter d'être mis devant l'alternative de l'insécurité du travail au noir et de l'expulsion ».

C'est dans une ambiance électrique que des dizaines d'interventions rappelant cette exigence minimum, exigence de dignité que les responsables de la M.T.I. traduit en Iranien, en Arabe, etc... ; Ces déclarations ont été applaudies à tout rompre par une assistance debout, mobilisée par une revendication unique rappelant étrangement les premiers mouvements des sans papiers des années 1972-1973, et cela tant au niveau du nombre que de l'enthousiasme des participants et de leur certitude que leur lutte est juste.

S.B.



Renault : il était une fois, UN TEST SOCIAL DANS UNE FORTERESSE OUVRIERE

Forteresse ouvrière, test social, bastion de la CGT, tout a été dit sur la grève de Renault-Billancourt, cette grève qui ne ressemble à aucune autre. Sa particularité est surtout d'être le premier mouvement social important depuis l'accession des partis de gauche au pouvoir, et de survenir dans une entreprise nationalisée.

Les règles du jeu s'en trouvent de ce fait totalement chamboulées. La direction par exemple, a tout intérêt à durcir le conflit, son objectif premier étant de poser le problème politique des nationalisations.

Le patronat trouve en effet dans ce conflit un terrain de prédilection pour lancer la bataille des nationalisations qu'il n'a pas encore digérées, si timides soient-elles. Paradoxalement, c'est la direction de Renault qui souhaite une intervention du gouvernement afin de forcer ce dernier à adopter enfin une position claire qui permette des réactions décisives.

QUELQUES CHIFFRES

On considère Renault comme le bastion de la CGT. Et pourtant, il faut savoir que Billancourt ne compte à peine que 10 % de syndiqués, dans une entreprise où la CGT a perdu environ la moitié de ses effectifs et n'a gardé que les postes clés. Au département douze, de l'axe même du délégué CGT, qui y fait pourtant la loi, le nombre de syndiqués atteint tout juste la centaine sur... deux-cent quarante OS.

En intervenant, en effet, le gouvernement ne peut que se porter préjudice : en soutenant les syndicats, il reconnaît implicitement que le principe des nationalisations ne résoud fondamentalement rien quant aux problèmes sociaux ; mais en les désavouant, il se met à dos la plus grande partie de ses alliés sociaux,

ainsi qu'une bonne partie de ses militants de base. La stratégie de la direction va donc être de pousser syndicats et militants à bout : lock-out divers, refus de négociations, propositions inacceptables, etc... acculant les syndicats à une attitude strictement défensive.

La CGT en particulier, se trouve prise dans un dilemme : de par leur appartenance politique, ils sont liés au gouvernement et ne peuvent pas sérieusement songer à le désavouer (voir les déclarations d'André Sainjon, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie : « Nous sommes particulièrement sensibles à la volonté du Président de la République de répondre aux problèmes sociaux » ; d'autre part, de par leur fonction sociale, ils sont naturellement soumis à la pression d'une base qui, lasse d'attendre de voir se concrétiser de vaines promesses, est capable d'entraîner les syndicats vers une indépendance toujours plus grande vis-à-vis du pouvoir, indépendance qui pourrait à terme déboucher sur une pratique autogestionnaire, chose impensable pour la CGT.

D'où l'intérêt pour les syndicats d'adopter une attitude modérée, appelant de toute urgence à la négociation. Il n'est que de voir les déclarations de Krazuki : « Pourquoi les choses devraient-elles cette fois prendre le chemin des conflits aigus de ces récentes années ? », ou celles d'A. Sainjon, plus explicite encore : « La CGT ne veut rien faire qui laisserait supposer un échec de la politique actuelle ».

D'où aussi pour les syndicats, la nécessité de contrôler totalement le mouvement. Ce n'est pas un

hasard si les premiers articles ne paraissent que le huit octobre, après la prise en main du mouvement par la CGT, après la journée d'action nationale décidée par cette même CGT. Il est capital pour la gauche au pouvoir que le mouvement ne s'exprime qu'à travers les organes officiels. La différence de langage entre la base et les instances dirigeantes est sidérante : « Nous ne comptons pas

travailleurs... et ceux qui luttent contre, n'hésitant pas pour cela, à provoquer ». Pour la CGT, il est également nécessaire que les négociations soient fragmentées, département par département, ce qui évite les mouvements désordonnés : « Pour faire avancer les choses, chacun doit lutter pour ses propres revendications », m'explique le délégué CGT de l'atelier 12, lorsque je lui demande pourquoi

renault : toute l'actualité se fera d'abord autour de la CGT, et à présent, à Sandouville où le syndicat « a la situation bien en main », comme l'explique un responsable. Qui aujourd'hui sait



C'est la dignité de l'homme qui est en jeu

sur le gouvernement, m'explique l'un des grévistes de l'atelier 12, il a d'autres chats à fouetter. Nous ne comptons que sur nous-mêmes. Nous sommes des ouvriers, pas des ministres. Pour nous, le changement de gouvernement ne s'est traduit que par l'absence des flacs, qui, en 75, étaient venus démanteler les outils. Pour le reste... »

A la question de la base « Si ça ne change pas vraiment, à quoi ça sert ? », la CGT et le PC répondent : provocation. « Nous ne tomberons pas dans le panneau, ni les travailleurs. La CGT continuera comme par le passé à mener une action responsable. Ce qui se passe à Renault ne résulte pas d'un mouvement spontané... » A Révolution, hebdomadaire communiste, même son de cloche : « Ce qui se passe chez Renault est révélateur de la différence entre ceux qui luttent pour les

département est à présent seul en lutte. C'est là qu'il faut voir « l'oubli » de l'atelier 12. Composé uniquement d'immigrés, les revendications exprimées sont assez différentes des réclamations traditionnelles de la CGT. Si la question monétaire a bien sûr sa place, elle n'est pas essentielle : « C'est une question de dignité. Nous refusons d'être traités comme nous l'avons été jusqu'à présent. Ici, c'est la dignité de l'homme qui est en jeu ».

L'atelier 12, celui des presses, l'un des plus éprouvants, où le conflit a démarré, pour tout le monde. La direction fait son possible pour envenimer les choses, la CGT canalise les revendications, et Marchais rappelle que la situation des OS a été l'un des thèmes principaux de sa campagne. Dans le même temps, alors que tous s'en réclament, l'atelier 12 est prudemment mis au

Marc Weitzmann
Fatima Belhadi

des immigrés dans une grève ...

UN DEPARTEMENT PERDU AU FOND DE L'USINE

Renault Billancourt après sept semaines de grève. Tous les ateliers ont à présent repris le travail, dans un calme très relatif, sauf un : le département 12, celui des presses, perdu au fond de l'usine.

Pourquoi ce département 12, composé exclusivement d'immigrés, est-il encore en grève ?

« Nous sommes en grève depuis sept semaines, m'explique l'un des grévistes, et on dirait que les médias ne veulent pas entendre parler de nous. C'est d'ici qu'est partie la lutte, nous sommes les derniers encore en mouvement, et pourtant, vous êtes les premiers journaliste qu'on voit ».

Effectivement, c'est de l'atelier 12 que tout a commencé, à la suite d'une rixe avec un contremaître, suivie d'une mise à pied de l'OS en cause. Les jours suivants, une série d'actions ponctuelles (et spontanées, contrairement à ce qu'affirmera plus tard la CGT) se déclenchent, dénotant la tension régnante, jusqu'à la grève des ateliers 14 et 74 qui bloquent la production. Les revendications, à la base, portent essentiellement sur les qualifications.

« On a subi des choses qui ne passeront plus, m'explique l'un des OS de l'atelier 12. On a beau dire que l'esclavage n'existe plus, on a bossé pendant des années comme des esclaves. Pourquoi n'avons-nous pas droit, nous, immigrés, aux mêmes qualifications que les français, alors que le travail que nous effectuons est le même ? »

La production arrêtée, le comité d'établissement réuni en catastrophe le 7 octobre pour examiner les mesures de chômage économique à prendre, est envahi par les grévistes, à l'initiative de la CGT, qui organise le même jour une action nationale.

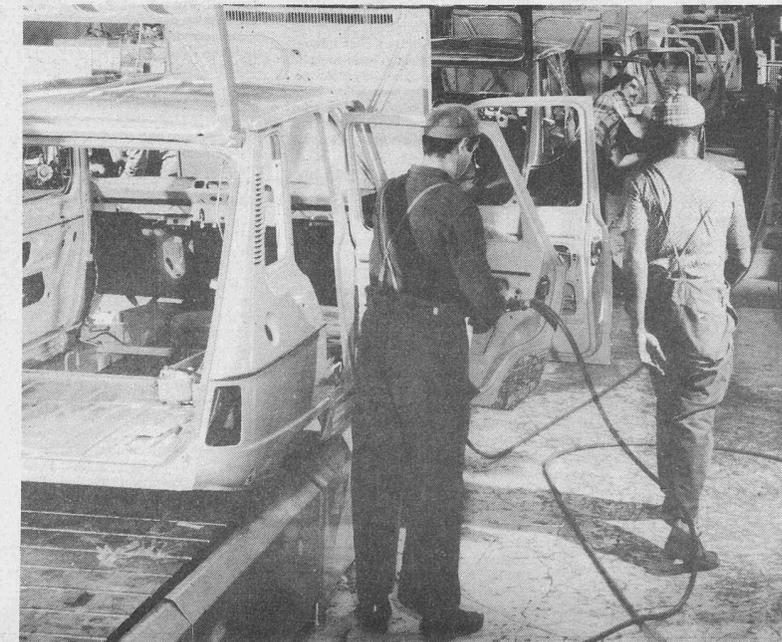
A douze heures, la direction annonce le lock-out, tandis que les syndicats, CGT et CFDT, demandent l'ouverture des négociations, et décident pour le vendredi suivant, d'un débrayage de deux heures. Le conflit est entré dans sa phase officielle. Incapable de réprimer les mouvements d'action sporadiques, la CGT a pris les choses en main et va très vite contrôler la situation dans cette entreprise qui a la réputation d'être l'un de ses bastions (A tort, voir encadré).

Le lendemain, la direction, revenant sur sa décision, reporte le lock-out, mais la menace de chômage pèse toujours. Dans les jours qui suivent, des rumeurs circulent : le gouvernement serait prêt à intervenir en faveur des grévistes. En fait, personne ne sait exactement sur quel pied danser, tout le monde est surpris par cette grève bouchon survenue en

plein état de grâce et syndicats et patronat marchent sur des oeufs. Le statu-quo se maintient jusqu'au 12 Octobre, date à laquelle la direction se déclare prête à ouvrir des négociations secteur par secteur.

Mais, annonçant dans le même temps, la mise en chômage technique de 4 000 ouvriers, la même direction déclenche un

véritable tollé d'indignation chez les grévistes ; on parle d'occupation des locaux. Autant de débordements qui, récupérés par la CGT et par une timide CFDT, ne se



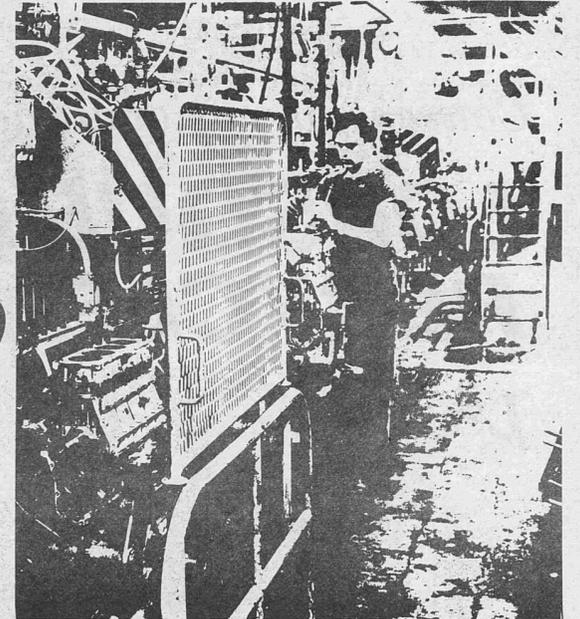
traduiront que par les deux heures de débrayage annoncés. Les propositions de la direction (une prime d'attente de 50 €/mois et la promesse d'examiner le cas des OS en novembre) sont refusées en bloc.

Le jour du débrayage, les positions des différents syndicats sont les suivantes :

La CGC désapprouve par principe la forme de lutte qu'est la grève, FO, qui surprend plus d'un par sa combativité pour le moins inhabituelle, défend le pouvoir d'achat.

La CFDT réclame la réduction des cadences, et du temps de travail, une augmentation des salaires et les énigmatiques « droits nouveaux des travailleurs » du rapport Auroux. La CGT quant à elle, réclame en plus des augmentations de salaires, une amélioration des conditions de travail et le passage des OS à l'échelon supérieur.

A la suite du débrayage, la direc-



tion formule de nouvelles propositions, à savoir cent francs de prime au lieu des cinquante primitivement annoncés, ce à condition que les grévistes reprennent immédiatement le travail. Cette dernière condition place les syndicats au pied du mur, les obligeant CGT en tête, à durcir le conflit en annonçant une grève générale pour le 22 Octobre, précipitant ainsi une éventuelle réaction du gouvernement, réaction qui, dans tous les cas, ne peut profiter qu'au patronat.

Jusqu'à la fin, la direction va ainsi jouer le jeu d'une vaine hésitation : après la journée du 22 Octobre, elle déclare accepter le principe de négociations globales (ce qui ne fait pas l'affaire de la CGT). Mais une journée de discussion ardue dont on avait espéré de toutes parts un résultat positif ne débouche que sur une nouvelle menace de grève générale.

Enfin, le 26 octobre, les propositions de la direction (octroi

d'une prime de 200 F aux OS du département 74, d'une prime de 150 F à tous les ouvriers, le passage en P1 de soixante OS du 74 - sans toute fois donner de dates précises quant à ce changement), sont soumises au vote et acceptées par la CGT, tandis que la CFDT soutient les derniers grévistes, estimant les propositions insuffisantes. Ce sera l'occasion pour la CGT de qualifier une fois de plus d'irresponsable l'attitude de la CFDT, qui n'ayant pas d'intérêt au gouvernement, peut se permettre une ligne plus dure que la CGT.

SANDOUVILLE

La CGT avait lancé pour lundi dernier un mot d'ordre de grève de 4 heures, qui a été moyennement suivi, si l'on excepte l'atelier de sellerie où la participation a été très forte et a « entravé gravement la production », selon la CGT. Les négociations devaient débuter le même jour, peu après neuf heures. Les syndicats demandent notamment la création de 160 emplois dans les chaînes de sellerie alors que la direction n'en offre pour l'instant que 10.

C'est ainsi que l'atelier 12 va se trouver isolé du reste de l'usine, dans une situation absurde : soutenu par le délégué CGT de l'atelier, il n'en est pas moins tacitement désavoué par l'organe central de cette même CGT, qui préfère focaliser l'actualité sur les événements de Sandouville ou, comme l'explique un responsable, « nous avons la situation bien en main ».

Les oubliés de l'atelier 12, quant à eux, (tous immigrés si on excepte le délégué CGT, le Big Boss alors que l'atelier ne compte pas plus de 100 syndiqués sur 240 OS) restent déterminés à rester en grève : « c'est une question de dignité, on ne cède pas ».

M.W.
F.B.

Convention nationale des français musulmans à Amiens

LORSQUE LA DROITE SE RECYCLE...

Lorsque on m'avait invité à assister à cette « convention nationale des français musulmans », je n'ai pas cherché à savoir quelle association en avait l'initiative ; j'ai renoncé depuis longtemps à essayer de recenser toutes les associations existantes - leur nombre dépasse les deux cents - leurs objectifs, et leurs divergences, qui peuvent tenir autant d'une différence d'analyse que d'une rivalité de personnes.

Dans ce maquis, où la surexploitation le dispute à la magouille, le mépris à la manipulations, *Sans Frontière* a tenté un autre choix : parler de cette réalité surtout en donnant la parole aux milliers et milliers d'enfants de « harkis », nés en France, marqués par une Histoire qu'ils n'ont pas choisie, si tant est que tous leurs parents aient pu faire un choix totalement libre. Leurs problèmes, leurs aspirations, et le rejet systématique dont ils sont l'objet, bref leur situation rappelle étrangement celle des enfants d'immigrés. Il était tout à fait naturel pour notre journal d'en parler, d'inciter à la rencontre pour la confrontation. Ce ne fut pas - et ce n'est pas encore - chose facile ; au poids de l'histoire de la guerre d'Algérie, s'ajoutent les difficultés des uns et des autres, l'ignorance mutuelle.

Mais en me rendant à cette rencontre nationale du 31 octobre, je m'attendais à quelque chose de

Des discours où la redondance du style fait écho aux phrases vides, des phrases qui se veulent imagées et qui sont simplement d'un autre âge... on se serait crus dans une assemblée de la Quatrième République - c'est du moins l'idée que je m'en fais - où se seraient égarés un Imam dévôt et quelques jeunes loups, fils de notables et futurs notables eux-mêmes...

Et puis les applaudissements... à tout bout de champs... toutes les cinq minutes, comme si chaque orateur avait ramené sa propre claquette... comme si on ne tapait pas assez des mains, un vénérable orateur « signalait à nos applaudissements » tel intervenant ou la présence de telle personnalité.

Quant au fond, là aussi, et à quelques exceptions près, rien de nouveau : de grandes envolées lyriques sur l'Islam, dont certaines dans un arabe littéraire que personne ne comprenait, des généralités sur la marginalisation de la communauté, des appels pieux à l'unité, et pour ne pas manquer à la tradition des petites attaques contre tel dignitaire religieux ou une association rivale.

J'avais l'impression de revoir un film déjà vu, mais auquel on aurait apporté quelques retouches, un remake sans originalité, et je commençais déjà à regretter mon déplacement. Mais Hocine se leva pour parler au nom de la centaine de jeunes d'Amiens massés au fon-

« pour connaître les raisons de la délinquance, il n'y a pas besoin d'aller chez le psychanaliste » ; ses conclusions augmentèrent la gêne des patriarches qui rendaient quelques instants avant leurs hommages aux « séraïl républicain » et à « la Nation Française ».

« Nous sommes Français-Musulmans, mais Musulmans avant tout, fiers de l'être et nous le resterons » dira Hocine avant de conclure « on nous a appris à l'école que nos ancêtres étaient les Gaulois, mais avec l'attitude raciale des pouvoirs publics, nous avons appris que nous sommes les descendants de ceux qui se sont arrêtés à Poitiers. Charles Martel est mort mais l'histoire continue ».

On était loin des discours à la gloire de l'Islam médiéval (comme ce poème en arabe classique parlant de la bataille de Badre) ou louant la fraternité avec les jeunes français de souche.

L'après-midi se traîna en longueur, ponctué de discours officiels et de leçons de morale à l'adresse des jeunes qui ne gênaient plus pour interrompre de temps en temps les orateurs ; à une sociologue, fille d'un notable local qui dissertait sur les chiffres, un jeune répliqua « nous aussi on est des chercheurs, mais de travail ».

La convention se termina sous les lustres de l'Hôtel de Ville, mais la rupture était dans l'air. D'un côté des jeunes qui en ont plus qu'assez, et de l'autre, des notables privés de leurs petits privilèges par la victoire de la gauche et qui tentent de se recycler, en prenant la tête du mouvement de colère qui se dessine. Car quant à ceux qui ont assuré les services d'ordres de la campagne giscardienne commencent à parler des « misères de la communauté » alors qu'ils ont collaboré depuis 1962, souvent d'une manière directe, on sent une vaste manipulation.

Cela fut encore plus clair lorsqu'un des organisateurs commença à parler du poids de l'électorat français musulman « qui fera la différence lors des prochaines séances électorales » ; on sentait alors qu'il s'adressait plus aux autorités présentes, dont un représentant du Secrétariat d'Etat aux rapatriés, qu'à la salle.

C'est là en fait la motivation profonde des organisateurs de cette convention : constituer une force de pression par rapport au gouvernement socialiste en adoptant sur toutes les revendications des positions très dures.

C'est le meilleur moyen de faire oublier leur rôle joué récemment encore aux côtés du pouvoir giscardien.

Le bruit fait autour de la question des archives et du service militaire n'a pas d'autres explications.

Kamal Belarbi

**Les archives : une question de principes**

Une manifestation organisée à Aix-en-Provence par « les grands démocrates », A. Joissain et le Bachaga Boualam, une cascade de communiqués alarmistes, des déclarations plus « solennelles » les unes que les autres, le monde des rapatriés serait en émoi, nous dit-on.

A l'origine de cette mobilisation deux affaires :

La question des archives, ramenées en France lors de l'indépendance de l'Algérie, et que ce pays revendique à juste titre, et plus récemment, le problème du service militaire pour les enfants de français musulmans.

Et comme par hasard, ce sont des gens issus de l'ex-majorité ou proches d'elle qui sont les plus actifs dans cette campagne. Curieux !

En outre, ces déclarations affirment presque toujours que tout est déjà décidé, que les archives, toutes les archives, vont être cédées, alors que les négociations rassurent que si transfert il y a, il ne mettra jamais en danger des personnes vivant en France ou en Algérie ; on peut mettre en doute ces affirmations, mais encore faut-il prouver le contraire.

Refuser le principe du transfert des archives - du moins de la partie nécessaire à la recherche et à la gestion du pays relève non seulement d'un combat d'arrière-garde, mais relève aussi d'une mentalité revancharde que l'on espérait en voie de disparition. Faut-il rappeler à ces ténors de « l'honneur national » que la décolonisation a bien eu lieu, non seulement en Algérie mais dans des continents entiers, que « le temps béni des colonies » est bien révolu !

L'histoire et le patrimoine de cet-

te époque est la propriété des ex-métropoles, mais aussi, et peut-être avant tout, celle des dizaines de millions d'ex-colonisés.

On peut et il faut, tout négocier : les modalités, la périodicité, et la nature exacte des documents à transférer mais on ne peut refuser le principe.

La question du service militaire a éclaté après une déclaration de Mr Courrières au Quotidien Toulonnais « *Var Matin* ».

Le secrétaire d'état aurait envisagé la possibilité pour les enfants des français musulmans de faire leur service militaire en Algérie.

Et la campagne reprit de plus belle. Comme si cette possibilité allait être obligatoire et généralisée, et qu'elle était d'ores et déjà adoptée.

Les animateurs de ces campagnes restent par contre étrangement silencieux par rapport à la politique mise en oeuvre depuis le 21 mai et qui entend privilégier les problèmes de scolarisation et de formation, et par rapport à l'ouverture des milieux officiels algériens quant au problème de la libre-circulation. Lors du récent déplacement de M. Gaston Deferre en Algérie, le gouvernement d'Alger en avait accepté le principe.

Ces campagnes qui ignorent sciemment les signes nouveaux, quoique timides, et privilégient les points de discorde ne nous semblent pas très saines, bien au contraire.

On voudrait raviver les vieilles haines, et bloquer le rapprochement des communautés, qu'on n'agirait pas autrement.

K.B.



nouveau. De toutes parts on m'avait dit, et nous l'avons écrit dans ces colonnes, que le vote français musulman avait, pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, basculé, et qu'ici et là, on sentait le vent du changement.

A cette rencontre, l'esprit du changement brillait par son absence, et d'abord dans la forme.

Qu'elles s'appellent convention, conférence, rencontre, ou pré-congrès islamique, ces réunions adoptent le même rituel.

Des organisateurs qui courent dans tous les sens, accueillent avec déférence « les personnalités »...

Une tribune où trônent les ancêtres...

de la salle. Il était visible que leur venue en force, et l'irrespect qu'ils manifestaient vis-à-vis du rituel ronronnant dérangeaient les organisateurs, que leur donnèrent la parole, mais à contre-cœur.

A la Tribune, Hocine laissa de côté son discours écrit, et avec ses mots à lui, il dressa le réquisitoire des pouvoirs publics, et implicitement celui des notables Français-Musulmans impliqués depuis vingt ans dans « la co-gestion de la misère » de toute une communauté. Ses formules crues résonnèrent chez les jeunes venus de l'Essonne, Rouen ou Drancy, chercher la solidarité « à seize ans et un jour, on nous jette de l'école »

Tunisie : la liste du Front National rafle tous les sièges « PAS UN STRAPON TIN POUR L'OPPOSITION » !

La Tunisie a voté. Le Front National a rafilé tous les sièges.

Et comme l'a dit le Chroniqueur de France Inter :
« le Parti n'a même pas prévu un strapontin » pour l'opposition.

Il est difficile de faire le point sur le déroulement de cette journée.

Mais un certain nombre de témoignages, provenant en grande partie des membres de l'opposition éclaire mieux, les conditions dans lesquelles cela s'est passé.

Un fait est plus ou moins établi et confirmé par les journalistes qui étaient présents : les membres de l'opposition qui devaient contrôler les bureaux de vote ont été obligés d'aller chercher une autorisation le dimanche même, désertant ainsi les lieux...

Ces incidents s'étant renouvelés, les trois partis ont tenu une conférence de presse le dimanche même à 16 heures pour dénoncer ces irrégularités. Ils ont ainsi décidé de se retirer de tous les bureaux de vote, laissant les membres du Front National, seuls responsables des urnes. Il s'agit là d'un certain nombre de faits.

Leur interprétation est différente. Pour le ministre de l'Intérieur, l'opposition cherchant une mauvaise querelle et voyant que son résultat allait être décevant a décidé de se retirer.

Pour l'opposition, le Pouvoir s'est affolé, dès la matinée, en constatant l'énorme écho des bulletins verts en particulier ceux du M.D.S. de M. Mestiri et avec moins d'acuité ceux des autres partis de l'opposition. C'est ainsi, toujours selon des témoignages de l'opposition, qu'il fallait réagir pour changer le cours des élections, et cela en utilisant tous les moyens pour éloigner les contrôleurs de l'opposition des urnes.

A partir du moment, où ces contrôleurs avaient quitté les lieux, tout était donc joué.

Le leader du M.D.S., M. Ahmed Mestiri a demandé dès le lendemain à rencontrer le Président de la République garant de la Constitution pour le mettre au courant



de ce qui s'était passé la veille.

Il a tenu mardi une conférence de presse pour tirer les « conclusions de cette grande première ».

Il a pris acte des « violations de la loi », en affirmant que « les résultats proclamés ne reflètent en rien les choix du pays réels. »

Il a par ailleurs ajouté que la nouvelle assemblée n'étant pas différente des autres, « il nous faut bien constater que rien n'a changé dans les moeurs politiques de notre pays ».

Ces graves accusations portées contre le Pouvoir, par un des membres les plus influents de l'opposition vont encore peser sur la vie politique du pays.

Les « résultats » semblent indiquer les limites bien réelles de l'ouverture politique.

Il reste bien sûr, à se demander à qui profitent ces incidents ?

Car le statu-quo entre les différentes tendances qui sont au pouvoir est maintenu.

Les élections ont prouvé que la « tendance dure » au sein du gouvernement et du parti était toujours là, dans le coup et prête à tous les coups, quitte à porter atteinte à la crédibilité des engagements pris par le premier ministre et par cela même à « sa » politique d'ouverture.

A cet égard, il serait intéressant de connaître les réactions de jeunes députés qui viennent d'être élus sous la bannière du Front et qui se retrouvent eux-aussi quelque part « piégés ».

Sans parler de ceux qui vont représenter l'U.G.T.T. et qui vont constituer un groupe à part.

Leurs positions seront déterminantes dans les jours à venir pour l'avenir de l'Assemblée Nationale et du pays lui-même.

M.D.

La démocratisation étranglée

Si le peuple un jour désire la vie », disait-il il y a une vingtaine d'années le plus célèbre des poètes tunisiens, Aboul Kacem Chabbi, il faudra bien que le destin y réponde.

Le destin de ce pays s'est en effet joué dimanche dernier, son destin pour les années à venir en tout cas.

Le monde entier était braqué sur les élections législatives, les cinquièmes du genre depuis l'indépendance, car pour la première fois l'opposition y était présente.

Les tunisiens étaient tous braqués sur ces drôles de couleurs qui symbolisaient enfin pour l'électeur la possibilité d'exprimer un véritable choix, et d'exercer ainsi le minimum des droits d'un citoyen.

Ils étaient enfin reconnus, après vingt ans de souveraineté, mûrs pour exercer ce droit.

Il était temps.

Et tout le monde avait applaudi cette initiative, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Tout le monde souhaitait au premier ministre actuel, M. Mzali « bon vent », car les vents contraires étaient toujours là, et personne n'allait se douter que le

navire allait échouer de cette manière...

Sur une plage déserte où il n'y aura pas un seul membre de l'opposition présent. Où en sera seul, entre gens du même bord pour se lancer les mêmes « flagoneries », qu'on entend depuis vingt ans.

Pour se retrouver, seuls, à cent trente six députés du Front National, afin de juger des actes et des intentions d'un gouvernement, qui les a désigné...

Pour faire semblant de croire qu'on est « élu du peuple » et son représentant...

Alors qu'on était là présent un certain dimanche, en ce premier jour de novembre, au moment où les contrôleurs (ou pour être plus précis les scrutateurs) de l'opposition avaient été obligés de quitter les lieux...

Alors que tout était possible jusque là...

Un ordre est arrivé. Il a été donné. La Tunisie avait basculé dans un sens contraire. Les urnes pouvaient être remplies de rouge. Ou vidées du vert ou du bleu. Qu'importe...

« On » avait décidé de briser ce processus démocratique. M. Mestiri a raison d'insister sur la responsabilité du premier ministre, qui s'était

engagé personnellement, lors de leur entrevue le 26 octobre dernier, pour garantir la régularité des élections.

Il a par ailleurs accusé les gouverneurs (préfet) et le ministre de l'Intérieur, en personne d'avoir « falsifié » les résultats du scrutin.

C'est ce qui a déterminé une partie de l'opposition à y participer. Les « résultats » donnent tort aux « légalistes ». L'autre partie, qui a refusé les conditions du pouvoir doit se frotter les mains.

Le mouvement des intégristes, dont les leaders sont toujours en prison, sortira-t-il comme le vainqueur moral de ces élections ? La question mérite d'être posée.

Les Indépendants, réticents, quant à eux voient leurs analyses justifiées. Les accusations portées par M. Mestiri contre le Ministre de l'Intérieur en personne sont trop graves pour ne pas donner lieu à des suites.

Le futur parlement, même si sa légalité ne sera pas mise en cause, n'en perdra pas moins de sa légitimité. Le printemps de Tunis ne veut décidément pas éclore. Tant pis pour les poètes et les rêveurs !

Mejid Daboussi « Ammar ».



1- LA MARTINIQUE, QUELQUES ANNEES AVANT L'IN- DEPENDANCE

« Sans Frontière » *entreprend une série sur les indépendantistes Martiniquais et la situation à la Martinique.*

La situation politique avant et après la victoire de la gauche dans le camp indépendantiste comme dans le camp des « ex-autonomistes » reste confuse.

Deux blocages essentiels : une colonisation quasiment « réussie » surtout après la loi sur le départementalisme (1947) votée unanimement par la gauche martiniquaise de l'époque et un mouvement indépendantiste divisé.

En fait ce mouvement est à l'image de tout ce peuple qui émerge à peine à la conscience nationale. La France n'a pas seulement colonisé, elle a marqué au fer rouge comme au bon temps de l'esclavage, cette population insulaire qui a pour horizon la mer et comme destin la France à coups de subsides de toutes sortes (allocations, primes de vie chère). Elle maintient artificiellement une économie en déclin depuis vingt ans. Aujourd'hui ceux qui aspirent à une autre destinée pour leur pays ont à casser plusieurs verrous qui se nomment aliénation, désorientation culturelle, politique et économique. Le peuple martiniquais grâce à la puissance colonisatrice est passé en trente ans, d'un état de sous-développement à un état de relative aisance sans n'avoir presque pas participé à cet effort de développement.

La « France généreuse » a construit routes, hôpitaux, écoles, a donné du travail surtout dans le secteur tertiaire, injecté ses francs sans y prendre garde. Elle a rempli les ventres pour affamer les esprits.

Le mouvement indépendantiste doit composer avec ce peuple habitué à tout recevoir. Pour l'instant, la gauche française consciente du fait qu'en masse le peuple martiniquais avait voté à droite, malgré le fort taux d'abstentionnistes (bien que cet abstentionnisme soit une forme de désintéressement au politique) joue sur du velours. Depuis le 10 mai le nouveau secrétaire d'état aux DOM

et TOM, Henri Emmanuelli a visité deux fois ce pays. Son discours fut rassurant, en clair, il disait « nous ferons autant si ce n'est mieux que l'ancien régime ». Au dernier voyage d'Emmanuelli en octobre, une affaire défraya la chronique politique. Deux jeunes gens Seitu et Login, plutôt dans la mouvance indépendantiste avaient entamé une grève de la faim pour deman-

grévistes se sont arrêtés après 25 Jours, pour exécuter les ordres français. Que dire de cette grève de la faim de Case Pilote si ce n'est deux choses. Même si on est indépendantiste et extrémiste, c'est encore à la mère patrie qu'on s'adresse pour régler des problèmes locaux. Et surtout on reste dans le cadre de la légalité, car c'est après une tentative in-

qu'aujourd'hui beaucoup dans le camp de la gauche et de l'extrême gauche pensent qu'on peut dialoguer avec le nouveau régime.

CABORT MASSON ; INDEPENDANTISTE, LA QUARANTAINE.

C'est dans ce cadre que certains indépendantistes doivent lutter.

colonialiste Martiniquaise (O.J.A.M.) Il ne fut pas non plus militant d'une organisation d'extrême gauche française, cet espèce de militant qui, une fois rentré chez eux, essaient de recréer une « orga » qui s'inspirerait celle de Paris, du temps de leurs études... Sa politisation, il la doit en partie à la guerre d'Algérie ; à cette époque, Cabort-masson était officier à

Cé pèp-la li mim ki ké fouté colonialis francé déré

la voix du peuple

N° 20
1/20

IL TE FAUT CHOISIR
rester esclave ou préparer
la lutte de libération nationale

Il est clair que l'imperialisme français est en ruine. L'Etat colonialiste français bureaucratique au maximum des dernières colonies, il cherche par tous les moyens à continuer cette décolonisation en développant...

Nécessairement cet écrasement du peuple s'accompagne d'un gaspillage effroyable.

GASPILLAGE
GASPILLAGE de TRAVAIL: près de 70000.

MATINIK

ORGANISONS LE MOUVEMENT PATRIOTIQUE MARTINICAIS

**1978
LA GAUCHE SERA-T-ELLE AU POUVOIR?**

Le seul espoir pour la gauche martiniquaise d'accéder à l'autonomie, ce serait l'arrivée de la gauche française au pouvoir en France. Car la gauche locale n'a nullement l'intention de "conquérir" l'autonomie pour les martiniquais au "dona" comme un pourboire. Il nous faut donc regarder à la gauche française, vers un pouvoir et ce qui se passera pour nous. Pour cela il faut considérer 3 facteurs:

1- LA SITUATION INTERNATIONALE: Vous imaginez que le syndicat des salariés à la Poste de Genève, le Général sera forcé d'appeler Mitterrand comme premier ministre et les plus millions ajoutent encore "Et s'ils mitterrand pour appeler que le programme commun" ? C'est oublier que c'est DE GAULLE qui a fait la constitution. C'est le PRÉSIDENT qui a le pouvoir réel.

LE PREMIER MINISTRE NI LE PARLE NI EN A ANCIENT

Le peuple n'est pas les grands ministres (POMPIDOU et même BARRE) ont été choisis par l'Assemblée de la majorité et même un cabinet des ministres.

2- LA SITUATION INTERNATIONALE: Vous imaginez que le syndicat des salariés à la Poste de Genève, le Général sera forcé d'appeler Mitterrand comme premier ministre et les plus millions ajoutent encore "Et s'ils mitterrand pour appeler que le programme commun" ? C'est oublier que c'est DE GAULLE qui a fait la constitution. C'est le PRÉSIDENT qui a le pouvoir réel.

LE PREMIER MINISTRE NI LE PARLE NI EN A ANCIENT

Le peuple n'est pas les grands ministres (POMPIDOU et même BARRE) ont été choisis par l'Assemblée de la majorité et même un cabinet des ministres.

LAMENTIN MYSTERE
AUTOUR du STADE

Il est curieux que dans une petite ville comme le Lamentin, les dirigeants, à différents niveaux, s'arrangent bien pour créer un épais mystère autour d'une question comme celle du stade qui, naturellement, passionne la jeunesse et la population s'intéressant au foot ball.

Une chose est certaine: depuis le début de la saison le stade est fermé juste au moment où le SPORTING et l'...

l'Autonomie → p.2
KI MANNIË NOU KÉ NI-17 KI MOUN KÉ PROFITÉ? KI MOUN KÉ PRAN FÉ?

VAGUE DE CALOMNIES CONTRE CUBA → p.3

SPORT & CULTURE → p.4
ÈKRKI! CONTE LAMENTINOIS → p.4

1,20 F.

1er MAI CE N'EST PAS ENCORE LA FÊTE POUR NOUS

Le PREMIER MAI, fête du Travail, dit-on... Dans cette Martinique sous la botte colonisatrice COMPTEN travaillent et produisent encore? PROLETARIAT ! Un accord à long terme de FR3 ; TANT d'oubliés vintés de COLAS de la SNET... Tant de dockers, de camionneurs, de métallurgistes, à vivre à cause de la décolonisation... PAYSANS! Tant de petits planteurs de cannes; de petits cultivateurs de légumes à vivre abandonnés par les moyens de production (ouverts, engrais) inégalement coup vintés...

OU EST LA FÊTE DU TRAVAIL ? Fête d'une minorité ? Fête pour quelques privilégiés ? QUI PATRONNE cette fête ? Ces vieux conseils de la déroute...

Deux des premiers journaux indépendantistes. Le drapeau indépendantiste est : rouge - vert - noir.

der au gouvernement français d'envoyer une commission d'enquête contre le maire corrompu de Case Pilote, commune du Nord Caraïbes. Le gouvernement (le préfet) a répondu très clairement : « constituez vous partie civile, c'est à dire, attaquez le maire devant la justice française ». H. Emmanuelli n'a pas démenti son préfet et les

fructueuse d'occupation de la mairie ces jeunes martiniquais ont décidé de faire la grève de la faim, et c'est aussi parce qu'ils n'ont pas obtenu satisfaction du gouvernement qu'ils se sont sagement rangés à la décision de ce dernier. Les exemples pullulent où les luttes s'éteignent comme feu de paille au moindre obstacle, d'autant plus

Cet homme a eu un itinéraire tout à fait particulier dans l'échiquier politique martiniquais. Il n'est pas un ancien du P.C.M. ; bien qu'employé à la mairie de Fort de France depuis dix ans, il n'a jamais flirté avec le parti de Césaire le P.P.M. Il n'a pas non plus, contrairement à d'autres de sa génération, fait partie de l'Organisation de la Jeunesse Anti-

Saint-Cyr, il désertera et soutiendra les algériens. Une fois retourné en Martinique il pêche, se bat pour une organisation indépendantiste martiniquaise non affiliée à une organisation mère française. Il participe à des groupuscules et journaux indépendantistes. Il pose la question de la lutte armée dans une colonie. Il publie des brochures de propagande.



TOUT COMMENCE PAR UN PROBLÈME DE VESTE ET DE CREOLE

SF : *Peux-tu retracer ton itinéraire politique depuis la prise de conscience diffuse (les actes de révolte individuelle) à la prise de conscience en lumière, l'engagement politique.*

Cabort Masson : *Il faut comprendre une chose en Martinique pour les gens de ma génération. Nous vivions très normalement, nous faisons nos études. Avant de partir en France, je n'avais jamais eu l'occasion d'assister à un meeting, ni même d'écouter Césaire ou un type du Parti Communiste. J'étais complètement aliéné. Je ne connaissais pas les mots impérialisme et colonialisme. Mon premier conflit, je l'ai vécu à l'école ; j'étais un normalien. Ma carrière était assurée, mais je ne voulais pas arriver en classe en cravate et-veste.*

J'avais des élèves petits et je voulais les intéresser, leur communiquer le savoir en créole. Cela me venait spontanément. Les Inspecteurs n'ont pas voulu et ils ont vite fait de m'éliminer de l'école. Dès le départ ma carrière fut compromise pour une question vestimentaire et linguistique. J'ai décidé de partir et de continuer mes études en France. Une fois en France j'ai voulu poursuivre des études universitaires. Avec mon contrat décennal de normalien je ne pouvais pas. Ils ont voulu me rapatrier ».

L'homme réfléchit en s'écoutant raconter cette jeunesse somme toute banale pour un colonisé. La scolarisation, la promotion sociale se paient souvent très cher dans ces contrées. Il décide de s'engager dans l'armée. Il va au Fort de Vincennes. Cela se passe à la fin des années 50. On le dirige vers le centre de colonial de Melun : il est noir, martiniquais, il doit dix ans à l'état, seule l'armée coloniale peut le sauver. A ce centre il rencontre beaucoup de petits cadres français qui pensent qu'il est à sa place, car d'après eux il possède un baccalauréat africain.

C.M. : *Ils pensaient ainsi puisqu'ils ne savaient pas que la Martinique n'était pas en Afrique. Ils ont fait tout ce qu'il fallait pour me brimer, surtout ils ne comprenaient pas que je puisse donner des cours de français aux « Chtimis » les français du Nord.*

Au bout de quelques mois j'étais assez pris en grippe par ces messieurs... Mais je ne voyais pas encore le racisme. Je voyais seulement qu'ils étaient envieux, jaloux. J'ai eu une espèce de rébellion, je suis allé voir le capitaine, je lui ai dit que je me suis engagé dans l'artillerie ; soit vous m'y envoyez, soit je m'en vais. J'ai donc été muté à Chalons sur Marne dans une école d'artillerie, où je suis tombé sur un officier français, un espèce de bonhomme qui buvait beaucoup. Il avait fait l'Indochine et m'expliquait que l'armée française y perdait tous ses

officiers... Alors comme j'avais des diplômes ils m'ont proposé de faire Saint Cyr.

A Saint Cyr, il rencontre d'autres compagnons de galère, des petits nobles français, des Voltaïques, des Marocains, des Algériens. Il lit pêle-mêle « l'Humanité » et « Aspects de la France »

On préparait tous ces messieurs, futurs galonnés à la guerre d'Algérie.

Mais au contact de ces autres nationalités, il prend conscience du problème de souveraineté nationale.

L'ÉPISEME OU ÉPOPEE ALGÉRIENNE

C.M. : En fait la question politique réelle a commencé en Algérie. C'est en Algérie que j'ai tout compris : c'est cette appréhension du phénomène algérien qui fait ce que je suis ce que je suis aujourd'hui.

J'ai vu comment les Algériens avaient une dimension qui n'était ni française, ni martiniquaise non plus.

Pourtant l'Armée faisait son travail comme en pays conquis, mais on voyait bien que c'était une armée étrangère. Tous les stigmates du colonialisme français se révélèrent en moi. Je voyais bien que cette guerre n'était pas la mienne. La situation en Martinique était la même.

Abrégeons volontairement l'épopée algérienne.

Cabort Masson trouvera pour désertir des camarades martiniquais déjà organisés. A leur contact il se familiarisera avec les journaux de gauche et les problèmes martiniquais. Pris en charge par l'ALN (Armée de Libération Nationale, il va se frotter aux problèmes de la libération d'un peuple colonisé : les problèmes de tendance dans le mouvement de libération, la querelle sino-soviétique, etc...

Mais il précise bien aux algériens en lutte qu'il n'a pas quitté l'armée française pour combattre auprès d'eux en tant que mercenaire mais en tant que Martiniquais.

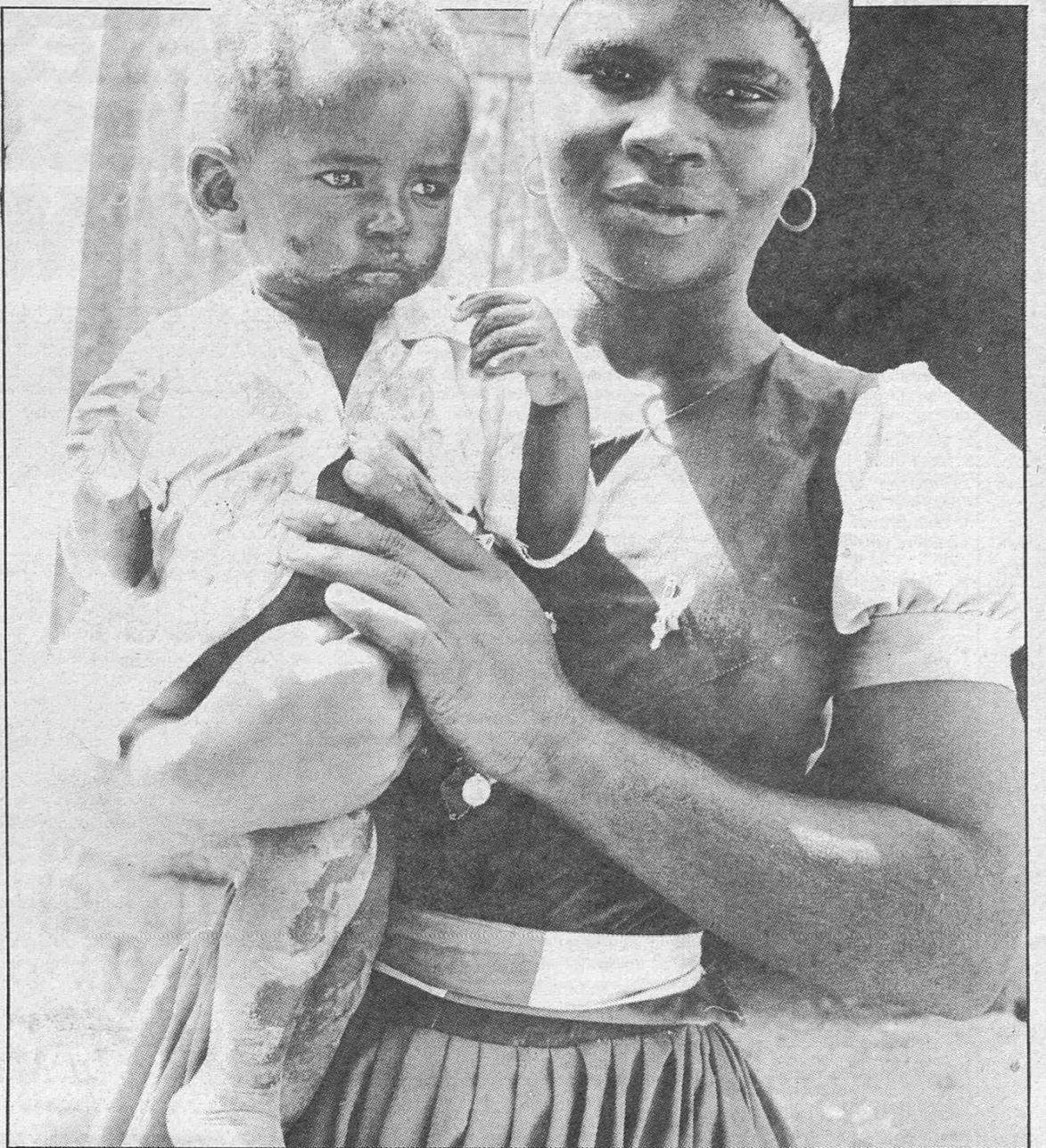
Cette expérience algérienne, il n'oublie pas que son peuple aussi fut écrasé. L'Algérie lui a beaucoup appris, il reconnaît avoir fait un progrès politique spectaculaire au contact de ce peuple du Maghreb.

1970, il rentre en Martinique avec le contact de la révolution algérienne, sa conscience politique n'a pas eu le temps comme pour bon nombre d'autres révolutionnaires martiniquais de passer par le stade de l'autonomie « démocratique » « populaire », etc... Il pense d'emblée à l'indépendance de la Martinique.

Pendant son séjour algérien qui a duré 8 ans, il en profite grâce à des hommes comme Blérald et Boukman d'apprendre la réalité politique, économique de son pays.

Les affaires de l'OJAM (Martinique 1963) et du GONG (Guadeloupe 1966) le radicalise encore plus.

Début 1970, il est donc en Martinique, il rentre en contact avec le premier mouvement indépendantiste martiniquais MLNM (mouvement de libération nationale de la Martinique). Les années 70 voient surgir en Martinique plusieurs groupuscules indépendantistes (GS 70 Maronneurs du Gros Morne-GAP Rassemblement de Saint-Joseph, Parole au peuple). Les groupuscules connaissent leur haut fait de guerre en 1974 avec la grande grève des ouvriers agricoles.



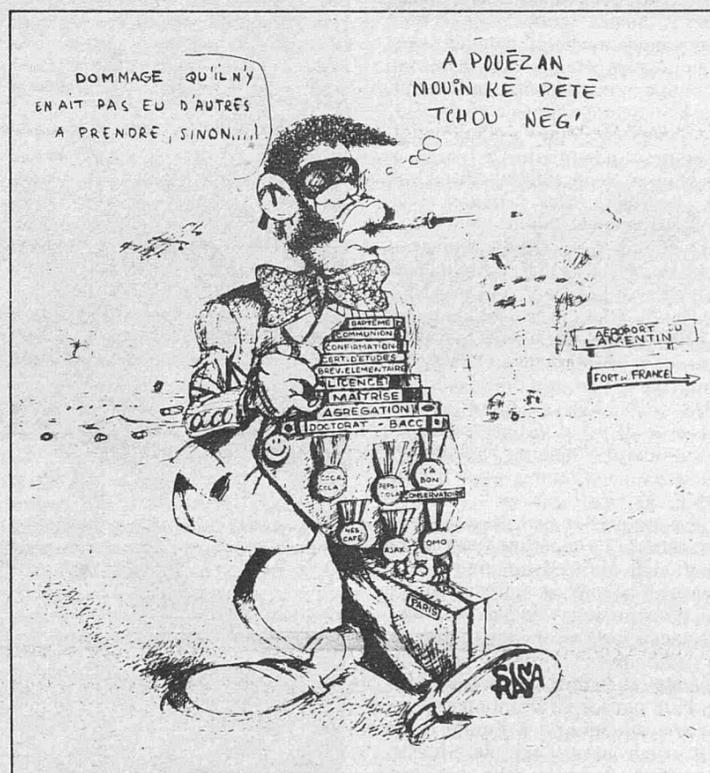
Cabort Masson retourne dans sa commune et crée le rassemblement de Saint-Joseph (une commune du centre R.P.R. jusqu'à aujourd'hui). Avec ses camarades ils se battent pour des problèmes immédiats de la population (eau, électricité), ils

Sur l'échec de Chalvet, la dernière grande manifestation du mouvement indépendantiste, il a des mots amers mais sereins : « Je pense que l'échec de Chalvet est dû à des causes internes et externes du mouvement révolutionnaire chez

tiniquaise, ils veulent que ce soit la Martinique qui se plie aux schémas de l'extérieur. Tout ce qui s'est fait depuis 1970 est bien, à part que les organisations tombent dans le praticisme, le réformisme et l'électorisme. Il y a une leçon de Lénine que nous n'avons pas comprise : ça ne sert à rien de faire tout cela si notre action n'est pas éclairée par une stratégie et une théorie de la conquête du pouvoir. Alors nous pouvons continuer à nous battre chacun pour son organisation ou pour se faire voir, ça ne changera rien à la situation »

1981. Pour Cabort-Masson, rien n'a changé ; chacun recommence à faire ses petites choses dans son coin. Mais d'après lui la nouvelle génération de Martiniquais a changé, elle n'a plus besoin d'aller en France, ni de passer par les révolutions des autres pour prendre conscience qu'elle est martiniquaise. La conscience nationale d'après lui a avancé, mais les dirigeants sont toujours dans leur sectarisme et leur égocentrisme. Il pense qu'il ne faut plus s'organiser comme avant, les organisations de masse, le syndicalisme, l'électorisme sont un travail très secondaire. A la rigueur, les organisations intéressent dans la mesure où elles sont le lieu où ils pourraient trouver des gens qui seraient en rupture et seraient prêts pour la confrontation armée avec le colonialisme.

Mais avec la gauche au pouvoir et même avant, la confrontation armée est très loin des préoccupations martiniquaises...



essaient d'organiser les travailleurs agricoles de cette région. Mais dans leur journaux « Voix du peuple », « Simao », « Matinik » ils vont plus loin et posent le problème de l'indépendance.

nous. Mais le mouvement était jeune ; les dirigeants ont été incapables d'assumer leurs responsabilités. En fait beaucoup, se sont battus et se battent encore sans rien connaître de la réalité mar-

Maria Kala Lobe

A SUIVRE...

Haute-Volta :
suppression
du droit de grève.

Un an après le coup d'état en Haute-Volta, le comité militaire de redressement présidé par le Colonel Saye Zerbo a supprimé le droit de grève.

Pour parer à toute tentative de protestation dans les centrales syndicales existantes, le ministre de la fonction publique et du travail (Alexandre Zougrana) a lancé une sévère mise en garde.

La Confédération syndicale voltaïque (CSU) semble particulièrement concernée. Il faut ajouter que le Secrétaire général de la CSU : Soumane Toure avait quelques semaines auparavant critiqué le gouvernement pour sa politique anti-syndicale et contre les travailleurs.

Les trois autres centrales : Confédération Nationale des Travailleurs Voltaïques (CNTV), Union Syndicale Voltaïque (USV), Organisation Voltaïque des Syndicats Libres (OVSL) se sont jointes à la CSV pour barrer la route au gouvernement militaire.

S'achemine-t-on vers le syndicat unique en Haute-Volta aussi ?

Uruguay :
des militaires
tortionnaires.

Selon un déserteur uruguayen, Victor Paule Laborda Bafficko, réfugié au Brésil, 92 responsables militaires seraient impliqués dans des affaires de torture. Parmi eux se trouveraient de hautes autorités de l'armée. M. Laborda affirme notamment que Carlos Solis Rios, soupçonné d'appartenance au parti communiste est mort à l'hôpital des suites de sévices corporels qu'il avait subis.

Argentine :
le silence de
l'Ambassadeur

Dans un communiqué publié mardi 2 Novembre, l'organisation « droits socialistes de l'homme », déplore le silence du Nouvel Ambassadeur de Paris, M. Gérard Shamis. Celui-ci aurait promis à l'organisation d'intervenir auprès des autorités pour le respect des droits de l'homme.

Un colloque sur le thème des droits socialistes de l'homme sera organisé par D.S.H. les 21 et 22 novembre de 10 h à 19 heures à l'Assemblée nationale, 101 rue de l'Université.

LES SOCIÉTÉS NATIONALISÉES ET LE TIERS MONDE

Récemment, le directeur de deux filiales de la Régie Renault spécialisées dans le commerce international, expliquait que la société nationale avait toujours su garder son autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics, et que des dispositions étaient prises pour qu'il en soit toujours ainsi. « Ainsi », précisait avec le sourire ce monsieur, *en ce moment même, nous avons un stand dans une foire-exposition au Chili...* » Cela se passait lors d'un déjeuner de presse, au lendemain de Cancun et du discours prononcé par M.F. Mitterand : le fameux appel à « tous les combattants de la liberté » !

Se pourrait-il que la France ait un double langage ? Celui tenu par son président d'une part, à l'intention des victimes de toutes les dictatures, et en particulier de celles d'Amérique latine : « *Courage, la liberté vaincra* ». Et d'autre part, le langage tenu par les représentants des sociétés françaises aux dirigeants de ces mêmes pays : « *Ne vous occupez pas de ce que dit le président. Laissez-le divaguer. Nous, nous allons parler sérieusement, c'est-à-dire parler affaires* ». On aurait pu penser que les nationalisations allaient per-

mettre d'éviter ce genre de situation, où la France se retrouve en même temps dans le camp de la résistance et dans celui de la collaboration. On aurait pu croire que le monde du commerce allait se mettre au diapason d'une diplomatie française qui se veut plus juste et plus saine... Il va falloir, une fois de plus, mettre ses illusions au placard. Ainsi que la petite anecdote rapportée ci-dessus nous le rappelle crûment, les sociétés nationalisées (qui sont appelées à traiter près du tiers des exportations après les nationalisations) ont en fait le même comportement que n'importe quelle multinationale.

Il fallait être bien naïf pour penser que quelque chose allait changer dans la réalité. On peut reprendre le texte d'une des premières déclarations de M. J.P. Cot, ministre de la coopération et du développement « *la générosité à l'égard du Tiers-monde s'identifie à l'intérêt bien compris de la France* ». Dans cette logique, l'intérêt bien compris de la France n'est-il pas d'être présente sur tous les marchés, partout où des affaires peuvent être conclues, même à Santiago-du-Chili ?

Ce qui se passe déjà maintenant avec Renault se produira ultérieurement avec les sociétés nouvellement nationalisées. Arrêtera-t-on (après l'extinction des contrats conclus par le régime précédent) de vendre des avions Marcel Dassault aux pays qui ne respectent pas les droits de l'homme ? On risquerait fort de ne plus en vendre beaucoup ! De même pour les engins Matra. Le rôle de PUK (Péchiney-Usine-Kuhlman),

numéro 1 de la production de métaux non-ferreux en France, ne continuera-t-il pas d'exiger une présence française dans les pays riches en matières premières, quel que soit leur régime politique ? Quant aux banques, il est certain qu'elles continueront à avoir des activités là où elles sont déjà implantées et où il y a de l'argent à gagner, y compris dans les pays de dictature militaire.

Dans la mesure où l'Etat reprend dans son giron des entreprises qu'il veut « modèles », et dont il veut qu'elles réussissent et qu'elles soient créatrices d'emplois, il est obligé de faire des concessions au « réalisme » et de mettre carrément la politique au rancart.

Il n'y a pas de « bonne raison » pour refuser une « bonne affaire ». Les beaux discours du président de la république ne doivent pas faire oublier que le gouvernement socialiste est très étroitement surveillé par une opposition qui ne perd pas une miette du spectacle. Pour cette droite nationaliste et chauvine, la perte d'un marché en Asie ou en Afrique pour des raisons morales serait intolérable. « *L'incompétence* » du gouvernement en matière économique serait une fois de plus dénoncée. Et cela, le gouvernement socialiste ne veut plus l'entendre : il veut se montrer efficace.

Alors, il joue le jeu du « réalisme », du « pragmatisme », en laissant le président faire de beaux discours qui n'engagent à rien. Ce qui justifie parfaitement le jugement porté par « Non », la revue du CERES, sur la nouvelle diplomatie française : « *sentimentalement tiers-mondiste* », mais un bilan « *globalement évasif* ». Le changement ne se manifesterait en ce domaine que lorsqu'il y aura véritablement accord entre le politique et l'économique. C'est encore bien loin d'être le cas.

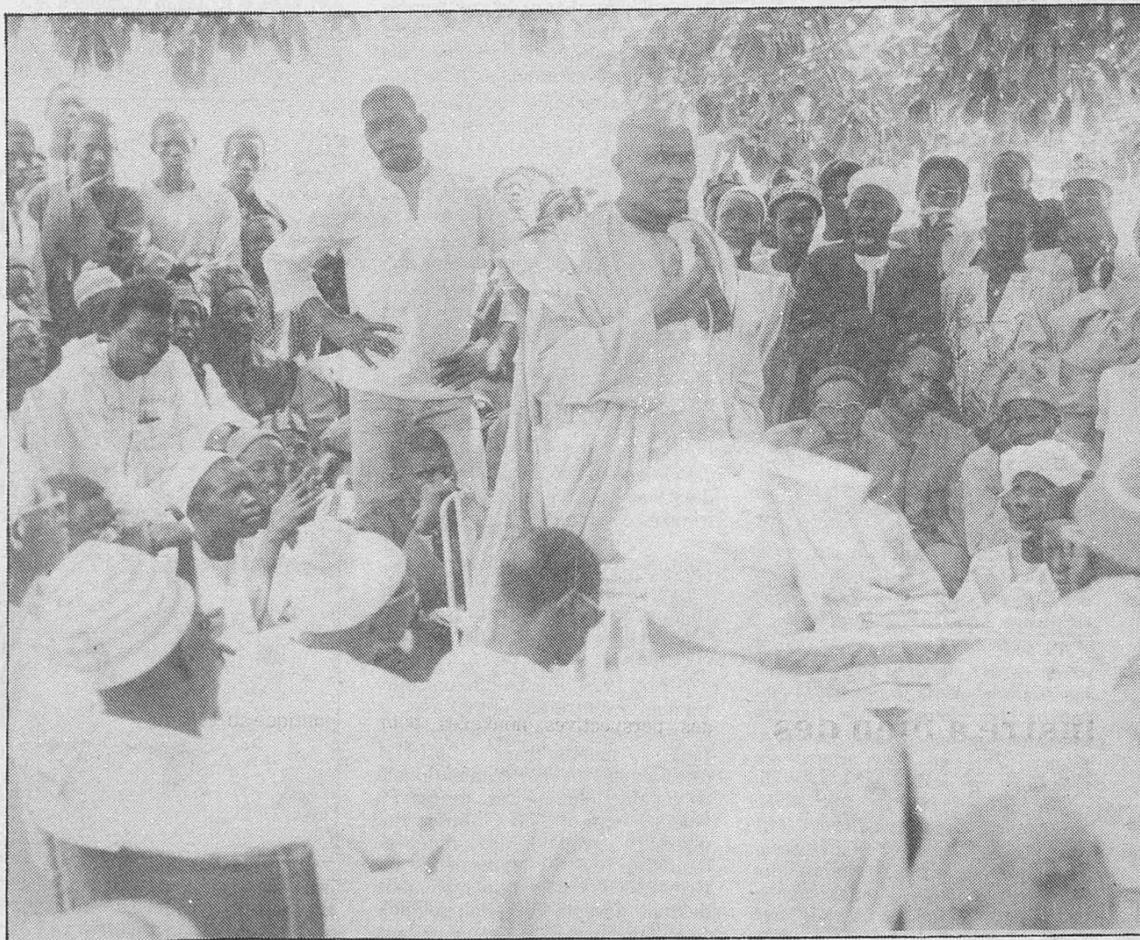
Antitrust.

Meeting de sénégalais à la Mutualité

L'OPPOSITION A PARIS...

Meeting houleux, ce samedi 31 octobre à la Mutualité où l'appel du Comité des travailleurs et étudiants sénégalais en France, toute l'opposition sénégalaise avait été conviée pour dénoncer les atteintes aux droits de l'homme et aux menaces qui pèsent sur la démocratie dans ce pays. Il y eut même quelques empoignades avec des étudiants du PS (parti au pouvoir au Sénégal). On s'attendait à l'arrivée des ténors de l'opposition sénégalaise : Mamadou DIA, Cheik Anta DIOP, Boubacar SANE, Dr WONE, Abdoulaye WADE, Landing SAVANE, Racine GUISSÉ, Majhemout DIOP, Amath DANSOKO. Aucune ne vint : renseignements pris, on nous dit qu'en réalité, c'était le PDS le maître d'oeuvre de ce meeting. Il y eut malgré tout des morceaux d'éloquence devant un auditoire enflammé, qui rappelèrent les passes d'armes politiques au Sénégal. Les moments forts de ce meeting fut l'intervention de Maître Elimane KANE, avocat à la cour, et militant connu de l'opposition sénégalaise, qui s'attacha à retracer l'historique de la lutte pour la démocratie au Sénégal et réitéra l'invitation faite au PDS par les différents partis de gauche au Sénégal à l'unité d'action sur la base d'une plate-forme commune claire et celle de Fara NDIAYE secrétaire général adjoint du PDS et député au Parlement dont l'essentiel de l'intervention fut de réfuter les accusations de trafics d'armes portées contre son parti.

Macodou-Ndiaye



Abdoulaye Wade dans un meeting au Sénégal.

Le Tchad après le retrait des forces Libyennes

L'IMBROGLIO TCHADIEN

Jadis terre d'élection du colonialisme français en Afrique Centrale, marqué par les faits d'armes de la Colonne Leclerc partie des rives du Chari à la conquête de Paris en 1944, en passant par les campagnes Fezzan et de la Tripolitaine, abritant en son sein une mosaïque d'ethnies différentes farouchement attachées à leurs modes de vie traditionnels et à leurs pratiques religieuses, miné par les querelles de factions mais surtout par l'opposition larvée entre le nord nomade et le sud sédentaire, le Tchad, depuis, n'a cessé d'être le point chaud de l'Afrique et illustre à bien des égards les convulsions d'un continent à la recherche difficile de son unité politique.



Photo Akli Tadjer

Goukouni arrivant à la Conférence Franco-Africaine

Quand les français se retirent juridiquement du Tchad en 1960, date de l'Indépendance, la situation politique qu'ils laissent derrière eux présage des lendemains explosifs : en effet, toute l'infrastructure économique, politique et sociale est aux mains des gens du sud, chrétiens et animistes, au détriment des régions désertiques du nord où vivent des populations nomades arabisées, aux rudes traditions guerrières, que la France n'est jamais parvenue à contrôler ; d'ailleurs personne n'y a jamais réussi ; Tombalbaye s'y cassera les dents : un de ses jeunes administrateurs envoyé là-bas, se rallia à la rébellion Toubou ; Hissène Habré l'un des protagonistes actuels du problème tchadien.

La France gaullienne porte une lourde responsabilité dans la crise du Tchad, par le soutien aveugle qu'elle accorda longtemps au régime discrédité de Tombalbaye ; elle couvrit ainsi des pratiques politiques douteuses dont l'assassinat à Paris du Dr Outil Bono, opposant au régime, en fut la parfaite illustration.

Pendant ce temps, les troupes françaises ratissent le terrain, encadrant étroitement l'armée tchadienne dans des opérations de police contre le FROLINAT. Ceci n'eut qu'un seul effet : celui de jeter dans la résistance toute une génération de patriotes. La misère des populations au bord du dénuement total, les contradictions du régime précipitent l'effondrement de ce dernier.

La chute de Tombalbaye ouvrit des perspectives nouvelles pour l'unité politique du Tchad, mais c'était sans compter avec la stratégie du néo-colonialisme français et de son pion Malloum. Malgré le ralliement de Hissène Habré, et sa nomination au poste de Premier Ministre, la situation demeure dans l'impasse. Malloum est obligé de partir.

Mais alors, que viennent faire les libyens dans cette situation déjà passablement compliquée par les

luttres de factions, ne reposant pas en général sur des motivations politiques et idéologiques claires, mais sur le clientélisme et l'allégeance personnelle à un leader politique ?

C'est que depuis 1973, les Libyens sont présents au Tchad, dans la bande d'Aouzou, riche en uranium, et que Tripoli ne cesse de réclamer.

La France giscardienne, grande avaleuse de pétrole, avait laissé faire le leader libyen ; on se souvient que c'est à Tripoli que l'ethnologue Françoise Claustre longtemps détenue par Hissène Habré fut remise aux autorités françaises.

Dans l'affaire du Tchad les libyens surent adroitement jouer une faction contre une autre. L'élimination de H. Habré, le plus farouchement anti-libyen des leaders politiques, sembla concrétiser la main mise du fougueux colonel libyen sur le Tchad ; mais Goukouni, l'actuel président du GUNT, savait que l'unité politique du Tchad ne pouvait être réalisée sans le départ des libyens. Même si dans un premier temps ils les a utilisés pour conforter son pouvoir : ainsi sa demande de retrait des troupes libyennes est-elle un habile coup de poker qui le débarrasse à la fois de protecteurs trop encombrants et peu désintéressés et des rivaux potentiels, dont Acyl Ahmat, cheval de Troie de Tripoli.

Hissène Habré annonce la suspension de toutes les opérations militaires, et si la force armée inter-africaine se constitue rapidement avec l'aide logistique de la France socialiste, on est en droit de s'attendre à un début de solution politique au Tchad.

Selon Goukouni et Khadafi, la Libye va se retirer mais s'il nous est permis de faire de la politique fiction on peut penser que ce dernier va désormais s'intéresser au Tchad de manière plus discrète par personne interposée.

Macodou Ndiaye

LA FIN DU DRAME TCHADIEN ?

Mercredi 28 au soir le monde entier apprenait le déferlement des tanks libyens sur N'Djamena. Sans vérification des sources, ni de l'authenticité de l'information, des journaux peu suspects de produire du « sensationnel » reprenaient « à la Une » « l'invasion » libyenne au Tchad.

Cette précipitation indique clairement qu'une telle éventualité était attendue, sinon espérée par tous ceux qui prient pour l'élimination du « fou » de Tripoli. Renseignements pris, la nouvelle qui fut diffusée partout en Occident s'avérait inexacte. En écartant l'hypothèse d'une intoxication délibérée, il reste que l'accélération de la tension au Tchad résulte de l'activité militaire croissante des forces du CDR d'Acyl Ahmat et des militaires libyens dans le centre et l'Est, a pu faire croire que le grand jour était venu. La veille, Radio Tripoli annonçait la visite de M. Abdulla Adoum Dana, chef de l'armée « Volcan » et figure politique de la « révolution tchadienne », considéré comme pro-soudanais. Rien n'a transpiré

« Nairobi Times » - l'actuel chef de l'OUA, Arap Moi est kenyan - écrit en substance qu'il n'y aura pas de participation africaine au prochain sommet de Tripoli si les troupes libyennes sont encore présentes à cette date au Tchad. Par ailleurs la formation de la force interafricaine levée par l'OUA ne pourrait s'installer au Tchad sans heurts avec Khadafi si d'aventure ses troupes y étaient toujours présentes. Enfin, l'annonce par l'Égypte, et le Soudan d'envoyer des hommes ou du matériel (des avions égyptiens) arrive à propos lorsqu'on sait que ces deux pays ont d'autres motivations pour en « découdre » avec leur adversaire libyen. Si on y ajoute que Tripoli ne tient pas à s'aliéner le gouvernement socialiste français qui voudrait le voir partir avant qu'il ne fasse des « bêtises » si y joint l'accord des américains avec Paris sur ce conflit depuis Cancun, il apparaît maintenant que la Lybie aurait à dos respectivement l'OUA ; les USA, le Soudan et l'Égypte, sans compter les Tchadiens de l'intérieur et ceux qui, réfugiés dans des pays voisins répètent inlassablement leur hostilité à la

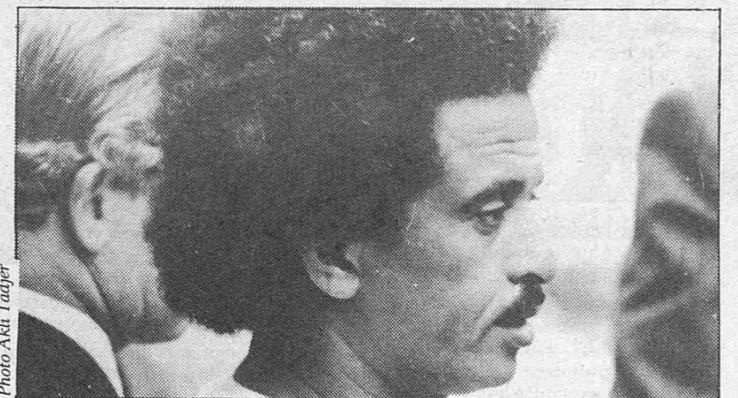


Photo Akli Tadjer

Ahmat Acyl

de leurs conversations, pas plus de la rencontre de l'ambassadeur français et Khadafi. La surprise allait venir de N'Djamena même aux lendemains du départ du commandant Jalloud « numéro deux » libyen et émissaire de son état lors de la fameuse réunion qui est à l'origine de la soi-disant disparition de Goukouni Weddeye. Le chef de l'antenne diplomatique française basée à Kousseiri (Nord Cameroun) l'auteur d'une information alarmiste, fondée sur le nième refus (le 5^e) du chef du GUNT d'une fusion avec la Lybie. Pour sa part, le président tchadien choisissait alors d'annoncer officiellement le retrait définitif des soldats libyens de son pays à compter du 30 octobre, jour de la déclaration au 31 décembre 81, date choisie sans doute en relation avec l'arrivée de la force interafricaine que l'on « espère » pour la fin de l'année. L'idée du putsch libyen au Tchad paraît improbable et Khadafi aurait même envoyé une « personnalité » au congrès PS de Valence, rassurer des proches de l'Élysée qu'il n'entrerait pas dans ses intentions de destabiliser l'actuelle formation du GUNT.

D'autres raisons purement « africaines » renforcent cette improbabilité : Maâmar Khadafi brigue la présidence de l'OUA pour la session annuelle prochaine. L'hebdomadaire Kenyan

présence libyenne. La semaine dernière, le « Frolinat Fondamental » basé au Soudan dénonçait cette présence, tandis que Hissène Habré, chef des FAN décidant de stopper ses activités militaires à la suite de la décision de Goukouni. Dans ces conditions, la conférence des chefs d'Etats africains réunis à Paris avec l'Élysée ne pourra qu'accroître et renforcer le pouvoir de décision de président tchadien étant donné la volonté de François Mitterrand d'aider le Tchad et l'OUA à appliquer les accords de Lagos. Gnassingbe Eyadema, président du Togo en visite à Paris la semaine dernière estimait que le sommet franco-africain de Paris « offrait une occasion favorable à une concertation africaine sur le Tchad ». La Lybie est un partenaire commercial important de la France, en particulier en matière d'approvisionnement militaire. Jalloud affirmait encore mardi dernier que son pays se retirerait du Tchad si Goukouni en faisait la demande. La réponse libyenne n'a pas tardé, depuis le mardi 3 novembre les troupes du général Khadafi se retirent du Tchad. Maintenant on peut se demander comment la situation tchadienne va évoluer. Khadafi s'en va mais les forces de l'OUA arrivent.

Blaise N'Djehoya

Anniversaire de
l'insurrection

El-Djazair Retrouvailles ?

L'Algérie a célébré dimanche 1er novembre sans parade militaire, ni festivités populaires le 27^e anniversaire du déclenchement de l'insurrection du premier novembre mille neuf cent cinquante quatre.

Cet anniversaire a été marqué par la tenue, à l'initiative du président Chadli Ben Jedid, d'un séminaire sur « l'écriture de la Révolution ».

Plusieurs figures Historiques du FLN et de l'ALN y ont participé : notamment Ben Tobbal, ancien ministre du GPRA. Yacef Saadi qui fut le chef de la zone autonome d'Alger durant la bataille d'Alger. L'ex-colonel Ouamrane, ancien chef militaire de l'ALN. Djamilia Boupacha, qui fut une des héroïnes de la bataille d'Alger, arrêtée elle avait été torturée par les parachutistes, puis condamnée à mort. La présence du colonel Tahar Zbiri a été aussi très remarquée. En effet le colonel Zbiri ancien chef d'état major de l'ANP fut condamné à mort par contumace après avoir essayé en décembre 1967, à la tête d'un régiment de blindés de renverser le colonel Boumédiène.



En exil en Tunisie jusqu'en 1980, il rentre en Algérie amnistié par le président Chadli.

Fait nouveau aussi dans son édition du premier novembre le quotidien « El Moudjahid » cite pour la première fois depuis l'indépendance de l'Algérie le nom de Krim Belkacem qui fut l'un des six chefs historiques qui déclenchèrent l'insurrection du premier novembre. Opposé à Ben Bella, il fut un des chefs du F.F.S. avec Aït Ahmed.

Krim Belkacem mourut assassiné dans sa chambre d'hôtel à Frankfurt en RFA, en 1970.

Saluant l'initiative du chef de l'état « El Moudjahid » souligne « qu'elle a été une occasion de retrouvailles chaleureuses entre ceux qui furent les acteurs de l'Histoire ».

Malheureusement d'autres « acteurs » se trouvent encore en exil. La politique d'ouverture du président Chadli qui semble s'amorcer, leur permettra-t-elle à eux aussi d'avoir des « retrouvailles chaleureuses » ? Par ailleurs, le président François Mitterrand a adressé un télégramme au président Chadli Ben Jedid à l'occasion de la fête nationale algérienne.

« Je suis convaincu que l'approfondissement des relations franco-algériennes, conforme aux aspirations et à l'intérêt de nos deux peuples, favorisera la réalisation des objectifs de paix et de développement auxquels ils sont attachés ».

M. Mitterrand doit se rendre en visite officielle en Algérie les 30 novembre et 1er décembre prochains.

F.A.



EL FORKANI



YAZGHI



LAHBABI



MANSOUR

Les 4 membres du B.P. de l'USFP arrêtés avec Bouabid

Le responsable de l'U.S.F.P. à Paris :

« POURQUOI NOUS A VONS QUITTE LE PARLEMENT! »

Le roi du Maroc a prononcé le vendredi 9 octobre 1981 à l'occasion de l'ouverture de la cinquième session parlementaire, un discours consacré entièrement au retrait du Parlement des députés socialiste de l'U.S.F.P.

L'intervention royale, faite toute de menaces, nous suggère quelques remarques. Mais auparavant, reproduisons-en quelques extraits significatifs :

« Cette position est contraire à la Constitution et constitue un geste d'hostilité à l'endroit de l'ensemble de la communauté Musulmane... »

« Notre devoir de souverain est de rétablir les choses. Du reste nous réfléchissons à la forme que doit revêtir la sanction à appliquer... »

« Toutefois, si le souverain constitutionnel ne peut statuer sur ce cas, le Commandeur des Croyants, en vertu du Coran et de la tradition du prophète, doit se prononcer. »

« Or ces gens se sont exclus de la communauté des Musulmans. »

« Quiconque ignore la loi doit s'attendre à être ignoré d'elle »

« Nous ne pouvons garder le silence. Nous avons cherché un texte de loi. Malheureusement, il n'y aura à cet égard nulle part de précédent. (cf Le Matin, Le Soir des 10 et 11 octobre). »

Nous tenterons de démontrer ici, que cette position du chef de l'état est à la fois anti-constitutionnelle et anti-traditionnelle.

— Anti-constitutionnelle :

Les députés qui se sont retirés, l'ont fait individuellement, pour précisément faire respecter la Constitution, face aux agissements de la « Majorité » et de l'exécutif.

Nous signalons qu'aucun texte de loi n'interdit à un député de démissionner ou ne lui impose un motif déterminé pour ce faire. D'ailleurs la loi musulmane, elle même, n'oblige personne à rester sur une position ou à en prendre une autre qui ne lui convienne pas personnellement. « Nulle contrainte n'existe dans l'Islam » dit le Coran. Ce sont là quelques observations préliminaires. Revenons à la Constitution. Nous y trouvons parmi les principes énoncés, deux dispositions dignes d'être soulignées.

- la non-rétroactivité des lois.

- point de poursuite ou de condamnation hors d'un texte de loi clair.

Or le référendum, qui a porté la durée de la législature de 4 à 6 ans,

Le retour au Parlement des députés de l'USFP « décidé à titre individuel » suscite ici et là les commentaires les plus contradictoires.

Pour les uns, cet acte n'engage point le Parti qui avait annoncé qu'il s'est définitivement retiré, et n'engage que les députés eux-mêmes, « soumis à de très fortes pressions ». Pour d'autres, cette réintégration signifie la volonté de l'USFP, malgré la répression, de ne pas couper les ponts avec le gouvernement.

Mohammed Aït-Kaddour, responsable, pour la France de l'USFP, explique ci-après les motifs qui avaient poussé son parti à décider le départ de ses députés du Parlement.

date du 30 mai 1980. Son résultat peut-il s'appliquer au Parlement actuel issu des élections de juin 1977 pour 4 années ? L'USFP dit non ! Ce serait anti-constitutionnel, vue la non-rétroactivité de la loi. C'est à des élections nouvelles que l'on devait régulièrement procéder en été 81.

Les députés de l'opposition socialiste et leur parti : l'USFP viennent de se retirer du parlement au terme de la durée légale de ce dernier, conformément à leurs convictions légalistes et pour demeurer en accord avec les principes démocratiques qui les animent. Doit-on les punir, comme le laisse comprendre le discours du roi qui reconnaît lui-même n'avoir trouvé aucun texte pouvant sanctionner une telle position ? L'affaire pouvait en rester là, si au-delà de cet aveu, Hassan II prenant la casquette de « Commandeur des Croyants » n'a pas proféré des propos fort menaçants et en marge de la loi.

Nous affirmons que les députés de l'USFP n'ont usé que de leur bon droit en démissionnant comme ils viennent de le faire. Leur position ne peut donc être taxée d'anti-constitutionnelle, bien au contraire. Elle ne saurait être sanctionnée, puisqu'aucun texte ne la leur interdit. D'ailleurs le Coran stipule : tout ce qui n'est pas interdit est permis ».

— Anti-traditionnelle :

Le roi du Maroc soutient qu'en quittant le parlement les députés se « sont exclus de la communauté des musulmans » et, ajoute que l'unanimité de la « UMMA » (communauté musulmane) n'a pas été ainsi respectée. Ce propos acquiert dans sa bouche une gravité qui n'a d'égale que la légèreté avec laquelle le « Commandeur des

Croyants » traite là les affaires islamiques ! Il ne saurait passer sans susciter une réflexion de notre part.

L'unanimité de la « Umma » veut dire accord général et absolu de la communauté musulmane sur une position bien déterminée.

C'est dans un tel cas qu'elle s'impose à tous les Musulmans. Mais si un seul membre de cette communauté éprouve une position autre, son point de vue se doit d'être respecté.

Les exemples historiques, tant dans le comportement que dans la tradition du prophète Mohammed et de ses Khalif (successeurs) ne manquent pas.

Au temps du prophète et après la bataille dite de Badr, la question du sort des prisonniers s'était posée à la communauté musulmane, la grande majorité, le Prophète compris, pencha vers une position. Par contre, une minorité en adopta une autre. Mohammed a-t-il alors mis hors de la Communauté Musulmane cette dernière fraction ? Au contraire, elle fut écoutée par lui et lorsqu'elle lui demanda l'arbitrage d'Allah, il accéda à son désir. L'inspiration coranique (« AL-Ouahii ») trancha en faveur des détracteurs...

Un autre exemple date du temps du Khalif Ali, à propos de la demande d'arbitrage effectuée par les alliés de Muâawia. Ici encore une majorité approuva et une minorité s'opposa. Le Khalif a-t-il taxé cette dernière d'avoir quitté les rangs de la « Umma » ? Loin de là. La réalité historique fut même telle que l'imagina la minorité.

Ce sont là deux exemples parmi tant d'autres qui démontrent combien l'Islam respecte les libertés individuelles.

Notre insistance sur ce point se justifie par le fait que l'accusation de « s'être mis hors de la Umma » pèse lourd et peut avoir des conséquences très graves sur la liberté, voire même la vie des députés démissionnaires.

Il est facile d'imaginer les pressions intolérables dont ils sont l'objet, aujourd'hui.

Que va-t-il donc leur arriver ? C'est là la grande question. D'autant plus que le roi a été, on ne peut plus, explicite dans sa menace. C'est pratiquement une condamnation à la mort civile, sans jugement aucun !

Il est scandaleux qu'un chef d'état entretienne un tel langage... qui ne peut manquer de rappeler une tonalité proprement mafieuse.

Avant de conclure, il est important de rapporter quelques propos royaux et d'émettre nos objections :

1) Cet exemple ne s'est jamais présenté nulle part à l'Est ou à l'Ouest... a-t-il affirmé. Cela n'est pas exact ! Les parlements ont connu à travers l'histoire plusieurs cas de démission.

A supposer même que cela ait été vrai, les socialistes marocains n'ont pas le droit d'avoir l'honneur de faire que le Maroc inaugure une telle procédure ?

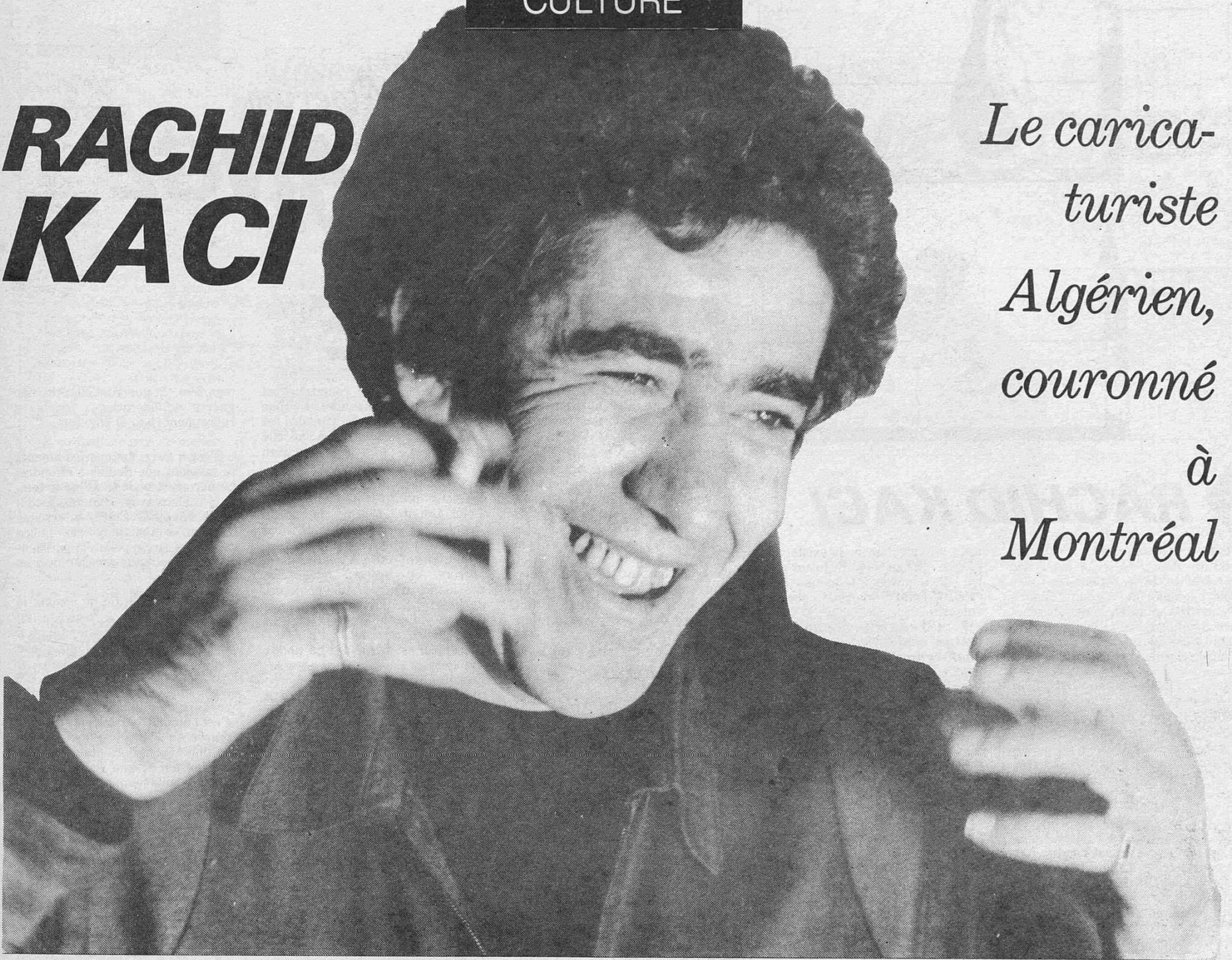
2) Le roi Hassan II n'a point évoqué le cas des députés de sa « majorité » réputés pour leur absentéisme et que l'on n'aperçoit qu'à la séance d'ouverture et quand arrive la date de perception des indemnités !

3) « Il existe », certes, bien des cas de députés qui quittent le Parlement, mais leurs attitudes sont alors l'expression d'une protestation... contre un comportement que ne tient pas compte de l'opinion de la minorité » avoue candidement Hassan II. Un minimum de logique, lui aurait permis de mettre fin à ses errements. Car, dans leurs lettres de démission, les députés socialistes n'ont pas fait plus que protester contre la prolongation illégale et autoritaire de la législature en cours, et contre le peu de considération que rencontra leur point de vue de la part des gouvernants.

Le danger qui menace les députés de l'USFP et par voie de conséquence tous les démocrates au Maroc appelle une action de solidarité concrète et immédiate.

Mohamed Aït Kaddour

RACHID KACI



*Le carica-
turiste
Algérien,
couronné
à
Montréal*

Chaque année le musée international du dessin humoristique dont le siège est au Québec décerne un prix. L'auteur est jugé sur une seule oeuvre par les plus grands du dessin d'humour, dont Schultz (Peanuts, Charl Brown). Cette année, ce prix revenu à un jeune algérien Rachid Kaci. Nous sommes allés le rencontrer dans son atelier.

«EN AFRIQUE NOUS NE SOMMES QUE QUATRE OU CINQ...»

S.F : Peux-tu présenter à nos lecteurs ?

Rachid Kaci : J'ai fait les Beaux arts, alors que j'étais destiné à une toute autre orientation qui n'a rien à voir avec le dessin d'humour. En 1968, j'appartenais à cette première promotion d'étudiants algériens qui partaient à l'étranger.

Je devais faire des études d'ingénieur textile à Sofia. J'en ai profité pour présenter le concours aux beaux-arts, que j'ai mené de pair avec mes études. Adolescent, j'étais déjà fasciné par un camarade qui dessinait pour un journal illustré. Pourquoi pas moi, je m'en sentais capable. Bien qu'à Sofia, j'ai publié à El Moujahid et Algérie Actualités. Être pionnier était difficile. Je gagnais 5 dinars, le dessin. Je voulais être reconnu professionnellement.

S.F : C'était aussi les débuts de Slim...

R.K. : Slim depuis a fait carrière en Algérie, mais j'estimais qu'il n'y avait pas assez de support. J'ai décidé de partir à Paris en 1973. Je suis allé voir « Jeune Afrique » qui

m'a pris à l'essai et m'a gardé ; j'y suis resté longtemps comme maquettiste pour pouvoir publier mes dessins. Mon but était d'être vu et « Jeune Afrique » était un bon strapontin de part son audience. Lorsque j'ai pu m'en sortir seul, je me suis mis à mon compte j'ai fait un saut aux Etats-Unis où j'ai collaboré au New-York-Times. J'ai vraiment débuté, à ce moment.



S.F : Il t'a fallu beaucoup de persévérance :

R.K. : C'est un métier où il faut beaucoup d'optimisme. En général les gens abandonnent au bout de deux à trois ans. Au départ le style n'est pas encore personnel, l'artiste se cherche et c'est dur de publier. Je voulais y arriver coûte que coûte, même si je devais y passer 20 ans. Je m'accrochais.

S.F. : Que conseillerais-tu aux débutants ?

R.K. : Il faut un travail artistique parallèle, car on ne vit pas de son dessin. On en profite pour élaborer son style graphique. Le public doit pouvoir reconnaître l'auteur d'un des dessins. Je n'ai pas de recette miracle. Il faut savoir surtout si l'envie est véritable.

Je souhaiterais que des gens du pays soient plus nombreux dans cette profession. Tu te rends compte, en Afrique nous ne sommes que quatre ou cinq. Le dessin est une arme, pour une lutte de longue haleine. L'absence de critique est la mort d'un pays.

S.F. : Pour revenir à quelque chose de plus officiel ; tu viens d'obtenir un premier prix...

R.K. : Auquel, je ne m'attendais pas du tout. Lorsque j'ai reçu un télégramme, j'avais cru à une blague de mes amis. J'ai été très heureux d'obtenir ce prix ; l'humour est universel. J'étais dernièrement en Asie, et là bas les gens riaient en voyant les dessins de Mordillot.

J'ai aussi envie d'arriver à faire rire tout le monde.

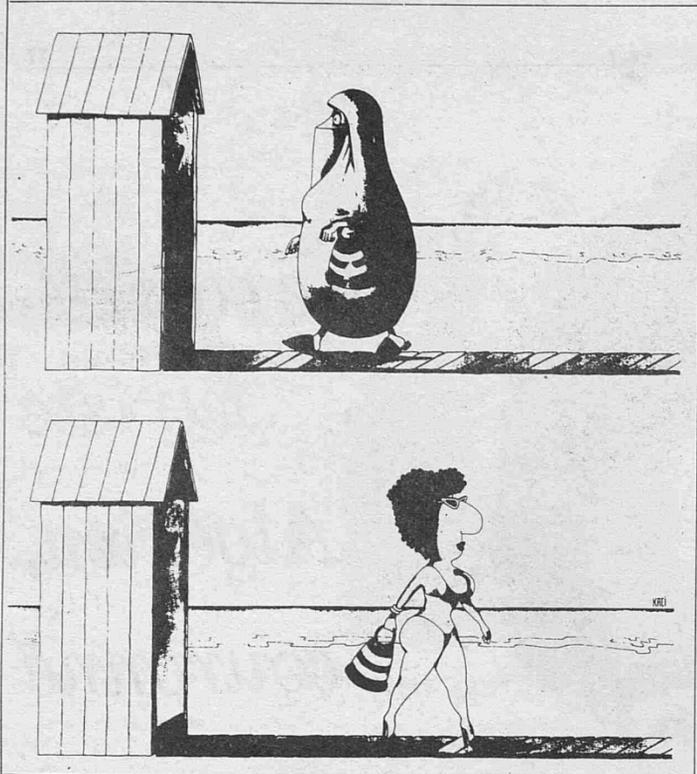
S.F : Avec ce prix tu as commencé à briser les frontières.

R.K. : Oui, ce qui me plaît beaucoup, c'est leur projet d'un musée itinérant dans le monde entier, et mon dessin sera parmi les voyageurs.

S.F : Ce prix est aussi une porte ouverte.

R.K. : Je vais pouvoir faire plus de choses qu'avant, éditer par exemple :

S.F : Tes dessins : tu les veux internationaux ; mais la référence algérienne est toujours présente.



RACHID KACI

R.K. : Absolument, c'est ma culture donc j'en traite mieux les problèmes, le dessin sur les voiles par exemple. J'en tire des dessins humoristiques. Des dessinateurs étrangers avaient commencé à traiter ce sujet, mais je trouvais ça lourd. J'ai donc décidé de m'y atteler.

S.F. : Pourquoi essentiellement les femmes.

R.K. : J'aurai préféré que ce soit une femme mais nous n'avons pas de dessinatrice. Aussi au niveau du dessin d'humour il ne faut pas être sectaire. L'essentiel est que les gens rigolent. Je ne vais pas au fond du problème. Mes dessins ne sont pas du féminisme. Si je fais parfois des dessins plus engagés, c'est que je me sens concerné. Les scènes de rues à Alger style : « *Le mec qui met sa main aux fesses* » d'une fille me révoltaient. Je voyais ma soeur qui se faisait traiter de putain. Je prépare actuellement un album sur ce thème. Je n'ai jamais accepté le « machisme » du maghreb mais aussi de tout le Moyen-Orient. Il y a beaucoup de tares qu'il faut combattre, mais je ne sais pas comment cela va être perçu là-bas. Apriori, les gens qui ont vu des dessins rien, bien qu'ils se reconnaissent. Le dessin humoristique peut aller très loin. Slim à Alger fait passer ce qu'il veut. Zouaoui, en Lybie traite du problème des femmes et est paraît-il aussi populaire que Khadafi.

S.F. : Mais le dessin reste grave dans la mémoire.

K.R. : Oui les gens en tirent non pas un enseignement, je n'ai pas de leçons à donner, mais des situations semblables.

S.F. : Tes dessins sont parfois très dur. Aussi bien avec les hommes qu'avec les femmes

R.K. : Bien sûr, je n'accepte pas la femme qui va à la plage et se revole aussitôt. C'est provoquant d'arriver à ce stade.

S.F. : celui d'aller à la plage.

R.K. : Non, de se mettre en bikini super sexi alors que deux minutes auparavant, elle était voilée. Les femmes qui veulent s'émanciper trop vite prêtent à des caricatures.

S.F. : Il existe donc des degrés d'émancipation.

R.K. : Il faut tenir compte de la société où l'on vit. La provocation ne marche pas toujours.

S.F. : Mais ne crois-tu pas que ces femmes sont sans cesse provoquées, et que leur révolte même violente est légitime ?

r.k. : Certes, mais il existe des pièges, elles risquent de lutter contre elles mêmes. Je pense qu'il existe d'autres moyens que la vulgarité qui les dessent.

S.F. : Cet album est pratiquement prêt ; mais tu disais avoir d'autres projets.

R.K. : Je souhaiterais faire un truc politico-économique sur l'Afrique. Il s'y passe beaucoup de choses, c'est le continent de l'avenir...

S.F. : Continent du désespoir

R.K. : Justement. Il s'y passe tellement de choses révoltantes. Ce n'est pas possible de se taire quand on possède un outil merveilleux. Je me sens africain. On nous pousse toujours la bas vers le Nord, mais moi j'ai toujours aimé l'Afrique. L'intérêt des grandes puissances pour l'Afrique n'est pas un hasard. J'avais commencé à aborder ce thème à « Jeune Afrique », mais je voudrais le développer.

S.F. : Cela te demande une curiosité, une connaissance très diverse.

R.K. : Je m'intéresse à tout, au politique, au social...

S.f. : Tu as aussi une connaissance profonde des êtres humains.

R.K. : C'est bien de pouvoir analyser les gens, d'aller au devant d'eux, de les regarder vivre, être comme un spectateur qui participe. Je me sens assez pessimiste au niveau des rapports humains, l'agressivité...

S.F. : Cela te rends malheureux ?

R.K. : En quelque sorte. J'aime bien montrer le côté ridicule de leur galère. Les gens oublient l'importance. Ils trouvent naturelle l'agressivité que je considère contre nature... La tête des gens dans le métro, c'est dur.

S.F. : Surtout que tu aimes beaucoup rire.

R.K. : On peut parler de ces problèmes, grâce à une caricature et les déridier.

S.F. : Tu te dis pessimiste, alors que tu es un grand optimiste qui voudrait secouer les gens grâce à ce miroir grossissant qu'est ton dessin.

R.K. : C'est un peu ça, même si certains trouvent mes dessins méchants. J'essaie d'être honnête avec moi-même, ce n'est pas toujours facile, je ne prends pas de jouissance dans la méchanceté à travers mes dessins, j'aime la vie.

Propos recueillis par
par Khadija Bachiri

Une Française et un Algérien

UNE ETRANGE ET BELLE HISTOIRE

En Algérie, c'était la guerre. Petite fille, j'entendais souvent parler, dans la ville de Tlemcen, d'une « Française de France » qui aidait le FLN. J'avais compris que c'était dangereux et glorieux. Elle vivait en secret avec un militant algérien. Ils étaient exaltés, ils étaient beaux, ils étaient jeunes. Je les ai vus et je les ai admirés. Vingt ans après, j'ai appris qu'ils s'étaient séparés et que le combattant, devenu notable, avait épousé une Algérienne. La Française de France était retournée dans son pays, une fois les enfants élevés.

Le roman d'Evelyne Sullerot, *L'AMAN* m'a rappelé cette étrange et belle histoire, triste aussi, parce que pour la Française de France, je crois que tout s'est mal terminé, pas seulement à cause du temps.

Evelyne Sullerot raconte dans son livre, la passion fulgurante d'une Française de Paris pour un militant algérien qu'elle cache dans une maison des bois, peuplée d'enfants, comme dans les contes. Elle est blonde et belle, mère de famille attentive à ses enfants et aux autres.

Le militant qu'elle remarque est beau, sombre et sauvage... Comme une femme arabe, elle attendra cet homme qu'elle aime et à qui elle donne la première maison généreuse et riieuse.

On est en 1957. Les pouvoirs spéciaux ont été votés en France. Celui dont Edith, la belle Française, ne saura pas le nom pendant de longs mois, est recherché et durant toute la guerre, ils se verront en secret, fidèles et passionnés d'amour, de politique, de liberté. Seddik aime son pays comme Edith le sien, et chacun dans la lutte, retrouve l'autre parce que l'idéal est le même. Le temps changera la passion en tendresse. Lorsque Seddik et Edith se revoient seize années plus tard à Paris et dans la maison des bois, ils parleront encore avec la confiance qui les a liés l'un à l'autre à travers tragédies politiques et comédies domestiques... Il y a dans leur histoire, leur vocation commune, leur destin romanesque une force qui en fait des héros de conte. Il y a du merveilleux et du miracle dans cette passion. Mais lorsqu'on sait que ce conte se fonde sur un réel

bien réel - la guerre d'Algérie, une guerre de libération - les héros reprennent chair et émotion.

C'est à Orly, lorsque les amants se revoient que Seddik s'effondre. Le héros est malade. C'est le temps... L'histoire l'a changé. Seddik est à l'hôpital. Edith, interrogée par un commissaire de police raconte et se rappelle : la parisienne et l'arabe. La femme au foyer et le guerrier...

A la fin du roman, le héros se conduit à nouveau en héros : il se sauve de l'hôpital où il était en observation... Pour quelle révolution, quelle passion ? Evelyne Sullerot ne le dit pas. Ce qu'elle dit surtout, si longtemps après - ce n'était pas possible avant - c'est l'amour fou, dans le secret et l'ombre (la Française deviendrait-elle une héroïne orientale ?) entre un Algérien et une Française, un homme et une femme.

Leila Sebbar.

L'AMAN de Evelyne Sullerot
(Editions Fayard).

Cahiers de doléances de femmes en 1789

Et si les immigrées...

Un document étonnant et émouvant, ces cahiers de doléances des femmes en 1789 pendant la révolution. On sait ainsi les revendications précises des bouquetières, des marchandes de mode, des fleuristes de Paris, des lavandières et blanchisseuses de Marseille, des dames religieuses et d'autres classes et corporations. On peut aussi lire de 1789 à 1791, des articles, pamphlets, adresses et pétitions à l'Assemblée Nationale, à l'Assemblée Constituante. Les femmes avaient beaucoup à dire en 1789 et on ne le savait toujours pas en 1981... sauf peut-être les spécialistes de l'histoire de la révolution française.

Et si les femmes immigrées rédigeaient aussi à partir d'aujourd'hui, Octobre 1981, des cahiers de doléances, comme leurs soeurs révolutionnaires françaises... Voilà qui étonnerait plus d'un, plus d'une de ce côté-ci de la mer. Le 4 - pages Femmes s'en chargera. Et nous demandons dès à présent aux femmes immigrées intéressées par cette entreprise de se mettre en contact avec nous.

L.S.

Cahier de doléances des Femmes en 1789, et autres textes.
(ed. Des Femmes).



Cocktail illustré

Cinéma et Presse

Les organisateurs du 1er festival interantonal du film et de la presse de Strasbourg, qui s'est terminé samedi soir, ont dressé dimanche un bilan positif de cette manifestation.

Cependant, de nombreux participants à ce festival ont regretté que les débats concernant notamment le rôle et la responsabilité de la presse aient été exclusivement centrés sur l'information dans le monde occidental. Ils ont par ailleurs déploré le désintérêt du public strasbourgeois pour le festival.

La présence de plusieurs centaines de journalistes et de cinéastes venus du monde entier, de nombreux débats sur les rapports presse/cinéma et sur le futur de la presse, la présentation d'une centaine de films dont certains totalement inédits, étaient les attractions principales de ce festival. Son but qui, selon les organisateurs a été atteint, était de faire se rencontrer et dialoguer journalistes et cinéastes, qui se côtoient souvent dans leur vie professionnelle mais restent étrangers les uns aux autres...

La Politique et les Femmes

Le réalisateur Guadeloupéen, Christian Lara, après avoir réalisé quatre films sur son pays change de cap : avec « *la fête des mères* », dont le tournage vient de s'achever à Carcassonne. Il amorce une trilogie consacrée à la femme. Le film raconte une histoire somme toute banale : un garagiste (Daniel Starky), secoué par la « *crise de la quarantaine* » quitte sa femme et ses filles, pour s'en aller vivre avec une jeune, mais les deux filles ne l'entendent pas ainsi et feront tout pour réconcilier leurs parents.

Pourquoi ce film ? « *J'ai deux passions* » explique Christian Lara à qui l'on doit le candidat « *coco la fleur* » « *Chap'la* » « *Maniko* » et « *vivre libre ou mourir* » : « *La politique et les femmes* ». Après ma trilogie antillaise, j'ai senti qu'il fallait faire une pause. Laisser le public antillais assimiler vraiment cette première phase.

Festival Rock and Soul

Au rivoli cinéma, du 29 octobre au 24 novembre dix huit films seront présentés parmi lesquels « *A film about Jimmy Hendrix* » de Joe Boyd, « *La Blonde et Moi* » de Franck Tasching, « *Jubiler* » de Deuk Jarman, « *Monterey Pop* » de D.A. Pennebaker « *Reggae Sunsplash* » de Jack Harzan, « *Third world* » de Michael Wadleigh.

Le rivoli cinéma, 80 rue de rivoli organisera d'autre part à la dernière séance du soir avant le film des concerts avec des groupes aussi divers que les « *Vibrators* » « *Prop Sack* », « *Aktion Kraft* », « *Reggae group* », « *Les rois fainéants* ».

Vendredi 6 novembre 1981

CULTURE MUSIQUE

José Afonso, le chantre du Portugal

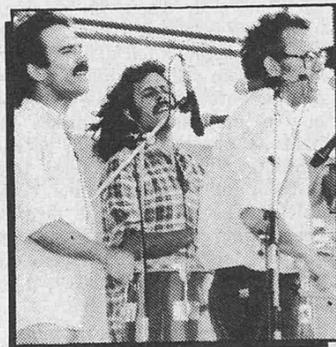
« JE NE SUIS PAS LE "CHE" DE LA GUITARE »

« Grandola Vila Morena », le signal du déclenchement du soulèvement militaire qui, le 25 avril 1974, renverse le régime fasciste au Portugal, est l'une des chansons de José Afonso.

Nous l'avons rencontré avant son passage au Théâtre de la Ville, du 10 au 14 novembre.



José Afonso, passe une partie de son enfance en Afrique, (Angola et Mozambique) Etudie à Coimbsa, grande ville universitaire portugaise. Là, il joue du *Fado de Coimbra*, une expression musicale traditionnelle ou se mêle bohème et romantisme : « *Je chantais du lyrique et des sérénades aux filles* », me dit-il lors de notre rencontre dans un bistrot parisien facilitée par mon ami Jean-François Leconte. J'ai rencontré un bonhomme qui vient de franchir la cinquantaine et qui a participé à plus d'un combat au Portugal et en Afrique.



Des sérénades, il passe à la chanson dite engagée, l'obscurantisme, la misère sociale, la répression, tous ces aspects de cette réalité se retrouvent dans les thèmes de ses chansons, comme « *Mérino do bairro negro*, *Os Vampiros*, *Coro dos Caidos* ». « *Je n'ai pas fait un manifeste pour dire je m'engage. Ce sont les problèmes existentiels, les difficultés économiques, le traumatisme de la guerre coloniale, del'émigration qui m'ont poussé à abandonner les sérénades, le Fado de Coimbra* ».

Après plusieurs années dans l'enseignement, il part en 64 pour le Mozambique d'où il revient en

67. A l'écouter parler longuement de cette époque de sa vie ce qui m'a beaucoup frappé, c'est que José Afonso n'a pas oublié la clandestinité, époque très dure de sa vie et pas si lointaine après tout. Une époque où sa présence provoquait les rassemblements au régime de Salazar. Il apparaissait dans des petits clubs populaires, dans une clairière, dans un garage ou dans certains locaux universitaires. Bien entendu, tout cela à l'insu de la police politique de l'époque : la Pide. Ses disques circulaient sous le manteau ou sur les ondes de cette mémoire qui emprunte le bouche à l'oreille.

Le mouvement des Forces Armées utilise une de ses chansons au moment du soulèvement militaire du 25 avril 74 : « *Grando la Vila Morena* ». Après « *la révolution des œillets* » il a participé au travail volontaire avec ses moyens de chanteur et dans des conditions presque similaires à celles qui précèdent le bouleversement. « *Je n'ai jamais appartenu à un parti politique sauf au Groupe d'Action Armée Révolutionnaire qui a fait des coups dans le pays et qui est dissous, on a fait beaucoup de choses par la suite : éducation populaire, occupation de maisons pour en faire des cliniques populaires, des maisons de la culture. On chantait partout, dans les usines, dans les mines, dans les comités de travailleurs. On a commis des abus, on pouvait déterminer l'appartenance politique du chanteur par sa chanson. Ce n'était plus des chansons mais des tracts qui bombardaient la tête des gens* ». On a oublié la tradition lyrique, même le thème de l'amour dans l'enthousiasme sectaire que nous avons vécu. Il faut de la chanson de qualité ».

Dans notre discussion, José Afonso s'est montré déterminé à

mener une résistance culturelle au Portugal, d'autant plus que les programmes de la radio télévision sont d'importation américaine. José Afonso a toujours persisté à chanter en portugais et à forme avec Fausto, Godinho, Vitorino, ses compagnons de route, une coopérative de création : Eravona, l'objectif de cette coopérative est d'organiser et de coordonner leur activité artistique de façon à en faire un instrument efficace d'action culturelle. « *Quand je disais que nous avons commis des excès après le 25 avril cela est vrai. La gauche nous a envoyé chanter partout, elle nous prenait pour des bonnes à tout faire. J'ai dit non. On fait un travail qui constitue des efforts, on doit être payé. Je ne suis pas le Che Guevarra de la guitare. On a mené des luttes pour avoir des droits. Dans un pays pauvre comme le nôtre, on doit créer les conditions minimum de bien-être qui nous permettent de bien vivre* ».

José Afonso n'a qu'un défaut : il s'acharne contre tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à l'aliénation. Au cours de notre discussion, il n'a pas fait de cadeau au rock et à l'émigration portugaise. « *Les pieds-noirs venus de l'Angola et du Mozambique, qui est une réserve de l'extrême droite (des mercenaires de l'Afrique du Sud) renforcent l'aliénation culturelle au Portugal. Quand à l'émigration partie vers l'Europe, ils travaillent comme des dingues pour revenir construire une maison à trois couleurs : rouge, bleu, et vert avec des tuiles noires. Ils sont complètement dépersonnalisés. Quand ils viennent au Portugal ils montrent leurs bagnoles, la dent en or, tout le monde a peur d'eux. Leur seule préoccupation c'est de montrer qu'ils ont réussi socialement. A l'heure actuelle, on a jamais eu*

autant de devises des immigrants alors que la politique du gouvernement est la plus antipopulaire. Chômage, inflation, prostitution. En tant que chanteur, je ne suis pas accepté par l'immigration, tellement elle a été conditionnée par une image de chanteur communiste fournie par le régime Salazariste ».

Venu en France pour chanter au théâtre de la Ville, José Afonso s'est étonné et est très choqué par le manque d'information dans les médias français des problèmes concernant l'Afrique Australe : « *Je suis attaché au Tiers-Monde, particulièrement à l'Afrique. La prise de conscience est venue là-bas, quand j'étais enseignant au Mozambique. J'avais honte d'être blanc alors que les autres méprisaient les noirs. Je suis étonné de l'absence complète de nouvelles détaillées concernant l'Afrique Australe. C'est très grave pour la bonne conscience française qui a vendue des Mirages, des Allouettes, qui sont en train de faire disparaître des villages entiers en Angola et au Mozambique. Je ne trouve pas d'explication dans un pays comme la France, où il y a une diversité d'information, on ne parle que du Tchad à cause des intérêts français en jeu. Alors que l'Angola vit un génocide qu'on a tendance à oublier ainsi que celui de Timor. Dans mon pays d'analphabètes, le Portugal, on en parle. C'est l'armement français et américain qui est responsable de ce génocide. Je me demande pourquoi le silence de la gauche française.* » J'ai écouté durant une après midi la vie intense d'un type extraordinaire. Une vie baignée par la musique et la poésie que je vous convie à découvrir.

M. Nemmiche.

José Afonso : le chant du monde LDX 74 558 l'escargot CB 271.

La caméra face à la guerre

MOURIR A BEYROUTH OU A BELFAST

A l'heure où la production cinématographique française se cantonne dans les polars et les duels d'acteurs, deux films étrangers tranchent sur la grisaille : « Le faussaire » du réalisateur allemand Volker Schlöndorff et « Mourir à Belfast » de Tony Luraschi. Un dénominateur (détonateur) commun : la guerre.



Deux conflits qui se partagent la « une » des journaux, celui d'Irlande du Nord et la guerre civile au Liban servent de toile de fond à une remise en cause de la violence qui s'exerce le plus souvent à l'encontre des populations civiles concernées.

Si l'un comme l'autre, ces deux films refusent de prendre parti pour l'un des camps en présence, « mourir à Belfast » est construit sur une falsification. Le metteur en scène américain qui par ailleurs déploie un luxe raffiné de détails dans la reconstitution des ghettos catholiques de Belfast, a bâti toute son histoire sur l'enrôlement aussi rocambolesque qu'improbable d'un jeune idéaliste américain dans l'IRA. Celui-ci après maintes péripéties sera sacrifié par l'armée républicaine à des fins de propagande. Notre naïf héros en réchappera afin de jurer mais un peu tard que l'on ne l'y prendrait plus à défendre les bonnes causes. Ainsi l'IRA dont les dirigeants ont tout fait pour empêcher ses militants d'entreprendre la grève de la faim qui fut fatale à dix d'entre eux est décrite dans le film comme une organisation sans scrupule pour qui la vie d'un de ses membres ne compte guère. L'armée britannique n'est pas épargnée pour autant et le moins que l'on puisse dire c'est que le réalisateur ne s'embarrasse guère de nuances : séances de tortures à

la gégène, assassinat par balles, d'enfants, en pleine rue, comme si la réalité ne suffisait pas, on s'est employé à noircir le tableau. La pratique courante de la « torture blanche » et l'utilisation systématique des balles en plastique parfois mortelles suffisent amplement à condamner l'armée britannique sans qu'il soit nécessaire d'en « rajouter ». Ce qui se voulait au départ une dénonciation perd ainsi de sa crédibilité. Mais il y a un reproche plus grave qu'on peut faire au film s'est de renvoyer finalement dos à dos la violence de l'IRA et celle de l'armée britannique en évacuant les causes du conflit. Conclusion du film « il n'y a pas de guerre juste, tout est pourri quel que soit le camp qu'on a choisi, où sont donc les bonnes causes d'antan ? ».

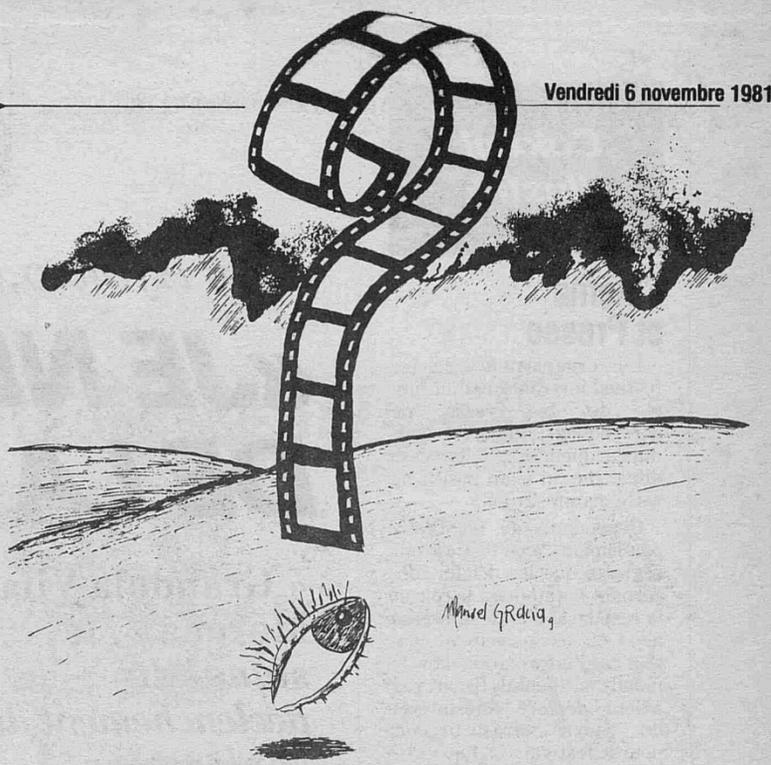
La démarche de Volker Schlöndorff est radicalement différente, si lui non plus refuse de « trier les bons cadavres des mauvais » c'est parce qu'il a choisi de s'interroger sur l'image d'un conflit telle qu'elle est véhiculée par les médias plutôt que sur la guerre en elle-même.

Le film contient cependant une dénonciation de l'absurdité d'un conflit où un vieux marchand est la victime du franc-tireur parce qu'immobile il offre une cible facile, où les enfants (comme à Belfast) reproduisent dans leurs jeux la guerre que pratique les adultes. Ace propos la scène où le regard du

journaliste croise celui d'une petite fille serrant contre elle sa poupée la protégeant comme elle fera plus tard avec son enfant des balles et des roquettes est particulièrement poignante. Le journaliste honnête et consciencieux joué par l'excellent comédien Bruno Ganz, de témoin passif et extérieur passera au stade d'acteur de sa propre violence, dans un sens négatif, mais n'en disons pas plus pour ne pas dévoiler la fin. Le journaliste a qui on fait jouer le rôle de bonne conscience de l'occident face à la violence de l'Orient, après s'être interrogé sur son droit de porter un jugement sur des événements auxquels il ne participe pas finira par remettre en cause son propre rôle. Pendant la guerre, les ventes continuent, un horrible personnage trafique des photos de massacres qu'il cède au plus offrant tandis qu'une bonne soeur raciste marchande un enfant.

Ce goût malsain de l'horreur s'étale à la une de nos journaux pour mieux nous faire savourer notre confort d'Occidentaux dira un moment le photographe qui accompagne le journaliste. Volker Schlöndorff s'est refusé à trancher entre palestine-progressistes et phalangistes et explique son absence de parti pris ainsi : « nous n'avons que nos rationalisations européennes et elles passent à côté de la réalité du Tiers-Monde ».

Frank Roussel.



Les films de la semaine: Par Feira Cava

L'ombre rouge

DE Jean-Louis Comolli, avec Claude Brasseur, Jacques Dutronc, Nathalie Baye et Andréa Ferréol.

De deux choses l'une, ou je baisse intellectuellement, ou ce film est complètement stupide. Pendant une heure et demi, je me croyais à Guignol.

Cette histoire d'avant-guerre dans laquelle deux agents soviétiques font passer des armes aux républicains espagnols - mais les bons, les communistes, pas les anars ou les trotskistes qui sèment la merde partout où ils passent - cette histoire donc se traîne en longueur dans un décor humain inexistant. Je veux bien que ce soit un film au rabais, tourné avec de petits moyens, alors que question décors et figuration, on s'est contenté, pour recréer l'ambiance 1937 et la guerre d'Espagne, de repasser des bandes d'actualités de l'époque, mais le truc est éculé, archi-éculé, et l'on n'en veut plus ; ça a marché, ça a plu les premières fois, maintenant fini.

Ce film n'est pas fait dans la sobriété et le dépouillement comme certains ont cru original de l'écrire, mais dans l'indigence. 1936-1937, c'est un grand moment d'Histoire en Europe et dans le monde, alors, sacré nom de Dieu, on ne peut escamoter cette page d'histoire dès l'instant où on en parle, la ramener à une petite intrigue minable entre deux agents soviétiques et trois ou quatre malheureuses caisses de fusils transportées par un bateau fantôme. Et que diable font Dutronc et Brasseur dans cette galère (c'est le cas de le dire) je vous l'avais confié dès le début : les guignols, et ceci parce que celui qui les manipule tire mal, très mal les ficelles de ses marionnettes.

Metteur en scène à recycler.

Excalibur

DE John Boorman, avec Nicol Williamson, Nigel Terry et Helen Mirren.

C'aurait pu être un très bon film. Il s'en est fallu de peu. Malheureusement le côté touffu et brouillon même sous couleur de brume médiévale et celtique, rend ce film pénible et débilant. Merlin a un côté sauteur et mimus que nous ne lui connaissions pas : un enchanteur ne se fait pas piéger : un

diabole, oui, pas un enchanteur. Quant à Arthur il ne fait pas le poids. L'auteur a oublié qu'avec le recul du temps, ce personnage est devenu un de ces hommes de légende auxquels il convient de donner, lorsqu'on les représente à l'écran, des dimensions disproportionnées, sinon on risque fort, comme c'est le cas dans ce film, de ramener la fresque historique à une banale histoire vue à travers l'oeil d'un naturaliste.

Tarzan l'homme singe

DE John Derek, avec Bo Derek, Miles O'Keefe et Richard Harris.

Bo Derek a un beau derjo, certes. Mais ce n'est pas suffisant pour faire un film. Et c'est ce que John Derek a fait avec les fesses de son épouse. Résultat : un film un peu cucul.

Condorman

PRODUIT PAR Walt Disney avec je ne sais plus qui.

D'accord, c'est un film pour enfant mais n'empêche ! Walt Disney doit faire une de ces gymnastiques dans sa tombe ! Lui faire patronner de pareilles niaiseries.

Après avoir vu des trucs pareils, allez vous étonner qu'en grandissant, les enfants deviennent ce qu'ils deviennent.

C'est un film saucisson. Tout dans le découpage.

- trois plans à Paris
- deux plans et demi à Monte-Carlo

- six plans sur un marché yougoslave, quatre en Italie, un demi dans les neiges, et plan, rataplan, rataplan plan plan.

Un conseil, si votre enfant est mongolo, vous ne risquez rien, vous pouvez l'emmener voir ce film pendant les fêtes de la Toussaint, mais dans le cas contraire, abstenez-vous, vous risqueriez de traumatiser votre cher petit.

Outland

DE Peter Hyams, avec Sean Connery.

Comme son nom l'indique, ce film aurait très bien pu rester où il était.

20 millions d'algériens vivront l'heure espagnole en juin 82

ALGERIE: OBJECTIF ATTEINT



Les places en équipe nationale seront chères. Il faudra bien se battre pour en être...

Les algériens sont allés à Lagos avec l'idée de limiter les dégâts : une défaite avec une petite marge aurait été honorable et aurait laissé un espoir pour le match retour ; un match nul aurait été un exploit et aurait déjà donné la moitié du billet pour l'Espagne ; enfin une victoire aurait relevé du domaine du miracle en mettant l'Espagne à portée de vue.

Et pourtant, quand à la 34ème minute de jeu dans cet enfer du stade de Lagos, Belloumi planta la première banderille devant 100.000 Nigériens totalement médusés par ce qui venait de se passer, les Algériens restèrent stupéfaits. Ils n'en croyaient pas leurs yeux. Il restait tout de même 56 minutes à jouer et le Nigéria n'était pas n'importe quelle équipe. Devant leurs transistors des millions d'Algériens suivaient les péripéties du match et tremblaient à chaque alerte de l'équipe adverse. Ils suivaient ce match comme s'ils y étaient. L'ambiance était facile à imaginer : un stade plein à craquer, une foule déchaînée, des joueurs nigériens qui avancent comme un raz-de-marée. Une ambiance qu'ils connaissaient pour avoir vu leur équipe, il y a trois ans de ça, se faire étriller trois buts à zéro en finale de la coupe d'Afrique des Nations, sur ce même stade de Lagos. Allaient-ils résister ? Tenir le coup, telles étaient les questions des supporters algériens, tant ce souvenir de 78 si proche, les hantait.

Ouf, se disaient-ils, plus que

quelques secondes pour la fin de la 1ère mi-temps. Ça fait toujours du bien 1/4 d'heure de repos. Ça cesse l'élan de l'équipe adverse, les joueurs récupèrent et surtout ils peuvent prendre confiance et être stimulés par leurs entraîneurs qui ne manquent pas de leur donner les conseils adéquats.

Et pourtant, à la 44ème minute, les voix des supporters algériens vibrèrent comme elles ne l'ont jamais fait, et pour cause ! Zidane va aggraver la marque : 2 buts à 0 pour l'Algérie à la mi-temps. Un avantage inattendu. La seconde mi-temps n'apportera aucun changement au score. L'Algérie a non seulement tenu bon mais elle est revenue avec une avance inespérée de deux buts grâce à cet exploit le mirage de la côte espagnole était bel et bien en vue. Il suffira d'un petit point pour y débarquer : une oeuvre à parfaire à Constantine.

L'Algérie était déjà en Espagne

même si les déclarations des uns et des autres prônaient la prudence et exprimaient une certaine méfiance. Certes en football on ne sait jamais, mais remonter deux buts à l'équipe algérienne sur son terrain n'était pas du tout une tâche aisée.

Le vendredi 30 octobre, les deux équipes se retrouvèrent à Constantine. Les deux équipes se retrouvèrent donc. L'Algérie entière fut mobilisée. Cette rencontre était devenue l'événement le plus important du pays. La presse nationale lui réservait depuis quelques jours la une de ses informations.

70.000 spectateurs accueillirent les deux équipes sur le terrain. Des millions d'autres étaient devant leurs télévisions branchées à leurs postes radio. Le Nigéria avait changé d'entraîneur et quelque peu modifié son équipe. Le nouvel entraîneur, un allemand, connaissait l'Algérie, pour y avoir séjourné et entraîné l'équipe locale.

On disait qu'il connaissait le football algérien, ce qui pouvait réserver des surprises. D'ailleurs, son silence devant les journalistes et la discrétion de toute la délégation nigérienne ne manquèrent pas d'alimenter les craintes. Huit minutes venaient à peine de s'écouler que les 60.000 spectateurs supporters algériens, tels un seul homme, bondissaient de leurs sièges : Belloumi venait de tromper la vigilance des Nigériens en secouant imparablement les filets. Trois buts d'avance pour l'Algérie : ça y est, elle ira en Espagne. Mais il y eut ce but d'égalisation d'Eidima, qui vint, à la 40ème minute, tempérer cet optimisme. Un but mérité car les Nigériens avaient réussi à créer de nombreuses occasions de but. L'équipe algérienne avait baissé quelque peu les bras.

Pour des millions d'Algériens, les dernières 4 minutes paraissaient longues. Le match était loin de faire vibrer la foule, tant la pauvreté du spectacle était manifeste. Chose compréhensible quand l'enjeu est d'une telle importance : seule la qualification compte. Et quand Madjer marqua à la 81 minute, il libéra 20 millions

sont venus se joindre des professionnels. Une symbiose immigrés-autochtones qui a réussi en apportant une solidité morale et psychologique à l'équipe et l'a renforcée dans le domaine de l'expérience indispensable dans les grandes confrontations.

Le Mondial aura lieu dans 7 mois et il y en aura qui se battront dur pour avoir leur place. Seuls 22 joueurs feront le voyage et pas moins d'une trentaine sont aptes à disputer les places. A ceux qui ont été sélectionnés peuvent s'ajouter Ben Cheik, Merezkane, Tlemçani, pour ne citer que ceux-là.

Pour le moment la préparation de cette équipe d'Algérie sera le souci de ses responsables. Faut-il entamer une préparation à l'étranger pour aguerrir les joueurs à un rythme de jeu plus rapide et plus physique ? Faut-il rester en Algérie en gardant les sélectionnés en remplacement permanent et en les autorisant à participer avec leurs clubs aux matches de championnat, qu'il serait absurde de sacrifier. Les trois sélectionneurs Maondre, Rajkov et Vaddane devront répondre rapidement pour



Dahleb : un renfort de choix

d'algériens de l'extrême tension dans laquelle ils étaient plongés. Une passe de Dahleb, une course solitaire et un tir imparable eut raison du gardien de but Best, et de l'équipe du Nigéria. Cette fois-ci le public pouvait chanter « nous irons en Espagne ». Score final deux buts à un.

L'Algérie est qualifiée pour la phase finale de la coupe du monde. C'est la première fois. Une qualification méritée. Depuis 106 ans, l'Algérie se distingue dans le football africain quand elle ne le domine pas, grâce à un potentiel riche en joueurs de qualité auxquels

permettre aux joueurs d'être prêts le jour J. Une tâche importante les attend, celle non seulement de représenter l'Afrique mais aussi d'essayer de faire mieux que les derniers représentants africains aux dernières coupes du monde. Une manière de montrer la progression du football africain dans le concert mondial.

Une tâche qui sera partagée soit par le Cameroun soit par le Maroc, deux pays qui se rencontreront prochainement pour l'obtention de la qualification pour l'Espagne.

Ali Hadad

Finale de la Coupe d'Afrique des Vainqueurs de Coupe

L'Union de Douala (Cameroun) sera opposé au Stationery Stores (Nigéria).

Le club Camerounais s'est incliné sur son terrain 2-3 face au Sekondi Hassacas (Ghana). Mais ayant gagné lors du match aller 2-1 ils sont qualifiés par la règle des buts inscrits à l'extérieur qui comptent double en cas d'égalité au score.

Les Nigériens du Stationery Stores sont allés gagner dimanche à Bamako 1-0 contre le Djoliba après avoir concédé un match nul chez eux à Lagos.

Pour le Tchad

Le Tchad est un pays en ruine. Depuis 1966 il était en guerre. D'abord conflit entre le nord musulman et le sud où se trouve notamment la majorité des chrétiens, cette guerre s'est généralisée avec son cortège de catastrophes. La population vit dans une misère plus grave encore que celle engendrée par la sécheresse de 1973.

En décembre 1980, N'Djamena, la capitale, est rasée, la population se réfugie au Cameroun. Les armes se sont tuées depuis mais c'est dans d'immenses difficultés que le peuple tchadien doit envisager la reconstruction de son pays. Pour l'aider à accomplir cette tâche, la Cimade et le Défap lancent conjointement, avec l'appui de la commission d'entraide de la Fédération protestante de France, un appel destiné aux deux projets suivants :

- L'Association SOS-Tchad dont les objectifs prioritaires sont de fournir à la population une aide-médicale de première nécessité : cette association envisage dans un second temps de participer à la remise sur pieds de certaines structures sociales (hôpitaux et écoles) ainsi qu'à des travaux de génie civil (puits, etc...).

A titre indicatif, le prix d'un seul puits dans la région du Batha, au centre du Tchad, est de 26 à 30.000 FF. Or les besoins sont immenses...

- L'Eglise évangélique du Tchad pour la construction et le développement, dans la région de Bebelem au sud du Tchad, d'un collège situé jusqu'en 1979 à N'Djamena et détruit pendant la guerre. L'enseignement public étant encore totalement paralysé, ce collège et d'autres établissements privés assurent seuls - avec les moyens du bord - un enseignement dans le pays. Le Défap a jadis envoyé des coopérants au collège évangélique de N'Djamena et à l'hôpital de Bebelem.

A titre indicatif, la seule construction de deux salles de classe et d'un bureau s'élève environ à 22.000 FF. et il faut construire tout un internat, faire fonctionner le collège...

Nous vous rappelons qu'il s'agit d'un appel urgent : les fonds doivent parvenir le plus rapidement possible à :

- Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 - PARIS
CCP Paris 40 88 87

ou à :
- Défap-Mission protestante, 102, Bd Arago, 75014 - PARIS
CCP PARIS 52 89 E

ou à :
- Commission d'entraide de la Fédération protestante de France
CCP PARIS 14114 31 V
AVEC LA MENTION « pour le Tchad ».
Un dossier sur chaque projet est disponible au Défap et la Cimade.

ANNONCES

MONTPELLIER : Soirée Palestine. Samedi 7 novembre à 20h30, à la Bourse du Travail rue Carré du Roi.

Deux groupes de montpelliérains sont allés en Palestine au cours de l'année 1981, pour se rendre compte sur place des conditions réelles de la vie quotidienne des gens soumis à l'occupation militaire israélienne. Ils en ont ramené des diapositives et un film qui seront présentés au public montpelliérain le plus large, ce samedi 7 novembre à 20h30 à la Bourse du Travail, rue Carré du Roi à Montpellier. Une séquence du film est consacré à l'installation des colonies de peuplement israéliennes et aux conséquences qu'a ce mouvement sur la vie des paysans palestiniens. Cordiale bienvenue à tous.

INDIENS : les 5, 6, 7 et 8 novembre, 200 indiens de Colombie Britannique arriveront à Paris, une des étapes du « constitution express » en Europe, ils viennent à la recherche de soutien. Frank Rivers et Terry Williams, ont été envoyés en avant pour préparer cet événement : il leur faut trouver de toute urgence des hébergements (de préférence groupés), de la nourriture, des moyens de transport, de l'argent. Pour toute donation ou solidarité active : vous pouvez écrire ou venir aux réunions de préparation le mardi soir à 20h30 au C.S.I.A., 3 rue Clavel 75019 Paris (203 12 85) ou téléphoner à Franck Rivers (en anglais) au 227 65 41.

ECRIRE : cherche machine à écrire (gratuite) en état de marche. Sinon, plus d'articles dans Sans Frontière. Jibé (contact au journal).

NOEL EN NOVEMBRE : qui peut me proposer gratuitement ou à bas prix un appareil photo (qui marche tout de même). Tél. à S.F. et demander Aline.

JOSE 20 ans, portugais, en prison depuis plus d'un an, cherche l'affection d'une jeune fille courageuse pour m'aider à croire en la vie, en l'avenir. Mon métier, c'est mécanicien (je peux aussi travailler comme maçon). J'attends... (encore plus d'un an à tirer). Une lettre pour commencer à aimer, espérer, goûter un peu à la liberté. La prison, ça use... Lionel José Dias Cordeiro, 102309 D2 D1150. 7, av des Peupliers, Fleury Mérogis 91705 Ste Geneviève des Bois, cédex.

BESOIN D'AMOUR

Mec la trentaine, aimerait rencontrer filles d'origine maghrébine. J'ai besoin de deux yeux noirs, mais attention, ce n'est pas suffisant. Mon projet : vivre à deux mais surtout pas dans l'isolement. Je peux évidemment tomber amoureux de quelqu'un n'ayant pas suivi le même itinéraire (principalement celui de la souffrance et de la révolte), que moi. Mais pour que la relation que je souhaite puisse durer, une révolte à la base du caractère me semblent inévitable chez celles qui m'écriront pour qu'il y ait un minimum de communication. 1er : la personnalité des Maghrébines qui sont venues à la rencontre de Dreux le 10 octobre... enfin j'ai eu le coup de foudre. 2e : je suis infirmier et je démenage à Blois en novembre. 3e : je compte bien travailler dès que je serai disponible avec le GAR (groupe d'action recherche immigrée). Voilà qui je suis sommairement, mais avait tout j'ai besoin d'amour et d'en donner et d'en recevoir. Avec espoir Daniel Lefort, 25 rue Molière, 93100 Montreuil (Tél. 287 15 68).

DESORMAIS J'ATTENDS : J'aimerais lire une lettre puis y répondre. Attendre quelque chose de nouveau, parler une autre langue que ce jargon de Zambie... Oublier, oublier qu'en 10 ans de vie reclusionnaire on existe plus tout à fait. Correspondre à tout prix, et ce, avec n'importe qui je ne veux pas sombre dans l'ébétéisme. Désormais j'attends. Labidi Djellali, 195057 4/51 42 rue de la Santé, 75014 Paris.

ANTILLAIS : Institut d'Etudes Internationales de Paris (Economie internationale, législation sociale...), intéressé par emploi : Formation, relations avec le Tiers-Monde. Anglais, espagnol. Etudierait toutes propositions. Téléphoner au 366 34 01.

COURS

DANSE INDIENNE : Meenakshi Devi organise des cours de danse indienne à partir du 6 novembre pour des adultes et des enfants au Centre : 5, rue Git-Le-Coeur 6ème (633 47 99)

LE CENTRE CULTUREL DE L'ABBAYE : 12, rue de l'Abbaye (354 30 75), organise pour les étudiants des cours :

D'expression contemporaine
- De percussions et rythmes
- De yoga et d'aïkido
- De danse de Jazz

L'ACLA : L'Association Civilisation et Langues Arabes organise des sessions intensives d'arabes Maghrébin (dialectal) à raison d'un week-end :



- Ils auront lieu : 27, avenue de Choisy - Paris 13e - Métro : Pte de Choisy

- Les séances commenceront le samedi à 14 h et se termineront le dimanche à 17 h.

- Tarif : 400 Frs. pour la cession de 4 week-ends.

- Si c'est votre entreprise qui vous prend en charge le tarif sera : 1000 Frs. par cession de 4 week-ends.

- 21-22 nov./ 12-13 déc.
16-17 jan./ 20-21 fév.
20-21 Mar./ 17-18 Avr.
08-09 mai./ 08-09 jui.

Envoyer le plus rapidement possible votre inscription :
L'A.C.L.A.J.
17 rue Liard
75014 - PARIS
Tél : 264 97 65.

MONTORGUEIL : le foyer culturel de Montorgueil organise des cours de français gratuits pour adultes immigrés. En outre il recherche des bénévoles motivés pour un an minimum à raison d'un soir par semaine (formation gratuite assurée). Début des cours : Jeudi 12 novembre à 19 h 30 au 46, rue de Montorgueil Paris 2ème. Téléphoner à Maryvonne au : 325 04 47

MEETINGS

MIGRANTS ANTILLAIS d'inspiration chrétienne : ils organisent la fête de l'Aumonerie, comme chaque année le mercredi 11 novembre à partir de 16 h précises au 51 bis rue de la Roquette (806.00.60). Au programme : une série de courts métrages antillais ; une braderie de livres ; et des rafraîchissements ;

TRAVAILLEURS MAURICIENS Dans la situation actuelle Le Mouvement des Travailleurs Mauriciens

Apelle tous les travailleurs Mauriciens à une

Grande Fête
Dimanche le 8 novembre 1981 à 15 heures à la salle ST-BRUNO, 8 bis, rue Pierre l'Ermite/rue St-Bruno Paris 18e - Métro : Barbès - La Chapelle

Programme :
- Information sur l'immigration - projection de films sur l'Ile Maurice - La situation actuelle à l'Ile Maurice - Sega et danse - Buffet (spécialités mauriciennes et boissons).

ANTILLES

Le Centre Socio-Culturel ARAGON-TRIOLET d'Orly organise du 12 au 23 novembre une quinzaine : **RENCONTRE AVEC LES CULTURES ANTILLAISES**

PROGRAMME
Mardi 10 novembre - 18 h
Vernissage des 2 expositions

- Peinture naïve Haïtienne
- Poésie Antillaise - Hommage à Léon Gontran Damas
Ces expositions seront ouvertes en permanence du 12 au 23 novembre.

(aux heures d'ouverture du Centre)
Animations scolaires autour du conte Antillais dans le cadre de la Bibliothèque

Mercredi 18 novembre - 14 h - 17 h

- Animation des Centres de Loisirs autour du Conte Antillais
- Spectacle et Danse
- 21 h - Cinema

- Le Sang du Flamboyant
Prix : 6,10 et 12 Frs

Jeudi 19 novembre - 21 h - Cinema

- Le Sang du Flamboyant
Vendredi 20 novembre - 21 h - Cinema

- Le Sang du Flamboyant
Avec la participation du réalisateur : François MIGEAT

Samedi 21 novembre - 14 h 30 - Théâtre

- «Cric et Crac» Conte Traditionnel des Veillées Antillaises
par le Théâtre Noir de Benjamin Jules Rosette
Prix : 15 et 20 Frs

- 13 h - 18 h - Stands d'Animation

- Conteur - Clown
- Marionnettes : Fabrication Manipulation
- Journal Mural
- Atelier de tresses Antillaises
- Autout de la Distillerie : Dégustation de Produits Antillais
- Vente signature de livres
- Films courts métrages

21 h - Théâtre

- « Et si je trouve... Ils me laisseront partir !!! »
Adaptation des « Prunes de Cythère », de Jeanne Hyvrard
Mise en scène d'Elysée Alexandrine
Prix : 15 et 20 Frs

DIMANCHE 22 novembre - 15 h - Musique

- Avec le Trio de Jazz : « LIQUID ROCK STONE »
- Et le Groupe de Gro-Ka « MACANDIA » : Musique et Danse Traditionnelle
Prix : 20 et 25 Frs

Mardi 24 novembre - 21 h

- Cinema
- Le Sang du Flamboyant

CARAÏBES

La Guadeloupe se trouve dans la zone Caraïbe. C'est une évidence géographique qui est pourtant niée par le système colonial français qui sévit encore dans notre pays. A la radio ou à la télévision, en Guadeloupe, l'information est principalement orientée vers l'Europe.

Pendant que l'on nous rabat les oreilles avec toutes les péripéties de la vie politique ou même de la météorologie française, les informations concernant les pays proches de nous (Jamaïque, Nicaragua, Grenade, Barbade, Haïti et tous les autres) sont sélectionnées et parcimonieusement distribuées.

Pour nous qui vivons en France, c'est encore pire. Nous n'avons guère de nouvelles réelles intéressantes notre pays en particulier et la Caraïbe de façon générale.

Conscients de cet état de fait aberrant, nous voyons la nécessité d'y remédier. C'est pourquoi nous vous invitons à un après-midi d'amitié caraïbe qui aura lieu le 8 novembre 1981.

- Avec au Programme

- Des films et Montages
Diapos sur :
- Grenade
- Nicaragua
- Haïti
- Animation Musicale
- Livres sur la Caraïbe à des prix intéressants

- Des journaux d'information sur la Guadeloupe, Martinique
- Bar et Spécialités Guadeloupéennes.

Venez nombreux avec vos parents et vos amis de toutes nationalités.

Nous vous attendons à

L'AGECA
177, rue de Charonne
Paris 11e
Métro A. Dumas
8 novembre de 14 h à 19 h

- Participation aux frais de location : 20 Frs

Un groupe de Gadeloupéens

LE MRAP : (Le mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les Peuples.)
Organise une Conférence Débat.

Le 19 novembre 1981 - Salle Vasse à Nantes - 20 h 30.

« GUERRE ET RACISME »
Présidé par le Général de Bollardière

Film « LA FOLLE DE TOUJANE » de René Vauthier.

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière, 33 bd Saint-Martin, 75003 Paris - c.C.P. 420 900 F Paris.

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement Rétroabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

MUSIK

Paris

OLYMPIA : après plusieurs concerts en province, **Joan Armatrading** n'oubliera pas les Parisiens. Elle chantera pour eux le 11 Nov.
PALACE : rue Montmartre.
 Le 12 novembre : **Alvin Lee**, avec Mick Taylor (ex-Rolling Stones) avec Tom Compton, Calvin Fuzzy Samueels

PALAIS DES SPORTS : Lavilliers, y sera du 9 au 18 novembre pour une série de représentations.

Banlieue

GENNEVILLIERS : au théâtre (793 26 20)
 Jusqu'au 8 novembre : **Evelyn Zambino**, avec I. Safouan, E. Jesel et J. C. Audoubert. Elles présentent un recueil de chansons très variées du rock au blues en passant par la samba.
CERGY PONTOISE : (lieu non précisé). Le 10 novembre à 21h., **Louissette Dussault**, chantera pour la Ville Nouvelle.
FRANCONVILLE : au centre socio-culturel (2 rue des Hayettes). Le 13 encore, **Louissette Dussault**.
HERBLAY : à la MJC (5 chemin de Montigny). Le 14 Novembre : une autre représentation de **Louissette Dussault**.

Province

LA ROCHELLE : Maison de la Culture.
 Le 7 novembre à 20h30 : **Giovanna Marini** et ses compagnes, Patricia Nasini, Maria Tommaso, Lucilla Galéazzi poursuivent leur tournée de pièces chantées sur les villes et les campagnes de l'Italie du Sud.
PAU : au casino municipal.
 Le 10 Novembre on retrouvera les mêmes pour une autre représentation.

NICE au théâtre de verdure.
 Le 8 novembre, **Joan Armatrading**, chante du blues et du rythm'and blues, prenant et plein de chaleur.

LYON : au Palais d'Hiver. Le 9 novembre nous la retrouvons, **Joan Armatrading** pour encore plus de chaleur et d'émotion.

STRASBOURG : Au Palais des Congrès. Le 10 novembre encore **Joan Armatrading** pour un dernier concert en Province.
BEAUVAIS : sous le chapiteau. Le 14 Novembre, dans la suite des galas des artistes Sibecar-Lescargot, notre ami **Djamel Allam**, donnera un concert au quartier Argentine à 21 H.
BELGIQUE : à la Louvière au théâtre communal (17,18 place Mansart). Le 14 Novembre à 16h30, **Marcel Amont**.

LA ROCHE SUR YON : au théâtre municipal. Le 9 novembre : **Michel Buhler** à 22 h.

NIORT : au cinéma Olympia. Le 10 novembre à 21 h. **Michel Buhler** donnera un autre concert à 21 h : **M.J. Vilar**.

VALENCE : à la MJC (32 av. Clémenceau), le 12 novembre : venez à 20h30 pour le dernier concert de **Michel Buhler**.

ATHIS MONS : (lieu non précisé)
 Le 12 Novembre : un concert de **Quarteto Cedron**.

BAR LE DUC : à la Salle A. Theuriet (22 rue A. Theuriet). Le 13 novembre : **Quarteto Cedron** à 21 H.

CINE

CONFLUENCES : Passage de Lathuille (17*)
 Le 8 Novembre : à 20h30 : **Comme la mer et ses vagues** d'Edna Politi (Liban-Israel).
 9 novembre à 20h30 : **Hazal** de Ozgentürk (Turquie).

Le 10 à 20H 30 : **Le bus de Ozgentürk** (Turquie).
VIDEO : Consultation de films sur vidéo-cassettes, sur rendez-vous, **De la Bohème jusqu'au bout du monde**, de Jiri Polakj (Balouchistan) ; **The land of roses and Nightingales** de Yoash Tatar (Iran, version allemande) ; **The Carmathes**, le rêve persan, la tentation de la puissance, sous le tchador la liberté, Islam en noir et en couleurs, l'islamisme, dde Gordian Troeller et Marie-Claude Deffarge. **Adolescent immigré**, **Madame la France**, et d'autres documents.

NOTRE FILLE : film camerounais écrit et réalisé par Kamwa : la culture a du bon ! C'est ce que pensent les parents d'une jeune camerounaise, qui avec l'aide du village, vont payer ses études en France, afin qu'elle puisse plus tard, les prendre en charge.

LA PEAU : un film de Liliana Cavani, « sur l'aube de notre post-guerre ». Un film dur, réaliste, plein d'humour et d'amitié qui raconte l'histoire d'un homme à Naples « la plus ville la plus mystérieuse de l'Europe » en 1943.

STRESS ES TRES, TRES : Un film de Carlos Saura. Une longue journée fatigante de voiture sous une chaleur torride. Et dans ces embouteillages, le bruit, les difficultés de la route. Chacun pense. C'est un film inédit en France.

LES FOURBERIES DE SCAPIN : CE FILM ressortira à Paris le 15 novembre dans plusieurs salles notamment : Lincoln Elysées ; Impérial Pathé ; Parnassiens ; Athéna ; Gaumont Ouest ; Clichy Pathé.

THEATRE

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers du 10 au 14 Novembre à 20h30 : une pièce de théâtre d'Iran, « **Goldoonem** et ... » par la troupe Tege. Le chemin d'une femme, de la misère à la déchéance.

CONFLUENCES : Passage Lathuille jusqu'au 15 Novembre : une pièce mise en scène par Luiz Menase d'après une pièce de Richard Soudes : **Mille et une nuits ou l'heure crépusculaire ou l'univers entier s'endort dans une fausse pais**.

PETIT PALAIS DES GLACES : 37 rue du Faubourg du Temple. Du mardi au samedi des textes pour enfants du poète **Alexandre Révérend**, accompagnés de dessins faits dans de la pâte à modeler.

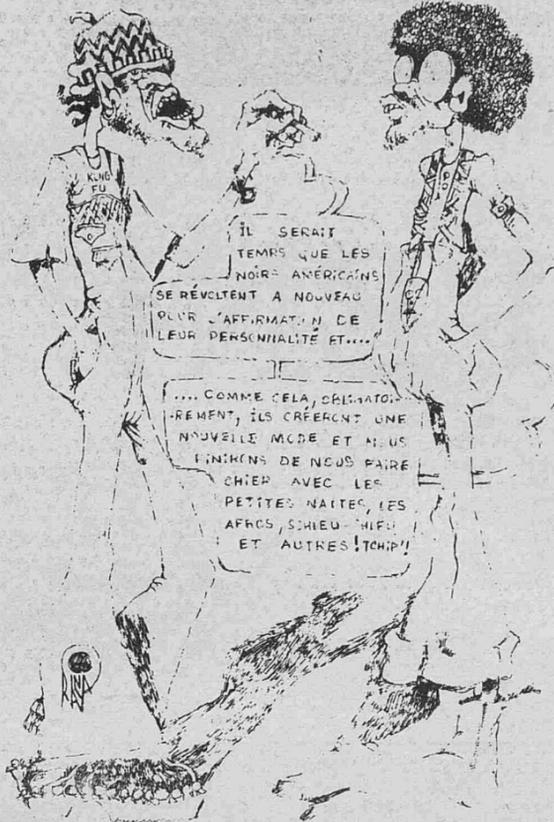
ESPACE MARAIS : prolongation de la pièce de Tchekhov. **La Mouette**, mise en scène par Sissie Buggy. Tous les jours sauf le dimanche à 20h30 : A 22h30 : « **Krava** » modus vivendi. Une comédie dramatique de Claude Maiden-berg, mise en scène par Thierry Faggianelli.

T.E.P. : 17 rue Malte-Brun, Paris 20° (636 91 02) A partir du 17 novembre : **L'inscription**, une pièce de Henri Menthon, mise en scène par Georges Werler.

LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre-Dame des Champs. Au Théâtre Noir : **Yerma** d'après F.G. Lorca à 18h30 : **Faut pas faire ça tout seul** David Maqthel de Serge Ganzl, mise en scène par Georges Vitaly.

AU THEATRE ROUGE : Don Quichotte, d'après Cervantes par le Tantaquéluc Théâtre. Adaptation de G. Delamotte à 18h30.

LE THEATRE DES DEUX RIVES, continue une tournée en province et en banlieue avec diverses pièces dans plusieurs villes : **ANNOUILLE—VILMESNIL** « Un peu d'amour et quelques contes », le 7 novembre.
YVETOT : La nouvelle année, le 12 novembre.



au bénéfice des prisonniers politiques et leurs familles
les comités de lutte contre la répression au Maroc
 organisent
5 heures pour le MAROC
samedi 14 nov. 1981
 19 heures... 24 heures

Jeunes immigrés

Ils organisent leur fête le 15 novembre à Villejuif (Gymnase Maurice Bâcquet) Rue J.J. Rousseau.

Le matin : **FILMS** : « C'est Madame la France que tu préfères ? »

« **Enfants immigrés de Belleville** »

« **M. comme Malika** »

« **Adolescents immigrés le choix impossible** ».

Festival « **jeunes immigrés** » : théâtre, chansons, poésie, jeux, musique, montage diapos, interventions sur l'action menée, etc ...

Stands : Expression : dessins, poésies, jeux, etc ...

Débats : avec Manuel Dias, les acteurs et réalisateurs des films.

L'après-midi : avec José Alfonso, Paco Ibanez, groupe marocain de Gennevilliers, Jacques Florencie.

LA MAISON POUR TOUS DE WOIPPY (banlieu de Metz)

organise avec :

- L'Amicale des Algériens
- L'Amicale des travailleurs turcs
- L'Association des Yougoslaves
- Accueil des Migrants
- Inter-Service-Migrants
- Frères des hommes
- Le Foyer de Prévention de Woippy St-Eloy,

« **La fête à tout le monde** » samedi 7 novembre à partir de 17 heures à la salle St-Exupéry de WOIPPY : Folklore, spécialités culinaires..., et du samedi 7 novembre au samedi 14 novembre en permanence :

- une exposition de calligraphies arabes
- une exposition de costumes
- une exposition d'artisanat algérien
- une exposition de livres

Jeudi 12 novembre, projection du film Turc « **Le troupeau** » dans la salle Michel Bonnet à la Mairie à 14 h 30 et à 20 h 30.

Vendredi 13 novembre à 20 h 30, **CARTE DE SEJOUR**, un groupe rock qui monte, venu de la banlieue lyonnaise.

Pour tous renseignements : **MAISON POUR TOUS**
 Rue Foch - 57140 - WOIPPY
 Tél : 731.32.10.

CANTELEU : « la surprise de l'amour », le 17 novembre.

GRAND-QUEVILLY : « Macbeth », par le Théâtre d'Evreux du 12 au 14 novembre.

CANTELEU : « La surprise de l'amour », le 13 novembre.

LE HAVRE : à la Maison de la Culture, « la nouvelle année », le 14 Novembre.

DANSE

ESPACE MARAIS : jusqu'au 10 Novembre, **Meenakshi Devi** danse l'Odyssey dans le cadre du festival d'automne. D'origine arménienne, Meenakshi Devi a vécu longtemps en Inde et a étudié plusieurs types de danses mais ne s'est vraiment épanouie que dans la danse indienne. Espace Marais à 18h.

THEATRE PRESENT : deux lauréats du concours international de chorégraphie de Bagnolet et de Nyon : **Joëlle Bouvier**, et **Régis Obadia**, après avoir fondé la compagnie « **L'Esquisse** », présentent : « Terre battue », « Regard Perdu », « Les noces d'argile », jusqu'au 8 novembre. Théâtre présent : 211 av. J. Jaurès, porte de Pantin). T31. 203 02 55

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers. Jusqu'au 8 Novembre : **Nanah et Lala** : chants et danses traditionnelles malgaches, à 20h30.

LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre Dame des Champs, le dimanche à 20 H : **Ame-Ane Danse**, avec Nagera Rouzire.

PALAIS DES CONGRES : Porte Maillot. Jusqu'au 20 décembre : **Le ballet Moïseiv** : ensemble de danses populaires de l'URSS.

BEAUBOURG : rue Rambuteau. Jusqu'au 14 Novembre : **Ton Simons**, et **Ellen Van Schuylenburch**.

PALAIS DES GLACES : en rappel, à 20h30 : **New York Blues**. Le ballet théâtre du Continent Noir par la Mudra Afrique.

ESPACE MARAIS : à 18h30 du 10 au 14 Novembre, « **Montrez-vous** ». Théâtre de masques de Pierre Lascoumes et D. Nicolas-Fiorazo.

EXPOS

A LA DEFENSE : se tient depuis le 5 novembre une exposition « **Arts d'Asie** », comprenant plusieurs centaines d'objets. De plus chaque mercredi à 12h30 et 20h30, il y a des animations telles que des concerts de piano, des danses traditionnelles, du théâtre de marionnettes. C'est à la galerie esplanade de la Défense.

JOUETS : au musée des Arts décoratifs (107 rue de Rivoli tél. 260 32 14) se tient une exposition de jouets traditionnels du Japon et ce jusqu'au début du mois de mars 82.

GALERIE PIERRE LESCOT : 28 rue P. Lescot (tél. 233 85 39)

Du 6 novembre au 2 décembre : rencontre de jeunes peintres du nord de la France : **Glowack, Kovalak, Marquant, Nicolaï, Obled, Olivier**.

I.C.E.I. : dans le cadre de ses activités culturelles, l'ICEI (Information, Culture et Immigration), présente 47 peintres et dessinateurs français et immigrés du 13 au 27 novembre. C'est tous les jours sauf le dimanche de 11h à 18h au 43 bis rue des Entrepreneurs 75015 (M° Charles Michels).

VAIRES : à la mairie annexe de Vaires-sur-Marne du 25 au 28 novembre, se tiendra une exposition sur le thème : les exclus 1/4 monde ici, 1/4 monde là-bas... une fatalité ? Adresse : bd Constant, MELET



JEUX ET MOTS

CROISES

par **Hartmann**

Solution grille n° 23

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	E	N	C	H	A	I	N	E	E
2	S	E	L	E	C	T	I	O	N
3	S	A	I	R	E	L	L	E	
4	A	N	I	N	E	R	E	R	
5	O	I	E	T	A	C	V		
6	V	T	A	E	T	I	T	E	
7	I	R	A	N	I	R	I	S	
8	R	E	S	E	R	V	E	S	
9	A	A	L	G	E	R	I	E	

Grille n° 24

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTELEMENT :

1. Ville d'Algérie ;
2. Pas laide-Coule en Suisse ;
3. Ville d'Allemagne ;
4. Note-Ville du Japon-Amas ;
5. Est ouvert-Consuma ;
6. Ville du Nigéria-Dément-Lac d'Afrique ;
7. Surface-Sigle arabe ;
8. Stère-Capitale africaine ;
9. Patient conducteur-Calife musulman ;
10. Effleurée.

VERTICALEMENT

1. Ile de Tunisie-Pillage ;
2. Liesse-Ville d'Algérie ;
3. Pronom-Poisson-Infinif ;
4. Jeune-Prince troyen ;
5. Ecrivain danois. Point de saignée ;
6. Article-Pas ailleurs ;
7. Surface d'eau-Personnel-Voie ;
8. Ville de Finlande-Capitale en Europe ;
9. Infinif-Ville d'Algérie ;
10. Ville du Maroc.

SOLUTION

NOMS D'OISEAUX

P	A	O	N				
M	I	L	A	N			
F	A	I	S	O	N		
P	E	L	I	C	A	N	
C	O	R	H	O	R	A	N

PLACER DES NOMS DE POISSONS

			N				
				N			
					N		
						N	
							N

LES FENÊTRES DU POÈTE

Par Farid Maâmeri

SOIR OU PLUTÔT BLEU SUR LES gestes, sur les paroles, sur les immeubles, presque sur les lumières. Bruits sourds que la nuit feutre et craquèle à la fois.

Les doigts de Miloud approvoisaient le feu que sa bouche découvrait ; accoudé à la fenêtre, il partageait le vertige de la nuit chargée de voluptés printanières.

Il avait envie de musique ce soir, un adagio sans doute, le rire et le son de la voix d'Aïda certainement, oui, sa musique peut-être, beaucoup plus.

Il venait de relire le chapelet de ses écrits et il aurait aimé lui parler sa réponse nouvelle, dérouler le fil du récit et lui dire ses réflexions un peu tristes, il se rappela alors les vers du poète : « *On ne perd jamais tout, on ne perd peut-être jamais rien* » ; les raisons qui continuaient ses espoirs arrachaient leur difficile conviction dans la certitude gravée au fond de lui-même qu'Aïda lui reviendrait.

Il sentait qu'au travers des ombres, des rayons de fraîcheur lui permettaient cet espoir et même l'ébauche d'un récit nouveau.

L'image d'Aïda défilait devant ses yeux. La nuit était tombée, le soleil avait battu la mesure d'un autre jour qu'il avait passé à attendre.

Pourtant ce soir, il la sentait si proche, la fenêtre ouverte, qu'il voulait cueillir les étoiles, en faire un collier de syllabes à égrener entre les souvenirs de ses yeux et de son rire, son prénom multiple, le chant qu'elle disait et cette main qu'elle lui avait tendue comme le soleil dans l'eau.

Il l'avait connue, c'était si simple, un jour d'examen, à l'université. Ils avaient vingt ans, et à cet âge, le rythme qu'on a dans le cœur, passées les premières senteurs de la jeunesse, vibre au bonheur que l'on veut partager.

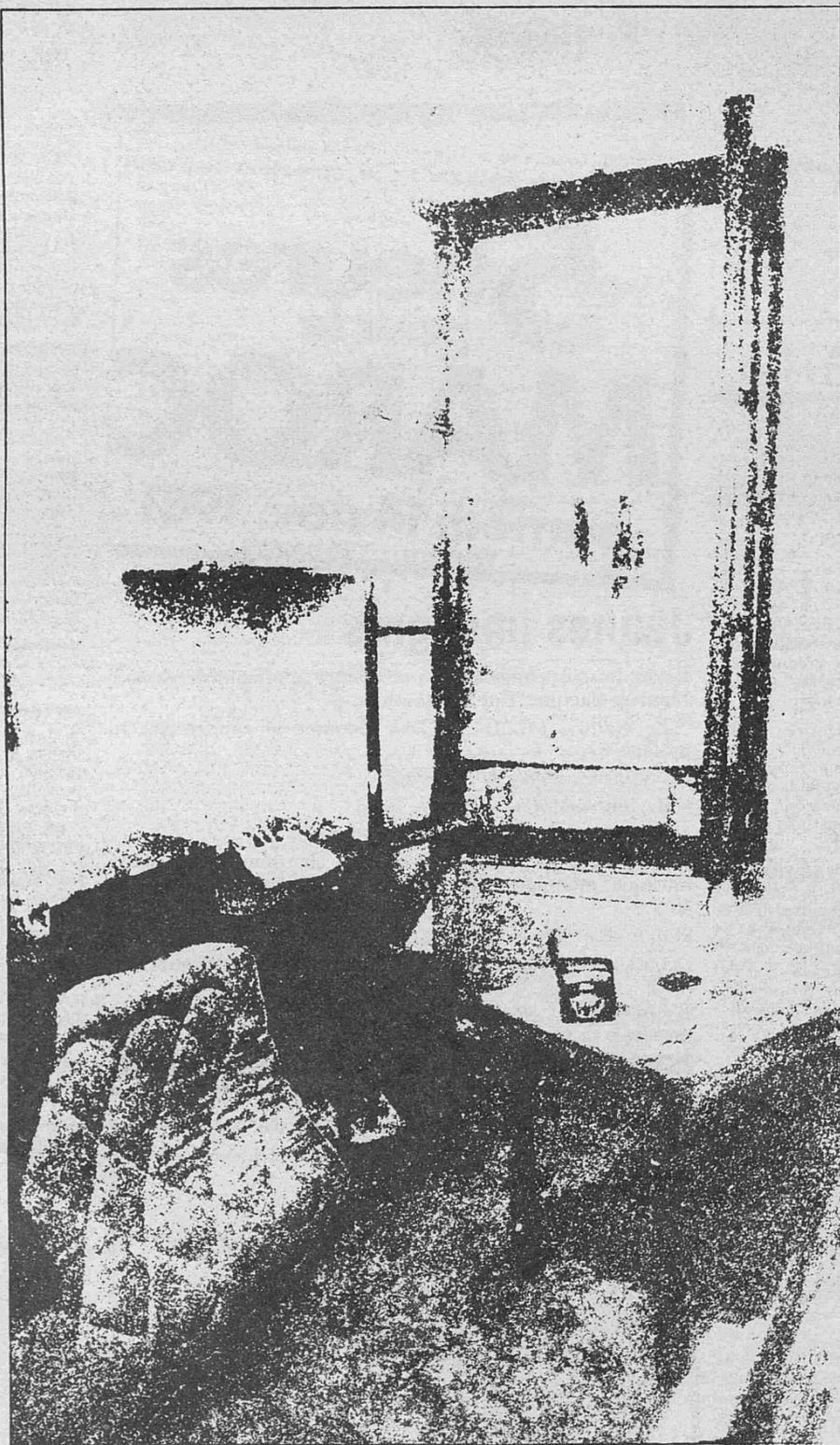
Aussi Miloud et Aïda, se revirent l'année suivante et ils firent leur bohème d'amour et de cafés-crèmes, ils firent des « *je t'aime* » leur pain quotidien, ils firent sans problème un petit bout de chemin.

Miloud disait à Aïda : « *Si j'étais musicien, tes pas seraient mon rythme, tes paroles ma chanson, ton rire ma musique* ».

Cette nuit était une concession au printemps. Elle était à l'année nouvelle comme aux innocences qu'elle consacrait une partition où s'inscrivent au hasard des destinées la conviction de jours meilleurs, de joies retrouvées, les dédales de la joie retracent un chemin vert où les algues de la félicité, gerbes tissées autour du quotidien, ravivent toute pensée fertile, tous les méandres de la mémoire fébrile, froissée quand la nuit se drape de silences indicibles.

Miloud essayait de prendre la mesure du temps, de se faire une idée de l'immensité du temps, non pas du temps quotidien et prosaïque mais de celui où s'inscrivent les grands moments de chaque être.

Miloud relut les quelques mots qu'il avait écrits : « *Nous partirons pour un ailleurs mythique et nos rires éclatants comme des musiques fuseront dans le bleu du soir mystique, ils partiront comme un vieux cantique sur le dos de nos montures antiques saluer au-delà des lointaines portiques Amour, Amitié et ivresse pudique* ».



Dans la nuit trouble chargée des senteurs marines, Miloud ressentit comme une déchirure la nostalgie, cette noue des entrailles, l'assailit et il fut pris dans son tourbillon de soupirs. Aïda était la reine des chansons, la pensée qui continue le frisson, une perle d'eau, un reflet de lumière.]œ

Il se demanda alors si le crépuscule de sa peine aurait une frontière comme ses veines

des pulsations, il considéra l'univers étroit de la fenêtre ouverte et se rappela qu'il disait à Aïda :

« *Si j'étais poète, je serais ciel entier pour être jour et nuit à te regarder* ».

« *Tu es le rêve, je suis la réalité* », cette phrase ne cessait de s'imposer à l'esprit d'AÏDA: Avec des gestes lents, elle procédait aux derniers rangements de la

vaisselle qu'elle venait d'essuyer. Son regard était presque fixe, ce qui ne manquait pas de lui conférer cette expression tendre et triste à la fois, cet air qui émouvait ceux qui la regardaient.

Elle allait sur sa vingt-deuxième année, sa beauté s'épanouissait en dépit d'une certaine minceur, cela donnait au contraire un certain charme à son allure.

« *Tu es le rêve, je suis la réalité* », ces mots suivirent Aïda qui se dirigeait vers le salon. Elle s'allongea sur le divan sans prendre la peine d'enlever ses chaussures. Elle se rappela que c'était son habitude d'étudiante. Sitôt entrée dans sa chambre, elle se jeta sur son lit et que de mondes se forgeaient alors dans la minuscule « *chambre de poupée* » qu'elle partageait avec une camarade.

Pourtant se disait-elle : « *Miloud est le rêve, je suis la réalité. Je suis une réalité de femme, mon univers différent, mon combat séparé. Je suis deux millénaires et plus de civilisation, je suis la mémoire fidèle, je suis la gardienne sacrée pareille aux gravures éternelles ; je suis Aïda, un monde à bâtir, une réalité à partager, un vœu qui ne peut plus attendre* ».

Allongée sur le divan du salon, elle repensa tous ces moments qui habitaient ses journées d'étudiante. Son sourire d'enfant avait mûri très tôt sur le visage neuf forgé par les différentes épreuves, ses mirages de jeunesse s'étaient très vite dissous.

Il lui fallait affronter chaque jour l'idée obsédante qui grandissait en elle et la poussait aux limites de la déraison.

Il lui semblait que les portes d'un foyer lui ouvriraient les portes du bonheur et par suite les portes de la liberté.

Elle n'avait plus maintenant que l'univers étroit de sa fenêtre ouverte.

Aïda ferma les yeux qui lui brûlaient. Une larme coula sur sa joue ; elle frissonna. Elle se souvint que Miloud lui disait :

« *Au silence germé de ton absence, j'ai donné mes premières rides, comme à ton sourire, j'ai pris le temps qui écoute les étoiles de nuit de fièvres, d'avoir veillé ton souvenir, j'ai oublié le rêve du matin* ».

Elle l'avait quitté un beau jour : elle s'était mariée. Et elle fut heureuse jusqu'au moment où elle comprit que si Miloud était un rêve, il était aussi une réalité.

Miloud qui lui disait : « *si j'étais simple peintre, j'irais essorer le soleil de quelques perles de lumière pour te dessiner* ».

Le soleil avait, une fois de plus, battu la mesure d'un jour qu'il avait passé à attendre Aïda.

L'ombre avait envahi sa solitude et des cendres avait ravivé le feu. Il ne comprenait plus. Les yeux cernés, la nuit nostalgique griffait une douleur mécanique, graphisme indélébile. Miloud n'était pas poète, n'était pas musicien, n'était pas peintre ; il avait dit à Aïda :

« *je ne suis qu'un homme, apprends-moi à la devenir et à deux, nous ferons une moisson de rires, des couplets de joie, nous ferons un chemin dans le possible* ».

Il ne l'avait plus revue depuis ce jour-là. Il était le rêve, elle était la réalité. Il pensa alors, sans ironie, que le poète a toujours raison, « *la femme est l'avenir de l'homme* ».

Farid Maâmeri